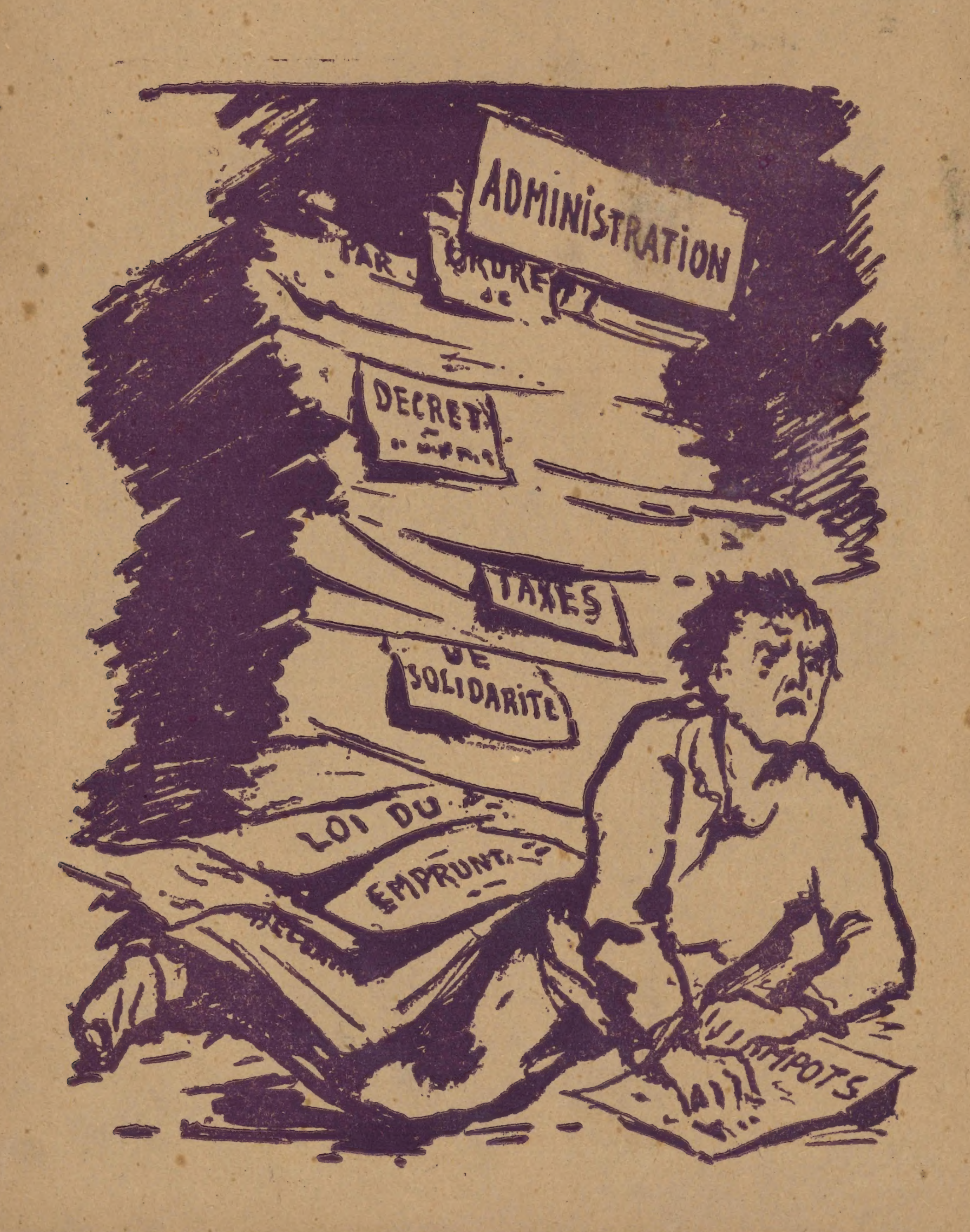
DEFENSE DE L'HOMME



2e année. — N° 7. REVUE MENSUELLE Avril 1949. — Prix : 40 fr.

DÉFENSE DE L'HOMME

Revue mensuelle
paraissant toutes les fins de mois

CONDITIONS D'ABONNEMENT
FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES

Six mois	250 fr.
Un an	400 fr.

EXTÉRIEUR

Six mois	300 fr.
Un an	500 fr.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant l'administration et la rédaction à Louis Lecoin, 73, rue Camille-Pelletan, Antony (Seine). Lui téléphoner, au besoin, à Berny 08-63.

Utiliser, autant que possible, pour tous les envois de fonds, le compte chèque postal : Mme Lecoin (même adresse que ci-dessus) N° 4.504-77 - Paris.

Prix de l'exemplaire : 40 fr.
50 fr. pour l'extérieur

SOMMAIRE N° 7

Nos collaborateurs

J'ai annoncé dans notre troisième numéro l'imminente collaboration de Jean Giono et d'Albert Camus — avec raison puisque ces camarades m'avaient donné l'assurance qu'ils écriraient bientôt dans « Défense de l'Homme ».

Depuis, nombreux sont ceux qui m'ont demandé des explications sur l'absence dans ces colonnes de la signature des deux grands écrivains.

L'un a été malade et tous les deux eurent à faire face à des engagements qui prirent la meilleure partie de leur temps. Hier, encore, ils m'ont affirmé leur intention de collaborer à « Défense de l'Homme » et il n'y a pas lieu d'en douter. Tout au plus pouvons-nous espérer qu'ils puissent l'exécuter très prochainement pour l'agrément de tous les lecteurs. — L. L.

CONTRE LES FAUX VISAGES

Pour un pacifisme vrai, positif, actif

Nous voulons employer les fabricants de bombes pour construire des hôpitaux et des écoles. Des soldats nous ferons des fermiers. — GARRY DAVIS.

Le stalinisme international n'a pas fini de nous indigner, de surprendre la bonne foi de maints gogos et de tromper les peuples. Si je n'écoutais que les sentiments que m'inspirent ses protagonistes, je donnerais tout de suite complètement raison à Sergent et je mènerais activement campagne pour qu'on nous débarrasse, d'une façon ou d'une autre, des suppôts de Staline.

Ce n'est, malheureusement, pas aussi simple et Sergent lui-même en conviendrait si, poussant la discussion, il nous amenait à dire nos perplexités et à reconnaître qu'un choix est malaisé entre différents fléaux — qu'il n'est même pas souhaitable.

Et j'en arrive à parler du dernier tournant de ces messieurs, qui, parce que la Russie ne se sent pas de taille encore à affronter les Yankees, dénoncent véhémentement la guerre et s'époumonnent à sonner le ralliement en faveur du combat pour la paix.

On voudrait applaudir et se placer à leurs côtés. Mais la paix n'est pas défendue par les bolchevistes. Elle ne peut l'être. Les rassemblements qu'ils opèrent présentement — grossiers trompe-l'œil — ont pour but d'amener de l'eau au moulin des Russes. Nous ne marchons pas.

Nous dénonçons même ce pacifisme de circonstance qui dissimule mal les intérêts inavouables, les appétits monstrueux d'une clique sans pareille dans l'histoire du monde.

Et nous demandons aux vrais pacifistes — disséminés dans de nombreuses organisations ou perdus dans une infinité de petits groupements — de créer enfin l'union entre eux pour passer ensuite efficacement à l'action et arracher aux faux prophètes le flambeau de la paix qu'ils brandissent pour une cause de guerre.

Les pacifistes unis et Garry Davis au milieu d'eux, ce serait la résurrection du pacifisme tant bafoué jadis par les staliniens, qui devraient nous céder une place usurpée.

Les pacifistes unis et Garry Davis avec eux, la situation s'éclaircirait — les « communistes » ayant été démasqués et l'Homme de Chaillot se trouvant enfin à son aise, entouré d'adversaires véritables de la guerre.

Les pacifistes unis et Garry Davis les appuyant de sa popularité méritée, ce serait la Paix faisant s'éloigner le spectre de la guerre.

Oui, pourquoi pas ?

Pourquoi ne pas le tenter, en tout cas ?

Louis LECOIN.

Le temps des prisons

TOUT le monde s'est ému de la condamnation prononcée par le Tribunal anglais contre Renée Duffy, cette femme qui tua son mari pour protéger son enfant. On a disserté sur la rigidité de la législation britannique et, à propos d'un autre cas, celui du Landru d'outre-Manche, on a commenté les bizarreries du Droit anglais. Là-bas, un criminel n'encourt le châtiment suprême que si on retrouve une trace du cadavre de la victime. Ainsi ce Landru, qui avait pourtant opéré en conséquence, risque sa tête à propos d'un dentier distraitement oublié. On ne saurait penser à tout. D'autre part, autre principe britannique immuable, qui a donné la mort mérite à son tour la mort, sans que les circonstances puissent modifier la nature de l'arrêt.

En France, on n'eût point tant tergiversé sur la présence ou non d'un vestige de l'assassiné. Par contre, Renée Duffy eût été à peu près sûrement acquittée.

Est-ce à dire que notre droit est plus tempéré, plus humain, plus ouvert à la compréhension des cas particuliers ? On n'oserait l'affirmer sur le vu de quelques nuances qui séparent les Brid'oison à perruque des Brid'oison à rabat. Disons qu'il se conforme mieux à notre tempérament national, plus raisonneur et logicien que traditionnaliste, et ne nous pressons pas d'y voir les indices d'une supériorité.

A cette rigueur que nous reprocherions à la justice anglaise, celle-ci nous rétorquerait qu'elle respecte toujours l'*habeas corpus* et qu'elle se refuse à considérer l'objection de conscience comme un délit. En sorte que tout pesé et comparé, il n'est pas prouvé que nous sortirions de ce parallèle à notre avantage.

D'autant que notre Droit évolue, et même dangereusement, dans un sens qui contredit à ce que nous affirmons être ses principes essentiels, à savoir le respect de la personne humaine, l'égalité devant la loi, l'inexistence du délit d'opinion.

Dans le Droit pénal et criminel, une mutation s'est opérée, sinon en théorie, du moins en pratique. En théorie, l'instruction a pour but de rassembler un faisceau de preuves qui démontrent à l'évidence la culpabilité du prévenu. Celui-ci corrobore-t-il ou non par des aveux avant ou après l'enquête, ce n'est là qu'un complément, non le fond de l'instruction. En pratique, il en va tout autrement. On prend le problème à rebours, et ce qui n'est qu'accessoire devient essentiel. On cherche d'abord à obtenir les aveux et on connaît les moyens qu'emploie la police pour parvenir à cette fin. La violence, les sévices, les interminables séances du « grilling », la privation de sommeil, constituent le principal de l'enquête. On obtient ainsi des résultats parfois déconcertants, tels ceux du procès, présent à toutes les mémoires, de la jeune Paule Guillou. Soumise à un interrogatoire de trente-six heures consécutives, malgré son état de grossesse avancé, la malheureuse finit par avouer pour qu'on lui permette enfin de s'asseoir. De son côté, sa sœur, questionnée dans les mêmes formes, acceptait de se reconnaître coupable. Voilà donc deux meurtrières pour un seul crime. La méthode est efficace. Pour peu qu'ils fussent parvenus à la ranimer pour le nombre d'heures nécessaires, nos « enquêteurs » auraient sûrement réussi à obtenir des aveux de la victime elle-même.

Bien entendu, à l'audience, tout le monde se rétracte et dénonce les tortures subies. Si, à de rares occasions, comme tout récemment pour le « vampire » de Rueil, les jurés acquittent au bénéfice du doute, plus généralement les juges feignent hypocritement d'ignorer

les brutalités policières ou même les nient ouvertement. Tel fut le cas précisément pour Paule Guillou qui, probablement innocente, est néanmoins détenue à vie dans un pénitencier.

Cette procédure, qui n'a même pas le mérite de l'efficience, transgresse l'esprit de la loi et qu'elle semble s'être implantée dans notre jurisprudence indique assez le glissement de notre vieux Droit vers des normes en usage aux pays totalitaires.

Mais où le changement est plus sensible encore, où nous en sommes à constater — et à déplorer — l'introduction de nouvelles mœurs judiciaires, c'est bien dans le domaine de la vie politique.

Notre régime se déclare libéral et proclame la liberté d'opinion et le droit d'expression. Qu'en est-il à l'usage, de cette liberté ? Nous voyons la presse, régie par des lois restrictives dont le nombre et la portée tendent à s'accroître et à se renforcer. Nous avons la liberté de parole et le droit de tenir des réunions publiques. Mais sous le prétexte de maintenir l'ordre, ce dont il est seul juge, le gouvernement peut les interdire sans qu'aucun recours soit possible. Un journaliste, un orateur en vient-il à exprimer ses idées, si celles-ci sont dangereusement hétérodoxes, le voilà jeté en prison pêle-mêle avec les cambrioleurs et les auteurs de crimes crapuleux.

On peut mesurer le chemin parcouru en relisant ces quelques lignes extraites des Mémoires de Rochefort (1). L'auteur, condamné pour délit de plume à six mois d'emprisonnement, relate ainsi les conditions de son incarcération :

Je n'avais pas encore éprouvé la sensation toute spéciale de l'entrée en prison. Il me sembla que j'étais retourné au collège. Ce bouclage à 8 heures du soir, cette impossibilité d'ouvrir sa porte quand l'envie vous prend de respirer le grand air, cette épaisseur des murailles qui vous pèsent sur les épaules, vous donnent parfois envie de crier.

L'effet était cependant tout moral, car j'avais été installé presque aussi confortablement que dans une chambre d'hôtel et j'avais le droit de me considérer simplement comme un malade à qui son médecin défend de sortir pendant six mois.

Si même j'avais été moins préoccupé de mon journal et moins dérangé par les visites du dedans et du dehors, j'eusse été on ne peut plus à mon aise pour entreprendre un grand ouvrage.

. . . .

La vie se passait là en dialogues et en déjeuners, car je ne savais, pour ma part, à qui entendre, tant je recevais de victuailles, de bouteilles de vin, de fleurs et de cages pleines d'oiseaux plus ou moins rares.

Chacun de nous avait droit à un certain nombre de visiteurs : la famille d'abord, dont on donnait au greffier la liste et où on inscrivait qui on voulait ; puis les amis, puis les personnes dont les intérêts pouvaient être mêlés aux nôtres.

On allait jusqu'à se prêter des parents qui, eux, jouissaient du droit de monter dans les cellules et de passer la journée avec vous.

Quant à moi, j'avais droit à une clientèle à peu près illimitée.

. . . .

Mes fenêtres donnant sur la rue, me permettaient de rendre aux passants les saluts qu'ils m'envoyaient, ce qui atténuait tant soit peu le secret auquel j'étais soumis par intermittence.

. . . .

Mais ces persécutions ignobles, ajoutées à l'attentat dont le suffrage universel était l'objet en ma personne, me rendaient encore plus cher aux Parisiens. Les jardiniers du Jardin des Plantes dont nous apercevions les toitures, m'envoyaient presque tous les jours des gerbes des fleurs les plus rares. Ma cellule était devenue une serre.

---

(1) Henri Rochefort : *Les Aventures de ma vie*, tome II.

Encore faut-il considérer que cela se passait sous le Second Empire, régime autoritaire qui ne reconnaissait pas la liberté de la presse dans sa constitution. Rochefort, dans sa *Lanterne* imprimée hors frontières, attaquait Napoléon III et le régime impérial avec une virulence sans égale. Les mœurs politiques et judiciaires n'avaient pas dégénéré au point où elles en sont sous notre IV[e] République, et pour ne pas proclamer la liberté, l'Empire en avait une notion supérieure à celle qu'en témoigne notre démocratie.

Au reste, il est juste de le signaler, la rigueur actuelle à mater l'opposition n'est pas un fait national, et c'est ce qui précisément en accentue le caractère tragique. C'est le propre des régimes modernes de traiter la divergence politique comme l'infraction majeure. Ce n'est plus le malfaiteur, le criminel ou le bandit qui est l'être asocial numéro un, c'est l'opposant. L'équilibre des systèmes contemporains repose sur la force, la dictature avouée ou latente d'un parti ou de plusieurs partis associés. Partant, le dissident est l'ennemi qu'il faut détruire ou écarter. Ce qui se traduit par la « liquidation physique », selon l'aimable expression bolchévique, et le camp de concentration.

On a flétri en théorie ces procédés dont on a chargé la conscience des seuls Allemands. Comme si « l'univers concentrationnaire » qu'a si bien dépeint David Rousset, avait borné sa limite aux frontières de l'Allemagne nazie. C'est là un jugement trop rapide. En France même, sans avoir heureusement atteint au même degré, le virus a déjà sévi. Les premières victimes furent les Républicains espagnols refluées de leur pays par la défaite de leurs armes. Ceux qui ont pu voir à l'époque les camps d'Argelès et de Saint-Cyprien se sont épargné, pour se documenter, le voyage outre-Rhin.

Par la suite, le procédé s'est étendu aux citoyens français eux-mêmes. Baptisé « internement administratif », il offrait les mêmes caractéristiques, à savoir la privation de la liberté sans jugement préalable, au bon plaisir du gouvernement et aux fantaisies imbéciles de la police. Qui ne se souvient des arrestations massives en application du décret sur les « suspects », signé de Mandel, que sa fin dramatique ne suffit pas à réhabiliter ? Semblable arrêté ne paraît-il pas inspiré par la législation en vigueur en Russie, dont le code de justice se propose (article 9) :

a) De prévenir de nouveaux délits qui pourraient être commis par celui qui s'en serait déjà rendu coupable ;

b) *D'agir sur d'autres membres peu sûrs de la société.*

C'était la guerre, dira-t-on, mais qui ne voit que de telles méthodes sont encore en puissance ? La même justice expéditive a sévi sous Vichy avant d'être employée dans l'autre sens à la Libération. Elle est en passe de revenir à l'honneur. De Thorez à de Gaulle, la différence est que le garde-chiourme sous l'un devient le prisonnier sous l'autre. Que ces deux extrêmes se neutralisent pour l'instant au profit d'une troisième force plus accommodante, c'est vrai. Mais en bonne arithmétique, 30 % de communisants, plus 35 % de R.P.F., cela fait 65 %, soit les deux tiers des Français, que ne révolte pas le principe d'un gouvernement par le camp de concentration.

Songeons qu'il s'agit d'une nation bastion de la liberté, d'un peuple qui se réclame du droit d'examen et porte inné l'esprit de discussion. Que dire de pays où prédomine l'instinct grégaire, et comment s'étonner de l'ampleur des ravages qu'y exerce une telle conception ? C'est le cas pour l'U.R.S.S. qui, idéologiquement et pratiquement, tend à étendre son système.

Dans un récent débat à la Radio, David Rousset a révélé qu'environ quinze millions de personnes peuplaient les camps de travail forcé de la seule Russie soviétique. Ce chiffre concorde avec celui qu'avancent dans leur ouvrage traitant de la justice soviétique les observateurs

informés que sont Sylvestre Mora et Pierre Zwierniak.

Outre l'énormité du nombre, le monstrueux est que l'existence de ces camps crée à l'intérieur comme à l'extérieur de leur enceinte une psychologie spéciale et dégradante pour l'être humain.

Il y a déjà le fait que l'individu n'existe plus pour l'Etat qui en dispose à gré. On sourit de dérision devant la lettre de cachet dont le souvenir, évoqué avec indignation par nos instituteurs imbus de culture jacobine, faisait frémir nos cœurs d'écoliers. Aujourd'hui les hommes s'accoutument à la nouvelle conception du monde d'où s'exclut la nation de liberté individuelle.

Dans les camps eux-mêmes, la vie s'organise dans la discipline brutale, le travail forcé, l'avilissement de la personne, le mouchardage et le sadisme des gardiens. On brise les âmes comme on brise les corps. Tout un système s'établit, axé sur la terreur et la destruction de la personnalité, sur le bagne et sur la police.

Enfin, en réduisant ses opposants, l'Etat met à son service une main-d'œuvre gratuite et inépuisable qu'il emploie à de grands travaux dont la réalisation étaye sa propagande.

A travers l'hitlérisme vaincu et le stalinisme qui étend son champ d'action, c'est la même tare qui menace notre humanité. Moralement, intellectuellement, administrativement, physiquement, c'est le concept de masse qui annihile l'individu, c'est l'Etat qui écrase l'homme.

Il serait temps que l'homme réagisse sans se laisser aveugler par les résultats techniques ou les réalisations colossales. Une civilisation qui n'est que matérielle ne mérite pas ce nom.

De prétendus réalistes, techniciens de la part du feu, ne manqueront pas d'objecter que la révolution socialiste ne peut triompher qu'à ce prix et que des entreprises gigantesques comme le canal de la mer Blanche ou le barrage de Dnieprope-trovsk ne pouvaient s'édifier qu'en sacrifiant des milliers d'individus.

N'hésitons pas à répondre : si le socialisme devait objectivement aboutir à cet asservissement de l'humanité et à cette généralisation du bagne, il serait fou d'aspirer à son triomphe.

Il vaut mieux que la mer Blanche se passe de canal et le Dnieper de barrage, que l'or du Pôle reste enfoui sous la neige et que les fleuves continuent à couler vers le nord au lieu de voir leur cours dériver vers le sud, plutôt que la société humaine devienne un immense troupeau d'esclaves conduit à coups de fouet par de dangereux illuminés.

Maurice DOUTREAU.

Les gendarmes
sont venus me chercher

Un troupeau d'hommes
des soldats
passait sur la route
musique en tête
(faut ce qu'il faut)
on les menait se faire tuer
quelque part dans l'Est
je regardais ça de ma fenêtre
tristement
dire que j'aurais dû me trouver parmi eux...
mais ça ne me disait rien
à moi
d'aller me faire trouer la peau
pour des bigorneaux.

Charles IVRY.

ABONNÉS DE SIX MOIS
Vous êtes en retard

Ceux tout au moins qui se sont abonnés depuis le premier numéro et qui n'ont pas renouvelé encore leur abonnement.

Ne nous tenez pas rigueur de ne pouvoir vous prévenir individuellement. Nous aimerions le faire, mais nous nous trouvons dans la nécessité de réduire le plus possible les frais et notre travail.

Après avoir lu cette note, prenez la résolution de vous rendre à la poste pour nous expédier le montant de votre réabonnement si vous désirez rester des nôtres.

Vous nous rendrez service.

Le mobile de l'intérêt personnel et la production

Toute révolution sociale sérieuse, profonde, mettant l'économie au service de l'homme (alors qu'elle est au service de l'argent) exige la socialisation des moyens de production et d'échange, la répartition égalitaire des moyens d'achat et implique l'affaiblissement du mobile de l'intérêt strictement individuel.

Or, pour les économistes de l'école libérale, ce mobile est le seul qui puisse entretenir le fonctionnement régulier de la machine productrice. Sa suppression entraînerait un désastre irréparable, la civilisation sombrant dans la misère générale. Il y aurait dans l'homme un individualisme foncier auquel on ne parviendra jamais à le soustraire, qui le pousserait à chercher à peu près uniquement son avantage personnel comme fruit de son labeur et de sa fatigue. C'est cette tendance qui aurait provoqué le formidable effort de l'économie moderne. Ce ressort supprimé, on serait garanti contre le danger d'une crise de surproduction...

Si telle était la vérité, l'humanité serait maudite puisque condamnée à piétiner éternellement aux frontières de l'abondance : d'une part, l'abondance ne saurait être réalisée que grâce au mobile du profit personnel tendant les muscles et excitant les cerveaux ; et, d'autre part, le profit n'est possible que dans la rareté. Pas de profit dans l'abondance, pas d'abondance sans profit. Pour éviter de sombrer dans la misère résultant de l'élimination du profit, les hommes seraient dans la nécessité inexorable de le ressusciter artificiellement en organisant la rareté par des destructions systématiques, par le boycottage des inventions, par des guerres anéantissant périodiquement les excédents de travailleurs et de stocks. Perspectives réjouissantes !

I. — Expériences concluantes ?

Un tel pessimisme est-il fondé ?

Il est bien vrai que, sous le signe du profit personnel, la machine productrice a fonctionné tant bien que mal jusqu'à l'heure actuelle. Mais les progrès n'auraient-ils pas été autant sinon plus rapides sous le signe de l'intérêt collectif ? Il faudrait, pour trancher le débat, des expériences sérieuses et loyales d'économie distributive égalitaire. Ces expériences ont-elles été réalisées ?

Ne tirons pas de conclusions générales de la solidité des communautés familiales et des communautés religieuses. On prétendrait qu'il est chimérique de vouloir appliquer à tout le corps social des formes d'économie que rendent faciles des liens étroits d'affection ou la profondeur de la foi.

Les essais décevants tentés à une toute petite échelle ne peuvent avoir plus de valeur indicative. Pendant la période d'adaptation des esprits à des conditions de vie entièrement nouvelles, les colons se heurtent à des obstacles presque insurmontables : nature souvent hostile, outillage insuffisant, tracasseries systématiques des Etats au sein desquels se poursuivent des expériences pouvant devenir dangereuses par leur valeur exemplaire, soumission obligatoire à des lois limitant étroitement les initiatives. Beaucoup de travail pour de maigres résultats, voilà qui n'est point fait pour entretenir l'enthousiasme de ceux qui s'embarquent pour ces « Icaries ». Faillites quasi inévitables « comme pour l'élevage de la truite hors d'une eau courante et bien fraîche ». L'échec de ces minuscules tentatives ne préjuge en rien de celui d'expériences conçues à une échelle beaucoup plus vaste, poursuivies en toute indépen-

dance avec, au départ, des ressources abondantes, des énergies immenses, un machinisme puissant.

Comme type d'expérience désastreuse, on cite parfois l'U.R.S.S. qui dut, dit-on, inaugurer la N.E.P. devant l'insuccès du communisme intégral et la famine conséquente. Récusons cet exemple. L'économie distributive égalitaire n'a jamais été établie par les bolchevicks et, l'eût-elle été que, de l'échec, on ne pourrait rien conclure en général. La production s'était effondrée avant la révolution d'Octobre, au milieu des ruines de la guerre de 1914-1917. Les expéditions, entretenues à grands frais par le capitalisme mondial, avaient achevé de tout détruire. Depuis, on connaît l'actif formidable de l'économie soviétique. Mais ce bilan résulte de l'emploi de procédés semblables à ceux du capitalisme. Le stakhanovisme n'est pas d'invention russe. Les primes au rendement existaient et existent partout. Et l'on savait déjà par l'exemple des pays de l'Europe occidentale, de l'Amérique, du Japon, que le capitalisme libéral, comme le capitalisme d'Etat, est capable de produire : il suffit de ne pas ménager le matériel humain.

On pourrait faire état des réalisations communistes libertaires en Ukraine de 1917 à 1921, sous l'inspiration de Makhno, et en Espagne de 1936 à 1939 — et observer que ces communautés ne sont pas mortes économiquement de la suppression du profit individuel (bien au contraire !). Il fallut employer la force militaire pour les liquider du dehors : l'armée rouge pour celles de l'Ukraine, les brigades de Lister pour celles d'Aragon. Admettons cependant que leur courte existence ne permette pas de tirer des conclusions définitives.

N'insistons pas non plus sur les essais de vie communautaire qui se poursuivent en Palestine depuis 1909. Le Neghev a vu se multiplier les oasis grâce à un labeur acharné dont le ressort est loin d'être le profit uniquement individuel.

Mais si nous consentons à ne pas tenir compte du triple succès d'Ukraine, d'Aragon, de Palestine, on est obligé d'admettre, en revanche, qu'il n'y a pas eu dans l'humanité techniquement évoluée d'expérience concluante condamnant l'économie sans profit. Les rudiments de communisme qu'on trouve dans les sociétés primitives et barbares n'ont rien de comparable à ce que l'on pourrait obtenir dans les pays industriellement équipés.

A défaut d'expériences probantes, examinons donc la question d'après la raison et le bon sens. Est-il vraisemblable que, sans le mobile de l'intérêt personnel, l'humanité coure aujourd'hui le risque de sombrer dans une crise de sous-production et de misère ?

II. — Le grand ressort aujourd'hui

La baisse de la production semble devoir être inévitable dans le secteur de la toute petite propriété artisanale et agricole.

L'artisan qui, dans les centres ruraux surtout, travaille souvent sans ouvriers, ne compte guère les heures de « boulot » et il lui arrive de faire des journées doubles, ce qui ne se produirait guère sans le supplément de bénéfice qui en résulte. Ainsi une fraction d'activité serait sans doute perdue pour la collectivité. Aux époques où l'artisanat était florissant, cette perte eût été très sensible. Mais aujourd'hui, dans les pays du cheval-vapeur, le petit atelier a été presque totalement éliminé par la manufacture et la grande usine. L'artisan libre est noyé dans l'armée innombrable des ouvriers salariés : quelques centièmes de l'effectif total. Les heures supplémentaires qui risquent d'être perdues dans ce secteur ne sont rien par rapport aux milliards d'heures fournies dans la grande industrie.

Le paysan-propriétaire qui exploite un lopin de terre avec sa famille, sans aide étrangère, peine lui aussi jusqu'à la limite de ses forces et même au delà. Sans le profit escompté, il est probable que son amour du travail serait bien refroidi. Dans les contrées où la petite propriété foncière est la règle, on pourrait craindre une chute sensible de la production. Mais, tout comme l'artisanat, cette forme de propriété s'amenuise de jour en jour. Même dans les pays où le sol est extrêmement divisé, elle ne représente plus qu'un faible pourcentage des terres cultivées. En France, 85 % des exploitants possédant moins de 10 hectares ne dé-

tiennent que 27 % des propriétés et 2.300.000 possesseurs d'un hectare n'ont que 4 % de l'ensemble. Le ralentissement de zèle ne porterait donc que sur 1/25 du sol. En Angleterre, en Allemagne, aux Etats-Unis, au Canada, en Argentine, où la petite propriété est inexistante, la diminution d'activité, dans ce secteur restreint, ne serait pas visible à la loupe. De plus, la propriété lilliputienne impliquant — sauf le jardinage — des procédés de culture archaïques et rudimentaires, disparaîtrait rapidement, remplacée par des formes de propriété collective permettant l'utilisation des machines, la sélection des semences, l'emploi rationnel des engrais et fournissant des rendements bien plus élevés pour un moindre travail humain. En France, 8 millions d'agriculteurs plus ou moins routiniers ne réussissent pas à faire vivre 40 millions d'habitants ; aux U.S.A., 8 millions de travailleurs agricoles, sans s'éreinter à la tâche, produisent pour 145 millions de compatriotes et exportent des surplus considérables de denrées alimentaires. De sorte qu'au lieu d'être réduite, la production devrait être normalement accrue, même si l'on envisage le sacrifice de quelques maigres champs arrachés aux rocailles, grands comme des mouchoirs de demoiselle et d'où le paysan ne peut tirer de quoi vivoter qu'au prix d'un labeur exténuant.

⁂

La quasi-totalité des ouvriers et paysans des nations « civilisées » forme aujourd'hui les légions de salariés trimant, sans perspective de profit personnel, sous la férule d'un patronat tout-puissant. Et ici une diminution de zèle n'est guère à craindre, car le zèle est inexistant. Certes, pour obtenir un rendement accru, on suscite l'émulation et un surcroît de bonne volonté par le travail aux pièces et les primes ou par l'abandon aux salariés d'une faible partie des bénéfices. Il ne faudrait pas toutefois surestimer l'efficacité de pareils moyens. L'effort humain doit se plier au rythme de la machine. Le zèle ne peut importer que dans les métiers non mécanisés, de plus en plus l'exception. A quoi sert le zèle du moissonneur de la combine ou du rouage vivant de la chaîne industrielle ? Il est vrai qu'on peut accélérer, dans une certaine mesure, le rythme de la machine. La norme peut provisoirement être élevée, mais les coups de collier se paient fatalement par un ralentissement ultérieur d'activité. Si la main-d'œuvre est pléthorique, ce fléchissement est masqué par la mise au rebut impitoyable et rapide du matériel humain usé. N'insistons pas sur la monstruosité de ce procédé utilisé à tous les âges depuis les Pharaons consommant des masses d'esclaves pour élever les Pyramides jusqu'aux Soviets concurrençant le kolossal américain grâce à un inépuisable réservoir de forces vivantes. Dans les conditions habituelles, quand l'appât du profit prolonge l'effort d'une manière anormale, le surmenage aboutit à une chute du rendement collectif.

D'ailleurs, les oscillations dues aux efforts anormaux et aux fatigues conséquentes ne peuvent être qu'imperceptibles car, dans les nations techniquement évoluées, la quantité de travail humain incorporé dans les produits est déjà devenue infime — même compte tenu de la construction et de l'entretien de l'outillage. Comparativement aux kilowatts fournis par la vapeur, l'électricité, les hydrocarbures, la puissance musculaire compte pour si peu ! La France est loin d'être rationnellement équipée. Pourtant, en 1939, elle disposait en machines fixes de 75 millions de CV, ce qui est l'équivalent de 750 millions d'ouvriers, puisque la puissance fournie par chacun de ceux-ci est, en moyenne, de 1/10 de CV. En 1850, l'énergie mécanique était à peine les 6/100 de l'énergie totale utilisée, l'énergie animale représentant les 79/100 et l'énergie humaine les 15/100. En 1948, l'énergie mécanique était les 94/100, l'énergie animale les 3/100 et l'énergie humaine les 3/100. Une diminution éventuelle du travail musculaire est donc largement récupérable par le plein emploi de ces muscles d'acier infatigables, par l'utilisation maximum du potentiel technique présent.

La grève perlée des cerveaux est-elle plus à redouter que celle des muscles ? Dans notre régime inégalitaire, beaucoup de demi-intellectuels (aspirants techniciens ou administrateurs) travaillent moins par goût que dans l'espoir de parvenir à une situation sociale supérieure. Sans la perspective de solides avantages matériels, il y aurait sans doute moins de candidats aux grandes écoles et l'effort intellectuel global risquerait fort de

se ralentir... Déficience qui deviendrait invraisemblable avec une organisation rationnelle du travail et des études.

Mais — même dans la société actuelle — la suppression du profit individuel ne pourrait guère influer sur le zèle des chercheurs. Le génie inventif est vocation. Peu de vrais savants ont la bosse du mercantilisme. Ils n'exploitent pas leurs découvertes. Au contraire, en général, ils sont exploités, dans leur activité cérébrale, comme les travailleurs manuels dans leur activité musculaire. Qui oserait soutenir que c'est la cupidité des savants qui a surtout permis l'asservissement des forces naturelles ?

⁂

En revanche, la course aux bénéfices personnels a engendré des initiatives dont les fins égoïstes n'ont pas empêché des répercussions socialement utiles. Durant tout le XIXe siècle, la fièvre du gain a lancé les capitalistes dans une concurrence effrénée — responsable de la misère prolétarienne, du sang versé dans les grèves, les révolutions, les guerres impérialistes, mais féconde en un sens, puisqu'elle a contribué à augmenter le rendement des terres, à ouvrir à l'industrie et au commerce des contrées jusqu'alors inexplorées ou inexploitées et, par suite, à accroître les possibilités de bien-être pour tous. Y aurait-il eu même fécondité de résultats sans séquelle de crimes, si la structure sociale avait supprimé le mirage des fortunes individuelles à acquérir ? Il n'est point sûr que non. Objectivement, toutefois, on doit reconnaître l'activité créatrice du jeune capitalisme conquérant du siècle dernier.

Mais, en vieillissant, le capitalisme est précisément devenu l'ennemi de la fécondité puisqu'il ne peut maintenir les bénéfices qu'en s'opposant à l'abondance. Travaillant uniquement pour le profit, on se borne aux entreprises rentables, souvent même immédiatement rentables, et ce ne sont pas toujours les plus utiles à la collectivité. Sans se préoccuper des besoins des hommes, on produit seulement dans la limite de moyens d'achat insuffisants. On sabote ou l'on n'emploie qu'au ralenti les merveilles techniques, on étouffe les inventions nouvelles parce qu'elles sont l'arrêt de mort des entreprises présentes et qu'elles déterminent un renouvellement trop rapide, trop onéreux, de l'outillage de plus en plus difficile à amortir. Limitation de production, destruction systématique de matériel et de marchandises utiles, efforts gaspillés en matériel de guerre distribué gratuitement et ne saturant pas les marchés, ruines accumulées par les guerres elles-mêmes, voilà les fruits de mort du profit. Des économistes orthodoxes ont même le cynisme de préconiser le retour à l'outil (pourquoi garder l'outil, d'ailleurs ?) soi-disant pour conserver intact ce qu'ils disent être le mobile essentiel de l'activité productrice : le profit. Et pourtant, s'il est une vérité incontestable, c'est bien le fait que le profit, d'accélérateur, est devenu frein, un frein qu'il est indispensable de desserrer si l'on veut imprimer un nouvel élan à la machine. L'ennemi n° 1 de la production est aujourd'hui le libre jeu des initiatives en vue du profit personnel...

⁂

Le grand ressort de l'activité utile de l'immense majorité des hommes n'est pas, n'a jamais été la fallacieuse espérance du profit. Les travailleurs ont été courbés sous le joug de tâches abrutissantes par la force brutale (l'esclave était attaché au métier et le serf à la glèbe) ou, sous une apparente libération juridique, par l'inexorable nécessité de vivre. Les formidables richesses accumulées dans les temps de sagesse prévoyante, gaspillées ou détruites aux jours de folie, ont été obtenues par le labeur de forçats rivés au champ ou à l'atelier par le besoin. La contrainte du besoin est le vrai ressort de la machine productrice.

III. — Et demain ?

Elle continuerait à peser (longtemps du moins) sur une humanité libérée de ses servitudes sociales, mais non de ses besoins. Il faudrait bien produire pour consommer. Mais, contrairement au présent et au passé, la contrainte du travail pèserait sur tous. Serait-elle plus abominable parce que généralisée ? Contrainte morale qui ne pourrait devenir contrainte physique que dans le cas de défaillance volontaire catastrophique. Que penser de l'éventualité d'une telle défaillance ?

L'homme est naturellement paresseux, affirme-t-on. Erreur évidente si l'on appelle paresse le dégoût de l'action, car le besoin d'agir est l'une des plus fortes tendances primaires. Chaque être doit normalement dépenser une certaine quantité d'énergie. Il est paresseux au delà de cette dépense, jamais en deçà. Quantité variable suivant les individus et, pour le même individu, suivant le moment. Quant au paresseux pur, il n'existe pas. Tout vivant a le goût d'une activité correspondant à ses aptitudes et à ses forces.

Le travail, il est vrai, diffère du jeu spontané en ce qu'il est activité disciplinée. Cette discipline ne peut être obtenue que par un effort de volonté ou par l'action de mobiles extérieurs. De sérieux moyens coercitifs sont indispensables pour obliger l'homme à dépenser, tous les jours, plus que son quantième d'énergie dans un labeur rebutant, mal rétribué, fait à contre-cœur parce que ne correspondant à aucune velléité de vocation. Le serf attelé à l'araire, le compagnon lié seize heures par jour au métier, l'enfant besognant onze heures consécutives dans les premières manufactures, et même le forçat d'aujourd'hui, simple rouage de la chaîne, répétant les mêmes gestes durant des années, ne pouvaient ou ne peuvent que haïr leur bagne et aspirer à l'évasion. S'il s'agit au contraire de discipliner une faible fraction d'activité normale, il est clair qu'on n'aura pas besoin de recourir aux grands moyens.

Ceux que hante la peur d'une misère généralisée dans une société égalitaire et libertaire raisonnent comme si l'humanité en était encore à l'âge de l'outil. Ils ne tiennent pas compte de la multiplication de sa puissance par les progrès de la technique. La machine automatique, par l'intense production qu'elle peut assurer, va au-devant des besoins au prix d'efforts sans cesse diminués. La technique permettrait, dans un cadre social exploitant toutes ses possibilités, de « remplacer le labeur-châtiment par la légère servitude d'un travail de plus en plus court, de moins en moins pénible ». Mise au service de tous, elle affranchirait l'homme de l'obligation séculaire des travaux forcés. Les plus anciens utopistes en ont eu l'intuition puisque, dans leurs constructions idéales de cités heureuses, ils ont fait une large place au machinisme qui en était encore à ses premiers balbutiements. La science, en effet, devrait permettre de libérer les descendants d'Adam du terrible anathème : « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front »... ou du front des autres.

A la fin du siècle dernier, Kropotkine estimait que trois heures de labeur quotidien suffiraient pour obtenir un large bien-être général. Pour le Brain Trust américain, le confort universel pourrait être acquis avec quatre heures par jour, deux jours par semaine, de 25 à 45 ans. Sans compter les perspectives ouvertes par la domestication de forces nouvelles : houille bleue des océans, chaleur terrestre, force gravifique, forces intra-atomiques, formidable réservoir d'énergie latente dont l'utilisation pourrait presque totalement décharger les hommes des travaux rebutants et multiplier les produits sans violenter les tempéraments les plus lymphatiques.

Les sociétés actuelles exigent de certains une dépense anormale d'efforts disciplinés et tolèrent pour d'autres le gaspillage de toutes les forces en des activités désordonnées socialement inutiles. Une pareille distribution des tâches n'est guère apte à enflammer le zèle de ceux qui supportent tout le poids de la production. Leur propension à la paresse est, non seulement explicable — sans faire intervenir le péché originel — mais parfaitement justifiée. Supposons que l'on étale le travail « utile » sur l'ensemble de la population valide, masculine tout au moins. Combien de bras et de cerveaux ne récupérerait-on pas ! Chômeurs volontaires (rentiers et combinards), ouvriers spécialistes du grand luxe, fabricants de compteurs de toutes catégories, chimistes, ouvriers, manutentionnaires des innombrables spécialités pharmaceutiques et de produits de beauté, voyageurs de commerce, placiers, représentants, commissionnaires, spécialistes de la publicité, comptables, contrôleurs de tous genres, vérificateurs, encaisseurs, personnel des assurances, des banques, huissiers, avoués, notaires et clercs, personnel des finances, domestiques, gens de maison, ministres, parlementaires, préfets, sous-préfets, policiers, magistrats, soldats de toutes armes et de tous grades, ouvriers, ouvrières, employés des usines de guerre et des arsenaux, gardes frontières et

douaniers... Avec cette main-d'œuvre (au moins 5 millions de personnes en France), comment craindre la durée excessive du service social ? Si tout le monde travaillait utilement, la part de travail de chacun pourrait être formidablement réduite. Pour obtenir, même des plus paresseux, cette minime contribution à l'œuvre commune, croit-on qu'il serait indispensable, le mobile du profit personnel écarté, de menacer les réfractaires du knout ou du régime jockey ?

⁂

Ce qui, pour la masse des producteurs, rend aujourd'hui le travail pénible, ce n'est pas uniquement sa durée inhumaine ou la conscience de l'inutilité de l'emploi, c'est encore le sentiment qu'a le travailleur d'être exploité, c'est-à-dire de travailler un peu pour lui-même et beaucoup pour les parasites de son travail. Un effort supplémentaire risque de se traduire par le chômage. Dans la meilleure hypothèse, cet effort profite surtout aux intermédiaires qui pullulent entre le producteur et le consommateur. L'espoir d'un profit indirect est trop aléatoire pour entretenir le zèle ou même la conscience professionnelle. La tendance à « la resquille » est tout à fait régulière dans un milieu social qui offre pour devise : « Débrouillez-vous aux dépens les uns des autres. »

Mais si l'exploitation de l'homme par l'homme prend fin, si le travail cesse d'être une invention à l'usage exclusif des imbéciles et devient une obligation universelle, le producteur sera stimulé dans l'accomplissement de sa tâche par l'exemple de tous et par la preuve tangible de la disparition du parasitisme. Le devoir de contribuer à une œuvre commune également profitable à tous s'imposera aux consciences les plus élastiques.

Quant aux débrouillards impénitents, ils en seront réduits à camoufler leur paresse au lieu de s'en glorifier. Présentement, le riche oisif est envié, admiré, adulé. Ces manifestations sont à l'adresse du portefeuille. On a d'ailleurs réussi à persuader les gens que le capitaliste est aussi indispensable que le travailleur. Supposons balayée des esprits cette aberration de l'utilité du parasite, l'oisiveté systématique devient la pire des tares dans un monde qui n'est vivant que par le travail. L'homme valide qui, dans une société juste, refuserait de fournir sa petite quote-part d'ouvrage tout en profitant du labeur des autres, serait vite enveloppé d'une atmosphère de mépris qui l'isolerait dans une solitude morale insupportable, car nous sommes « des animaux sociables ». A défaut d'autres mobiles plus nobles, le réfractaire au travail puiserait dans la crainte d'une réprobation générale la volonté de réagir contre lui-même.

Les hommes, d'ailleurs — quelques monstres à part — sont portés naturellement à l'entraide quand l'entraide s'avère profitable. Notre jungle sociale où chacun est en lutte ouverte ou sournoise contre tous provoque l'épanouissement d'un égoïsme féroce. Il naîtrait, de même, un automatisme de la coopération dans une société qui ne serait qu'une immense entreprise d'entraide mutuelle. L'entraide, jusqu'ici association d'égoïsmes en vue surtout du combat — deviendrait, spontanément, association d'efforts dans le travail. On travaillerait pour tous aussi naturellement qu'on travaille aujourd'hui pour soi-même, puisqu'il y aurait harmonie complète de l'intérêt personnel et de l'intérêt collectif, puisque l'égoïsme individuel ne pourrait trouver de satisfaction qu'en contribuant au bien-être de tous.

⁂

Au surplus, il est inimaginable qu'il puisse encore exister des réfractaires au travail dans une société égalitaire.

Sans tenir compte des classifications mathématiques de Fourier (810 passions humaines, pas une de moins, pas une de plus !), on peut toutefois constater que la diversité des tempéraments, des aptitudes entraîne la diversité dans les vocations professionnelles. Tel est né pour être peintre, ou sculpteur, ou musicien. Tel autre a un penchant incoercible pour la mécanique. Un troisième se complaît dans les travaux de force. Un autre trouve son plaisir dans les spéculations mathématiques. L'enfant qui n'a de prédilection pour rien est un anormal, un malade.

Seulement, dans les sociétés présentes, il faut qu'une vocation soit vraiment irrésistible pour qu'on obéisse à son impulsion. L'on choisit une profession comme on choisit une femme, par convenance et pour le profit plus que par goût. Comment

veut-on qu'ensuite on s'intéresse vraiment à une besogne pour laquelle on n'est point fait ? On voit des hommes robustes, débordant de force physique, s'ankyloser sur des ronds de cuir pendant trente ans dans l'attente de la retraite. Des professeurs qui ne demandent à l'*Alma Mater* que le couvert et le vivre gâchent toute leur vie dans le rôle ingrat de pédagogue. Au lieu d'être un plaisir, l'activité professionnelle est un supplice... Rendement ralenti dans le morne ennui d'une vie de bagne. Une seule joie : la paye des fins de semaine ou des fins de mois. Et toutes les mesures d'orientation resteront inefficaces aussi longtemps que les différences de métier donneront lieu à des inégalités d'avantages matériels.

Que l'on supprime ces inégalités et, spontanément, l'activité productrice s'organise sur la base naturelle de ce que Fourier appelait « l'attraction passionnée ». Chacun suivant ses tendances, le travail devient distraction, plaisir. « Je songe, disait Anatole France, au fabricant de pipes que nous montre William Morris dans son beau conte prophétique, ce sculpteur ingénu qui, dans la société future, fait des pipes d'une beauté sans pareille parce qu'il les fait avec amour et qu'il les donne et ne les vend pas. »

La suppression de privilèges matériels ne provoquerait pas la pénurie des techniciens plus que celle des vrais artistes... Au contraire : si l'étudiant qui a les capacités requises est payé comme producteur pendant son apprentissage technique, pourquoi prétendrait-il rester manœuvre malgré ses aptitudes et ses penchants ?

Restent les travaux rebutants et pénibles mais indispensables, pour lesquels on ne trouverait peut-être pas de volontaires. Tout le monde, en ce cas, y serait astreint pendant un temps limité — en attendant qu'on en charge des robots... ce qui ne tarderait guère.

⁂

Conclusion ? Il ne serait pas nécessaire de recourir à des moyens coercitifs anormaux ni à d'extraordinaires mystiques pour plier les hommes, dans une société d'où l'intérêt strictement individuel serait banni, à la discipline d'un travail allégé par la machine. « Il suffit, remarquait Séverac, de ne pas les imaginer pires que maintenant pour concevoir qu'ils accepteraient aisément un travail qui serait court, qui serait utile, conforme aux goûts de chacun et qui ne comporterait aucun surtravail créateur de plus-value. » « Il serait sage, constate également J. Duboin, de confier le paresseux à un aliéniste, car l'homme qui refuse de travailler en échange d'une existence confortable et de loisirs agréables est un malade qu'il faut soigner. »

On pourrait donc envisager avec confiance « les destinées d'un régime où chacun, par un petit nombre d'heures de travail, se trouverait assuré d'avoir ainsi conquis le droit de vivre proprement. » Il ne serait nullement nécessaire de chercher dans les surcroîts de rétribution des motifs supplémentaires d'émulation et d'encouragement. Pas de catastrophes économiques à craindre malgré le déclin des mobiles strictement égoïstes à condition de limiter les excédents de naissances aux progrès de la production... Et ce dernier problème lui-même ne serait pas insoluble, la nouvelle société n'ayant besoin ni de chair à travail ni de chair à canon, ni, par suite, de féroces lois anticonceptionnelles ou de primes de reproduction.

⁂

Ainsi, loin de contribuer à l'accroissement des richesses, le mobile de l'intérêt personnel est, de nos jours, créateur de misère. En provoquant l'accumulation de la monnaie en certaines mains, il écarte du circuit normal de la distribution des masses de marchandises inachetables par les éventuels clients désargentés et bloque la machine productrice. Il empêche par tous les moyens le libre épanouissement de l'abondance puisque la vente des produits et des services ne peut être profitable que par la rareté. Pour l'humanité, voici donc le dilemme : le profit pour certains dans la misère des foules ou l'abondance pour tous dans une économie distributive sans profit personnel.

Ceux qui tiennent les leviers de commande sont certainement prêts à détruire de nouveaux produits, matériel et hommes, pour maintenir les profits de quelques-uns dans la misère générale. Les peuples, eux, sauront-ils choisir l'économie sans profit dans l'abondance et imposer leur choix ?

LYG.

Les parents ont perdu la tête

Les relations entre parents et enfants ne sont pas toujours empreintes de la plus grande cordialité : l'Histoire, la Bible et la Poésie nous en donnent bien des exemples.

La majorité de ces exemples nous montrent d'ailleurs les parents comme beaucoup plus féroces que les enfants, et c'est certainement un papa à la barbiche très digne qui a dit le premier : « Qui aime bien châtie bien ! »

Nous avons entre autres le fameux Abraham qui, à la suite d'un rêve et dans un accès de crétinisme absolu, voulait brûler vif son fils bien-aimé.

Il y eut aussi, et j'emprunte ici les paroles d'un grand poète, le non moins fameux Ugolin qui, torturé par la faim mais « stoïque et légendaire, mangea ses enfants afin de leur conserver un père ». Et le poète ajoute : « Ah ! Quand j'y songe, mon cœur se fend. »

Le mien aussi. Voilà pourquoi, me mettant résolument du côté des plus faibles et voulant donner aux parents une bonne leçon, j'ai fait une fable qui a pour titre « Les parents ont perdu la tête », et dont voici le texte :

Faut fair' très attention à c' qu'on dit aux enfants !
Celui dont je vous parle était un garnement,
Un « vilain garnement »
Prétendaient ses parents.
D'abord, pourquoi « vilain » ?
Je vous demande un peu !
Il était très joli avec ses grands yeux bleus,
Ses blonds cheveux,
Ses blanches mains.
Faut fair' très attention à c' qu'on dit aux enfants
Quand on est « les parents » !
Celui dont je vous parle aimait les fleurs des champs,
Les arbres, les oiseaux,
Le soleil, les ruisseaux,
Bien plus que le latin, l'histoire ou la chimie,
L'algèbre, la morale ou la géographie.
Il aimait aussi les chansons,
Ce très vilain petit garçon ;
Des chansons qu'il faisait lui-même
A la place de ses problèmes.
Il expliquait tout cela simplement
Comme un enfant :
« Papa ! Maman ! Je vous aime beaucoup,
Mais ce que l'on m'apprend ne me dit rien du tout.
J'aime tout ce qui est vivant,
Ce que je vois, ce que j'entends,
Ce que je touche et que je sens ;
Or tous mes professeurs
Vivent avec la mort et la mort me fait peur.
Le latin ? Langue morte. On ne la parle pas.
Morale est morte aussi. C'est ce que dit papa.
L'histoire tout entière
Est un grand cimetière.
L'algèbre ? Il y a X... On ne sait pas qui c'est.
Personne ne l'a vu ni le verra jamais.
Pour la géographie, il y' a en premièr' page
Que nous pouvons très bien sauter dans les nuages
Et en un rien de temps nous changer en vapeurs.

Vous me direz : « Y' a les voyages ! »
Pour ça, y' a des indicateurs.
Enfin je vous dirai, chèr' maman, cher papa,
Que tout's ces choses-là
Ne me serviront pas
Dans mon futur métier...
Car je veux être artiste ...ou alors jardinier. »
Or, chaque fois ces mots déchaînaient la tempête :
« Ah ! ah ! Monsieur veut en faire à sa tête !
Tant que je serai là,
C'est à la mienne qu'il fera. »
Disait le père.
Quant à la mère
Elle assurait en se mouchant
Et d'une voix qu'on entendait à peine :
« Ce vilain garnement
M'a donné la migraine. »
Faut fair' très attention à c' qu'on dit aux enfants
Quand on est « les parents » ;
Et ceux dont je vous parle avaient une manie :
Sans cesse ils répétaient comme une litanie
Des phrases toutes faites
Où il était toujours question de tête !
« Ce vilain garnement me fait mal à la tête !
Il me fera perdre la tête !
Il me casse la tête !
Monsieur veut en faire à sa tête !
Tant que je serai là,
C'est à la mienne qu'il fera ! »
Et cœtera !... Et cœtera !
Oh ! J'allais oublier la plus belle :
Une phrase nouvelle
Qu'on utilisait depuis peu
Et que l'on réservait pour les cas dits « sérieux » :
« Il finira par mal tourner,
J'en mettrais ma tête à couper ! »
Faut fair' très attention à c' qu'on dit aux enfants !
Celui dont je vous parle aimait tant ses parents,
Qu'afin de supprimer l'objet de leurs tourments
Il leur coupa la tête, un beau jour, gentiment ;
Mit celle de son père
Sous un globe de verre
En se disant qu'ainsi il ne la perdrait plus ;
Puis celle de sa mère
Au fond d'un frigidaire,
Car il est reconnu
Que le froid est très bon pour calmer la migraine.
Et il allait couper la sienne
Qu'on trouvait si vilaine...
Quand du fond du jardin un oiseau l'appela.
Il répondit : « Voilà ! »
Courut dans le jardin, dit bonjour à l'oiseau,
Salua le soleil, caressa le ruisseau
Et s'en alla jouer avec les fleurs des champs.

....

Faut fair' très attention à c' qu'on dit aux enfants !

Raymond ASSO.

Un précédent historique

Mon dernier article m'a valu, de la part de quelques jeunes camarades, des critiques ou des demandes d'éclaircissements qui m'obligent à y revenir. Une phrase surtout les a fait broncher : « ...S'il existe une circonstance où l'intolérance est parfaitement fondée, c'est quand il s'agit de neutraliser les intolérants. »

« Une telle position, m'a dit l'un d'entre eux, c'est de nouveau la porte ouverte à toutes les interprétations, à tous les abus, car si l'on accepte ton raisonnement, quel sera le critère de l'intolérance des gens mis en cause ? C'est reprendre en quelque sorte l'argumentation que tu as condamnée comme nous. »

J'ai tout d'abord répondu qu'il y avait deux différences essentielles entre cette argumentation, celle qui fut développée contre les emprisonnés actuels, et la mienne. D'abord, je tiens à éviter la confusion entre le plan politique et le plan humain. Si je préconise de neutraliser les intolérants, je refuse de les insulter et de les mépriser. J'ai connu, je connais encore des hommes qui sont de rigides partisans de la trique, et qui s'affirment dans le privé d'excellents amis, des hommes tolérants avec leur entourage (beaucoup plus que bien des démocrates vassalisant leurs proches). Nos âpres discussions ne m'ont pas empêché, ne m'empêchent pas et ne m'empêcheront jamais de les estimer et de le dire ouvertement. Ensuite, je refuse la solution *punitive*, celle qu'on applique aux collaborateurs dont tous n'étaient d'ailleurs pas plus autoritaires que les militants adhérents à bien des partis actuels. Quand le mal est accompli, il importe de le faire constater à celui qui l'a préconisé en croyant agir utilement, et non de le brimer. Si j'ai l'occasion de voir l'inéluctable déconfiture bolcheviste, je serai de ceux qui défendront les militants persécutés avec les mêmes arguments. Je suis, par contre, partisan de la solution *préventive*. J'ai été autrefois un zélateur actif des solutions autoritaires. Je ne regrette pas cette expérience qui m'a été fort utile, mais je trouverais aujourd'hui parfaitement juste qu'on m'ait empêché, à l'époque, d'en répandre les formules dangereuses.

En ce qui concerne le critère de l'intolérance, il est fort simple à mon avis. Toute organisation doit être considérée comme intolérante qui prêche la dictature d'un parti ou d'un homme. Et le seul bon côté de cette effarante machine à intoxiquer les esprits qu'on nomme la propagande est qu'elle ne peut dissimuler les objectifs qu'elle se propose sur ce point. Les plus prestigieuses logomachies n'arriveront jamais à camoufler les objectifs dictatoriaux du Parti communiste ou du R.P.F.

D'ailleurs, neutraliser préventivement ne veut pas forcément dire emprisonner. Il y a d'autres solutions. Mais avant d'en suggérer à mes interlocuteurs, j'ai voulu savoir s'ils pouvaient m'en proposer une. Et voici le bref dialogue qui s'est institué entre nous :

— Etes-vous d'accord avec mon affirmation qu'un régime dit démocratique, aussi insatisfaisant qu'il soit à nos yeux, est cent fois préférable au totalitarisme ?

— Oui.

— Croyez-vous qu'un tel régime sauvegarde un certain nombre de libertés qui laissent leurs possibilités d'action aux révolutionnaires ?

— C'est indiscutable.

— Estimez-vous que le régime américain est démocratique, ce mot étant pris dans le sens de libéral, et le régime stalinien totalitaire ?

— L'existence d'une opposition dans le premier, et sa suppression dans le second, le prouvent.

— Donc il est souhaitable pour des révolutionnaires, et ceci sans les engager à prendre le fusil, que la démocratie américaine se défende contre les staliniens qui veulent en faire un totalitarisme ?

— C'est souhaitable.

— Alors, quelles méthodes préconisez-vous à cet effet ?

Mes jeunes interlocuteurs restèrent cois.

Ah ! Mes camarades, je venais de vous prendre en flagrant délit de flirt avec l'absolu. Comme il est facile, n'est-ce pas, de trancher sur le plan des principes, mais comme on se sent mal à l'aise quand la poigne de fer d'une argumentation serrée vous empoigne au collet pour vous ramener sur le terrain du réel ! Et comme vous êtes illogiques, finalement. Car vous déclarez vous-mêmes que c'est uniquement la puissance des U.S.A. qui vous évite d'être stalinisés, mais vous rechignez quand j'approuve les Américains de chambouler la termitière qui veut saper cette puissance.

Nous reviendrons un jour sur cette question des principes et de leur rapport avec la réalité, et peut-être ce jour-là Lecoin me dira-t-il qu'il ne peut passer mon article, et peut-être aura-t-il raison, même si je n'ai pas tort, *en principe*. Pour l'instant, j'en viens à ma solution en me référant à un précédent historique.

Au moment où le cadre occidental de la chrétienté commençait à éclater grâce au protestantisme, et ceci au bénéfice des Etats nationaux naissants ou déjà forts, l'Eglise catholique vit naître en son sein une tentative qui avait pour but de ressaisir le pouvoir d'une façon occulte. Du moins ce fut rapidement son objectif réel. En 1540, approuvé par le pape Paul III, Ignace de Loyola fonda la société des jésuites. L'étroite parenté entre l'esprit dont s'inspiraient les jésuites et celui du stalinisme prouve sans doute que ce dernier représente le raidissement du socialisme autoritaire incapable d'épouser la plasticité de la vie et cherchant à l'emprisonner dans un corset de fer. « L'obéissance excellente, écrivait Loyola, est celle par laquelle nous croyons juste tout ce qui est prescrit par nos supérieurs. Il faut être comme un corps mort, qui n'a ni volonté ni sentiment, comme un automate qui tourne là où on veut le faire tourner. Si mon supérieur me prescrit quelque commandement qui me semble être contre ma conscience, je dois le croire plutôt que moi-même. Si je ne puis m'y décider, je dois abandonner mon jugement et mon sens propre, et remettre toute la chose au jugement d'un, ou de deux, ou de trois des supérieurs, afin de suivre ce qui sera décidé par eux. » Ne retrouve-t-on pas, dans ce texte, les principes du centralisme soi-disant démocratique ? Et le fonctionnement de la machinerie stalinienne n'est-il pas une réplique de cette société des jésuites dont toute la hiérarchie remontait au pape ? On applique souvent ce nom de jésuites aux staliniens pour stigmatiser leurs palinodies. L'analogie va beaucoup plus loin, elle est beaucoup plus significative.

Les intrigues des jésuites, à l'époque, ne se comptent plus, et les résultats néfastes de leur action. En France, on peut leur imputer l'assassinat de Henri IV, concurrent dangereux du pape à la direction de l'Europe, et la révocation de l'Edit de Nantes. Mais ce raidissement d'une force archaïque condamnée par l'évolution historique se heurta bientôt aux forces montantes représentées par les hommes d'Etat et les philosophes. L'Eglise était encore trop vénérée pour qu'on massacrât ses serviteurs, même aussi nuisibles à l'ordre public. On tenta d'abord de les neutraliser gentiment et les mesures employées furent bien entendu inopérantes. Alors les gouvernements employèrent une méthode inédite. Les Portugais donnèrent l'exemple : en 1759, les jésuites furent embarqués sur des vaisseaux qui les conduisirent et les déposèrent à Civita-Vecchia, le port desservant Rome. Bientôt, de tous les points de l'immense empire espagnol, des bâtiments chargés de jésuites cinglèrent vers Civita-Vecchia, tandis que les populations poussaient des soupirs de soulagement. En France, le Parlement de Paris déclara l'institution des Jésuites inadmissible dans tout Etat policé, comme étant une force de coercition au service d'un souverain étranger et fomentant constamment des désordres suivant les intérêts politiques de celui-ci.

Je soumets l'arrêt de ces sages aux hommes d'Etat modernes dont la seule utilité peut être de nous protéger de cette lèpre qu'est le stalinisme. Et je leur signale la solution idéale que l'histoire nous enseigne : renvoyez-les à Civita-Vecchia, c'est-à-dire à Moscou !

Là-dessus, j'entends les protestations des farouches porteurs d'absolu : « Quoi, ces hommes sont libres de demeurer où bon leur semble. » Ecoutez, mes amis, je vous aime bien, mais vous commencez à m'excéder un peu avec *votre* liberté. Je n'aime pas les grues métaphysiques, car elles se prostituent trop volontiers

dans les bras des impuissants. La liberté que j'aime, *la mienne*, est une belle fille qui sait ce qu'elle veut et ne se nourrit pas de l'air du temps ni de nuées platoniciennes. Ma liberté, c'est une conquête sur tout ce qui veut m'asservir : sur la nature qui tend à chaque minute à retourner à la jungle ; sur le microbe qui cherche à me détruire ; sur le stalinien qui veut me laminer. Et de même que ma bêche attaque le sol avant qu'il soit pourri de chiendent, de même que mes globules blancs assaillent le bacille sans attendre qu'il soit trop virulent, de même je lutte contre le stalinien partout où je le rencontre au lieu de lui offrir une noble discussion de principes dont il se gausse. J'aime mieux cela que d'être enrégimenté un jour pour tirer sur des paysans russes, ou de lutter contre un nouvel oppresseur au sein d'une organisation clandestine qui sera alors brisée comme un fétu de paille. Et je trouve, une fois encore, que vous êtes illogiques de vous préparer à vous faire occire éventuellement par le N.K.V.D. (car je sais que vous serez parmi les opposants à un stalinisme installé) et de refuser aujourd'hui les solutions qui auraient quelque chance, étant appliquées, de vous éviter ce sort déplorable.

D'ailleurs, pour en revenir à ma proposition, est-elle si inhumaine ? Je la trouve au contraire fort douce et propre à éveiller l'enthousiasme du millier de staliniens français vraiment nocifs que je vise, du moins s'ils sont sincères. N'ont-ils pas la conviction, puisqu'ils nous le serinent à longueur de journée, que derrière le rideau de fer, et plus particulièrement en U.R.S.S., se trouve la patrie de leurs rêves ? Patrie qui a sans doute fort besoin de leurs bras et de leurs cerveaux puisque les dirigeants soviétiques imposent une politique lapiniste comme il n'en existe nulle part ailleurs.

Ainsi, tout le monde serait content, et le mouvement contre la guerre qui naît spontanément en Europe ne serait-il pas suspecté, dès l'origine, pour être mené par des pacifistes d'occasion dont les gémissements et les pantalonnades dissimulent fort mal leur inquiétude et leur dépit d'avoir été gagnés de vitesse dans une course à la guerre dont ils furent les instigateurs. Il reste qu'il faudrait obtenir, pour cette expédition dans leur patrie spirituelle des quelques milliers de staliniens vraiment dangereux disséminés dans les démocraties, l'approbation du Politburo et du guide génial. Car si l'on voulait procéder par la force, on verrait peut-être se renouveler le spectacle du pape Clément XIII faisant tirer le canon sur les premiers vaisseaux apportant ses chers jésuites à Civita-Vecchia.

Alain SERGENT.

MÉTRO

Le métro tremble
De tous ses membres
D'acier, de bois, dans le vent
Vers Belleville et Ménilmontant,
Un vent endiablé de novembre.
Le métro, bannière de fer
Déployée sur la ville d'ombre
Entend la voix de Lucifer
Qui mugit par sirène et trompe.
Alerte ! La guerre est là, métro.
Ramasse le bout de ton drapeau
Dans le tunnel des nouveaux cyclopes.
Enfonce-toi dans le gîte habituel
Et continue ton train d'enfer
Triomphant et ponctuel.

. . . .

Venu de Clichy, Pigalle et Anvers,
Métro, avale, avale
Des kilomètres d'argyroses,
Salue les papillons ovales
Qui s'effeuillent comme des roses
Sur le vernis des voûtes d'ombre.
Métro, débouche en les clairières
Où s'anémie la foule humaine
Bête d'attendre sur les trottoirs...
Jette les tourbillons de ta chair d'étouffoir
Prends-en qui vient de la lumière
Et déclenche à nouveau ta chaîne
Ta longue chaîne de bagnard.

Gaston LACARCE.

DES ADRESSES S.V.P.

Fournissez-nous, nous vous en prions, les noms et adresses des personnes de votre connaissance susceptibles de s'abonner afin que nous puissions leur faire le service gratuit d'un ou deux numéros.

Des noms et des adresses s.v.p., et nous ferons de nouveaux et nombreux abonnés.

Terrorisme en Bulgarie

La Commission d'aide aux antifascistes bulgares (1) vient de publier une brochure intitulée *Les Bulgares parlent au monde*. Cette brochure dénonce avec force l'effroyable régime de terreur qui sévit dans ce pays, où l'absolutisme bolchevique règne en maître.

Les persécutions se multiplient contre ceux qui refusent de se mettre à genoux devant les valets de ce fameux « Front patriotique » qui n'a d'autre raison d'être que la « captation » des privilèges et une soumission totale aux volontés du stalinisme.

Les camps de concentration font de la Bulgarie un enfer qui dépasse en horreur les pires moments de la domination turque. A Cuciyan, Bogdanovdol, Nazarevo, Todorovo, Bosna, Poroutchik-Guénovo et dans bien d'autres camps de mort, l'extermination de l'homme est entreprise à l'aide de la faim, d'un travail épuisant, qui dure parfois jusqu'à trente-six heures sans arrêt, et d'un système de châtiments féroces qui est appliqué sous le prétexte le plus insignifiant, même contre des enfants de quatorze ans et des vieillards...

Pour les besoins de leur politique, les pantins du trop fameux Dimitrov avaient contraint, lors du dernier recensement général, les habitants de toute une région bulgare située au pied du Pirine, de se faire inscrire sous l'étiquette du particularisme macédonien, bien que les tenants de ce particularisme fussent pratiquement inexistants. Tous ceux qui se montrèrent opposés à cette décision gouvernementale furent arrêtés et expédiés dans les camps de concentration. La politique ayant tourné en sens contraire suivant une nouvelle orientation de la girouette stratégique du Kremlin, ce sont maintenant les irrédentistes macédoniens qui prennent figure de traîtres, d'ennemis de la patrie et du « socialisme en édification »...

Les militants libertaires sont, par ailleurs, particulièrement frappés. Ceux qui ne sont pas encore dans les camps éprouvent les plus grandes difficultés pour subsister. On leur refuse le travail et on leur inflige toutes les vexations imaginables.

Des hommes d'une haute valeur morale, comme Manol Vasseff, un vieux militant qui a vécu pendant vingt-trois ans dans l'illégalité et qui fut déjà rudement frappé par le fascisme, Atanass Stoytcheff, Deltcho Vassileff, Ivan Nedralkoff, Stefan Zlateff et des dizaines d'autres qui ont lutté pour abattre le fascisme souffrent aujourd'hui dans les prisons et dans les bagnes de cette étrange « démocratie populaire » qui prétend transformer un monde par la pratique raisonnée du mouchardage, de la délation et par l'exercice constant de la corruption et du mensonge.

« Imaginez-vous, disent les auteurs de la brochure en parlant des camps et du « travail forcé », ce que représente pour un « homme libre » du XX[e] siècle ce travail obligatoire, alors que vous pouvez vous reposer au moins un jour par semaine ; vous qui allez en masse aux réunions des Cachin, des Thorez, des Togliati, pour applaudir et admirer la grandeur du « socialisme en Orient » dont ils vous parlent tant ? Non, vous ne pourriez pas vous le représenter ! Même vous, petits bourgeois et petits propriétaires agricoles qui souffrez actuellement des conséquences de la guerre et de la crise économique du capitalisme occidental. Non, sûrement non ! Il serait nécessaire que ce système paradisiaque s'établisse chez vous pour que vous puissiez le connaître. On irait même jusqu'à vous le souhaiter pour vous immuniser contre lui. Malheureusement, cela coûterait peut-être la liberté pour tout le monde et la disparition de toute culture humaine... »

Contre cette abominable usurpation, contre cette tyrannie qui se camoufle avec une noire impudence sous le manteau du socialisme ; avec les libertaires bulgares, tous les hommes épris de justice et de liberté élèveront cette vibrante protestation qui appartient encore à une conscience humaine qui pourrait bien désérter pour longtemps la planète si les Loyola du siècle avaient le dernier mot.

---

(1) 47, rue de la Victoire, Paris (9[e]).

Paroles et serments de généraux

Les « héros » ont toujours raison

Le procès et l'acquittement de l'illustre aviateur Dieudonné Costes ont provoqué des mouvements divers, des commentaires et des interventions qui relèvent du plus strict esprit partisan. Parmi les interventions les plus remarquables se situe celle que fit dans l'hebdomadaire *Carrefour* l'inévitable chroniqueur judiciaire Geo London, lequel s'est découvert brusquement une âme généreuse et des dispositions particulières pour entreprendre un travail de « blanchissage » trop maladroitement ébauché sans doute par le Tribunal...

A vrai dire la personnalité de « l'acquitté » nous intéresse fort peu. Nous n'avons donc aucunement l'intention d'ouvrir un débat sur la partialité ou la rectitude d'un verdict qui nous apparaît comme le sage arrangement d'une querelle de famille qui n'est point la nôtre. Nous ne gémirons même pas sur cette tristesse des temps qui voient le « crime impuni » et l'honorable corporation des gardiens de prison menacée dans son travail.

Nous ne nous intéressons pas davantage au sieur Geo London en dépit des beaux sentiments tout neufs qui ont dû lui coûter beaucoup. Le sieur Geo-Pendules avait plutôt la louable habitude d'asséner un vigoureux coup de trique sur la tête du noyé quand ce dernier appartenait, bien entendu, à l'humble catégorie des malchanceux voués au pire dans une société qui s'efforce sadiquement de convertir le moindre faux pas en culbute catastrophique.

Après le premier carnage mondial, auquel il échappa grâce à sa difformité physique, Geo London écrivit un livre sur les atrocités allemandes dans cet esprit haineusement artificiel qui distingue ceux qui n'ont rien vu, rien souffert et qui n'ont d'autre but que de « commercialiser » leur bile et leurs humeurs !

Ayant échoué dans ce genre qui fit la fortune du romancier scatophile Louis Dumur, le sieur Geo London devait enfin trouver sa voie dans la chronique judiciaire. Il y déploya une verve qui ne devait rien à Courteline. On ne saurait même l'accuser d'avoir plagié la fine et amère ironie de l'auteur de Crainquebille. Son humour fut toujours à base de goujaterie et sa joie la plus exaltante fut de piétiner les vaincus. Il nous souvient qu'un de nos amis du *Libertaire* avait jaugé le bonhomme, voici quelque vingt ans, dans un article intitulé : « Geo London ou le venin dans la bosse ». Ce jugement reste excellent, car avec le temps l'esprit venimeux du chroniqueur ne s'est point émoussé. Il vient d'écrire un livre intitulé : « Eclats de rire au Palais », qui témoigne de sa manière habituelle et de la parfaite sécheresse de cœur qui permet de fermer les yeux sur le côté tragique des petits drames de la correctionnelle.

Nous admirons qu'il se soit trouvé un critique littéraire pour qualifier de « reposante philosophie » cette aptitude profonde à se réjouir du malheur de ses contemporains !

Eléments d'innocence ou de culpabilité

Pour en revenir plus précisément au centre de notre sujet qui est le plaidoyer de *Carrefour*, nous disions donc que nous n'accordons pas grande attention aux personnages que ce plaidoyer prétend nous révéler. Nous n'aurions accordé la moindre marque d'intérêt à cette histoire si Geo London n'avait utilisé deux singu-

liers arguments qui eussent fait la délectation d'un Courteline mais qui sont encore pris au sérieux par un nombre invraisemblable de naïfs ayant pieusement conservé le culte du « héros » et la pure conviction de l'infaillibilité morale du « vieux militaire »...

Le premier argument du sieur Geo London consiste à affirmer qu'un « héros sportif » ne saurait être, par définition, qu'un type parfait d'honnête homme. Un gaillard qui a traversé l'Atlantique d'un magnifique coup d'aile est tout à fait incapable de s'avilir dans les bassesses de la trahison. Cet argument, qui s'inspire de la technique du « plus lourd que l'air » pour « codifier » la morale ne tient naturellement pas compte des exploits sportifs de ces héros qui surmontent de formidables difficultés pour aller déverser leur cargaison de bombes et de phosphore sur l'ennemi qui est quelquefois représenté par des femmes, des vieillards et des enfants au berceau...

En poursuivant rigoureusement l'argument de notre chroniqueur, il apparaîtrait rapidement que le timide usager de la bicyclette doit être classé parmi les « suspects nés » et que le cul de jatte dont les capacités sportives sont peu évidentes devrait être considéré comme un criminel en puissance !

Le second argument du sieur Geo London est basé sur « l'acte de foi ». Il fallait croire, croire en l'innocence de l'accusé, parce que des généraux étaient venus affirmer cette innocence sous la foi du serment. De vieux militaires, taillés tout d'un bloc, à la parole rigide comme un fourreau de sabre, ne sauraient mentir, même pour sauver un camarade...

Cet argument resplendirait d'une beauté toute socratique si l'histoire n'était malheureusement là, en dépit des glorieux mensonges que la piété patriotique y a campé, à chaque page, en embuscade ; si l'histoire n'était là pour démentir la légende des « généraux sacrifiant tout à l'honneur et à leurs serments » ; si l'histoire n'était là pour montrer que la bouche de ces « géants » peut bien souvent aussi souffler alternativement le chaud et le froid...

« La morale des géants »

Parlons donc, par exemple, de la rigidité des principes de ces généraux qui occupent les pages prétendues les plus glorieuses de notre histoire nationale. La plupart n'ont-ils pas prêté successivement serment, sans désemparer, à la Révolution, à l'Empire et à la Restauration pour conserver le fruit de leurs rapines à travers l'Europe.

Voyons, tout d'abord, le fameux Augereau qui, après avoir incarné le « verbe républicain », fut nommé maréchal d'Empire et duc de Castiglione. Augereau datait cette proclamation du camp de Wurtzbourg, le 1er juillet 1813 : « *Soldats, votre Empereur vient de me donner une nouvelle preuve de sa confiance en mettant sous mes ordres six divisions... Soldats, souvenez-vous des lauriers dont vos aigles sont couronnées...* » A peine un an plus tard, le même Augereau adressait à son armée la proclamation suivante : « *Soldats, le Sénat, interprète de la volonté nationale lassée du joug tyrannique de Napoléon Bonaparte, a prononcé, le 2 avril, sa déchéance et celle de sa famille... Soldats, vous êtes déliés de vos serments ; vous l'êtes par la nation en qui réside la souveraineté ; vous l'êtes encore, s'il était nécessaire, par l'abdication même d'un homme qui, après avoir immolé des millions de victimes à sa cruelle ambition, n'a pas su mourir en soldat.* » (Quartier général de Valence, le le 16 avril 1814.)

Et c'est le même « vieux soldat » ferme comme un roc qui refaisait cette proclamation aux troupes de la quatorzième division militaire le 22 mars 1815 : « *Soldats, l'Empereur est dans sa capitale... à ses côtés brillent d'un nouvel éclat ses aigles immortelles. Rallions-nous sous leurs ailes. Oui, elles seulent conduisent à l'honneur et à la victoire...* »

Le maréchal Jourdan fut aussi, comme Augereau, un farouche républicain. Dans la séance du 9 brumaire, an 2, il déclarait à la tribune des Jacobins : « Le Comité de Salut Public vient de m'appeler auprès de lui. Nous avons pris ensemble les moyens les plus propres pour accélérer la perte des tyrans. Soyez assurés que le fer que je porte ne servira jamais qu'à combattre les rois et défendre les droits du peuple... » Après avoir juré fidélité à l'Empereur Napoléon, le maréchal Jourdan déclarait dans un ordre du jour fait au quartier général de Rouen le 10 mars 1815 : « Celui qui, après avoir abdiqué lorsqu'il était entouré de son armée, vient maintenant à la tête d'une poignée d'hommes avec le projet d'armer les Français contre les Français, est un ennemi public. Son entreprise ridicule tend à livrer la patrie aux horreurs de la guerre civile, et à ramener les troupes étrangères sur le territoire français. » Dans un précédent ordre du jour daté du 8 avril 1814, l'ex-jacobin affirmait son « obéissance et sa fidélité à Louis XVIII et déclarait arborer la cocarde blanche en signe d'adhésion à un événement qui arrête l'effusion du sang, donne la paix et sauve la patrie... » Ce serment n'empêcha l'ex-administrateur général du Piémont de collaborer à « *l'entreprise ridicule* » des Cent Jours ni d'être nommé pair de France par l'Empereur le 4 juin 1815, c'est-à-dire peu de jours avant une débâcle qui lui permit de réaffirmer son attachement indéfectible à la monarchie et de finir comme gouverneur de l'Hôtel des Invalides...

Le grand Kellermann, qui parlait hautement à la barre de la Convention, le 14 novembre 1792, des principes et de sa dignité de soldat « *né républicain dans l'âme* », fut nommé maréchal d'Empire duc de Valmy et s'empressa, à la chute de Napoléon, de reconnaître « son père » dans le nouveau souverain. Il sut transmettre à son fils, le général de division du même nom, sa merveilleuse aptitude à louvoyer parmi les principes et les serments de fidélité...

Les généraux Exelmans, Macdonald, Mortier, Rampon, Oudinot, Sainte-Suzanne, Rapp, Sérurier et bien d'autres, imitèrent cette belle « fermeté d'âme ». Mais la palme doit revenir indiscutablement aux maréchaux Murat et Victor qui surent à merveille hausser « leur conscience » à la mesure des prestigieux événements !

Le premier, Joachim Murat, après avoir juré fidélité à la République, contribua à son étranglement. Il devint beau-frère de Napoléon, gouverneur de Paris, grand amiral de France. L'Empereur le fit asseoir sur le trône de Naples. Pour reconnaître tous ces bienfaits, Murat signa un traité avec les « Alliés » pour détrôner son beau-frère. Dans la proclamation qu'il fit à ce sujet, il déclarait: « Soldats ! Aussi longtemps que j'ai pu croire que l'empereur Napoléon combattait pour la gloire et la paix de la France, j'ai combattu à ses côtés ; mais aujourd'hui il ne m'est plus possible de conserver aucune illusion ; l'empereur ne veut que la guerre... »

Le second, Claude Perrin dit Victor, duc de Bellune, nommé par Napoléon maréchal d'Empire, était parti de son village comme simple soldat. Son « élan républicain » l'avait poussé dans les volontaires de la Drôme ; en 1798 il avait pris part à la répression en Vendée, puis à toutes les campagnes de l'Empire. En 1814, quand les baïonnettes de l'Europe eurent ouvert le chemin à un roi, il se livra corps et âme aux Bourbons et ne craignit pas, après les Cent Jours, de présider un tribunal qui montra la plus grande rigueur contre ses anciens camarades...

Nous pourrions allonger démesurément cette « liste pirouettante ». Ce serait fastidieux. Notons que l'histoire a jeté, autant que faire se peut, un voile sur des abjections qui portent un fâcheux préjudice à maintes légendes d'aigles et de géants qui ont tant contribué à obscurcir le bon sens des générations passées. On a collé les noms de ces «géants» en témoignage d'admiration sur les pla-

ques de nos rues et de nos boulevards. N'empêche que la gloire en avait fait de pitoyables fantoches, si on les juge du point de vue dépouillé du philosophe de Sinope qui cherchait simplement un homme !

Prestige éternel

Beaucoup plus près de nous, l'affaire Dreyfus est là pour montrer quels singuliers éléments de vérité peuvent apporter les « vieux militaires » dans l'exercice serein de la justice. L'attitude de cet Etat major, qui n'hésitait pas à patronner un faux pour que « l'infaillibilité » des grands chefs de l'armée ne soit point mise en question, n'est-elle pas un témoignage probant de la valeur très relative des paroles et des serments de ces encombrants personnages, qui considèrent comme crottin vulgaire, du haut de leurs étoiles, l'innocent bipède impropre aux jeux de la guerre...

Si Dieudonné Costes avait fait venir à la barre des témoins, sa concierge, sa blanchisseuse, l'égoutier ou le bougnat du coin, tous personnages peu « sportifs », encore moins représentatifs et par conséquent dénués de « surface morale », nul doute que le président de « l'honorable tribunal »n'eût haussé les épaules et qualifié de billevesées de simples impressions n'apportant aucunes preuves tangibles dans le procès. Que le tribunal ait acquitté sur l'audition de généraux, démontre la persistance du prestige de l'uniforme et la supériorité constante de ce dernier sur la trop modeste salopette !

Ce prestige de l'uniforme est encore si réel qu'il impressionne les milieux et les gens les plus inattendus. C'est ainsi que dernièrement, comme j'assistais, par hasard, à la péroraison d'un militant bolchevique qui tentait une difficile besogne de recrutement, j'eus la surprise de l'entendre faire état de la présence au parti de « l'élite de la population ». Nous avons, dit-il, des gens très bien, nous avons même deux ou trois généraux !...

Cette curieuse transformation du sentiment socialiste nous emmène bien loin, n'est-il pas vrai, d'un certain couplet de l'internationale !... Elle nous situe encore plus loin d'une réaffirmation des valeurs morales propres à la construction d'un monde nouveau.

S. VERGINE.

Salauds en liberté

Les jugements populaires ne s'embarrassent pas souvent de nuances. C'est ainsi que l'épithète, devenue infamante, de collaborateur fut dispensée avec la même générosité à une multitude d'individus qui se situaient pourtant très différemment entre le brave bougre parfaitement inoffensif et le plus immonde des malfaiteurs.

A vrai dire, le jugement populaire, en l'espèce, fut quelque peu dirigé. La presse est fort idoine à fabriquer quand il le faut les « sentiments spontanés » des foules. Si la voix du peuple est la voix de Dieu, c'est une voix qui doit fréquemment son éloquence aux vertus de l'encre d'imprimerie !

Ce n'est certainement pas une rencontre adventice que celle de « l'opinion » et d'une justice qui sacrifiait lestement quelques politiciens, un certain nombre de journalistes et d'hommes de paille, mais se montrait particulièrement indulgente pour la catégorie privilégiée des magistrats comme pour celle des brasseurs d'affaires qui s'en tirent avec quelques paternelles admonestations...

Il est évident que la guerre et l'occupation avaient attiré dans leurs sanglants remous toute la horde des squales qui ont accoutumé de chercher leur noble pitance dans les zones les plus fangeuses. La guerre rend particulièrement propices les fructueux trafics d'une faune qui base sa

prospérité aussi bien sur le fer, l'acier, les vivres, les consciences, que sur les cadavres...

Pourtant, il faut admettre qu'il y eut aussi bien des individus qui se fourvoyèrent dans ce guêpier en croyant servir des idéaux fort éloignés du bas esprit de lucre qui détermina tant de vocations brisées...

Il y eut d'abord des pacifistes qui croyaient agir en « réalistes » dans un monde qui, toutes amarres rompues, s'en allait à la dérive, victime d'une politique imbécile qui sacrifiait, sans fin, la fleur des générations aux satisfactions du Moloch de l'Internationale des armements. Ils ne sentaient pas, dans leur aveuglement, la formidable dérision de cette collaboration qui ne s'annonçait pas sur des « pattes de colombe », mais sur des bottes de soudard...

Il y eut ensuite des intellectuels simplement épris et nourris de cette culture germanique qui, quoi qu'on en dise, est extrêmement riche en séductions. Ceux-là ont fait bon marché du régime nazi et de ses formes périssables pour ne s'attacher qu'au prestige immense des Gœthe, des Schiller, des Keist, des Klinger... Depuis Mme de Staël et Hugo, il n'a pas manqué d'esprits cultivés pour souhaiter un rapprochement entre deux peuples qui se ruinent mutuellement parce qu'ils sont toujours placés sous l'influence de ces marchands et de ces coquins en lesquels von Unruh voyait justement les fossoyeurs du monde.

J'ai toujours éprouvé, je l'avoue, une profonde dilection pour certains tableaux de la vie allemande qui semblent échappés du pinceau de cet Isack van Ostade qui sut mettre tant de beauté et tant de vérité dans ses intérieurs rustiques et ses scènes de plein air. J'ai d'autant mieux goûté ce qu'écrivait Alphonse de Chateaubriand, dans cette fameuse *Gerbe* qui n'était pas sans valeur littéraire, quand il parlait de l'accueil fraternel qui lui était fait parmi les humbles forestiers qui vivaient d'une vie fruste et laborieuse sur les sommets escarpés d'un Schwartzwald encore imprégné de cette lumineuse poésie qui ne doit rien aux artifices de l'homme... Cette prose imagée, et d'une grande profondeur de sentiment était, certes, bien faite pour conquérir les esprits prompts à s'enflammer qui ne s'apercevaient pas qu'elle ne leur offrait qu'une bien médiocre réduction d'un humanisme qui eût dû être, en s'élevant « au-dessus de la mêlée », le signe de ralliement de tous les vrais citoyens du monde...

Enfin, il y eut aussi, parmi la gent collaboratrice, un type très particulier de salaud. Ce salaud moyen qui, avant la guerre, était gonflé de hargne cocardière et de chauvinisme à s'en faire péter les bretelles et qui s'est découvert, comme une colique, tout subitement, une âme de germanophile à tout crin. J'ai lu, par un grand hasard, au temps de ces « mues miraculeuses », un article bien curieux. Son auteur, vieux coq déjà fort déplumé, ne justifiait pas sa « nouvelle livrée » par une référence à ces sentiments artistiques que j'invoquais plus haut. Il ne pensait aucunement aux « aspects bucoliques » d'une vie allemande se déroulant dans ce cadre pacifique qui émeut tout voyageur qui sait voir et penser. Il n'avait vu qu'une chose : l'admirable armée allemande, la magnifique armée allemande dont il léchait les bottes à grands coups de babouine...

Il n'y avait qu'une chose en Allemagne qui sentît le fumier, qui fût intégralement pourrie *par sa nature même.* C'est cette chose ignoble, cette armée école de crime et de violences, que ce joli monsieur s'empressait d'encenser dans les colonnes du *Journal !*

Et l'on vient me parler d'un Béraud et d'autres « salauds » qu'il faut maintenir en prison !...

Car le salaud moyen dont je vous parle n'a jamais été inquiété. Son nom n'a figuré sur aucune liste de « suspects » J'ignore à quel moment il fit une retraite prudente et dans quel fond de basse-cour il s'était réfugié. Aujourd'hui, le vieux coq déplumé fait sa réapparition. Cocorico ! On va refaire du super-chauvinisme de-ci de-là. Il y a bien encore quelque admirable, quelque magnifique armée à célébrer !... Ça commence pourtant par un bouquin insignifiant dont le titre m'a fort déçu. J'attendais quelque chose comme *Mon curé chez les S.S.* ou quelque « gauloiserie » du genre... Car l'auteur, le petit monsieur qui admirait si fort l'armée allemande, ça s'appelle Clément Vautel.

Louis DORIVAL.

Le progrès est-il continu ? Est-il réversible ?

A la belle époque de la croyance au Progrès, c'est-à-dire à la fin du XVIIIe et au commencement du XIXe siècles, cette croyance s'accompagnait de l'idée majeure de la *continuité* du Progrès. A l'époque où il fut battu en brèche, l'un des arguments de ses détracteurs était le suivant : ce que vous appelez du nom de Progrès est une évolution progressive qui fait passer une technique, une science, une civilisation, par des états de plus en plus complexes, mais elle est toujours suivie d'une évolution en sens contraire, d'une évolution régressive, d'une période de décadence ou de dissolution.

Or, il semble bien, à l'examen, que si la première idée n'est juste qu'en partie la seconde n'est pas totalement fausse.

⁂

C'est Charles Perrault, le délicieux autour des célèbres Contes, qui le premier, au cours de la querelle des Anciens et des Modernes, déclara que le progrès humain était ininterrompu et nécessaire, que ses arrêts apparents étaient comme les « pertes » d'un fleuve dont les eaux, après un parcours souterrain plus ou moins long, finissaient par réapparaître pour continuer leur chemin au grand jour.

Fontenelle, distinguant entre les arts et les sciences, restreignait à celles-ci l'idée du progrès continu, mais il comparait la vie de l'humanité, prise dans son ensemble, à la vie d'un individu. Cette comparaison a eu des prolongements d'une extrême importance. Le XVIIIe siècle, en effet, croyant l'homme *et la société* perfectibles, travailla à les réformer en s'appuyant sur le développement de la raison et le progrès indéfini des sciences. Pour Turgot et Condorcet, « le progrès intellectuel, évident dans le passé et nécessaire dans l'avenir, est la cause et l'instrument d'un développement analogue dans la richesse, dans la moralité, dans le bonheur humains, et ainsi constitue vraiment le progrès absolu ». Et Condorcet affirme « qu'il n'a été marqué aucun terme au perfectionnement des facultés humaines, que la perfectibilité de l'homme est réellement indéfinie ».

La position des philosophes étrangers à la même époque n'était pas moins nette : Hegel, par exemple, « fait du progrès absolu, à la fois logique et réel, le principe même de l'univers et de l'être ».

Ainsi, la doctrine du Progrès absolu comportait l'idée de sa continuité nécessaire, et les deux idées connexes de sa régularité et de sa marche ininterrompue.

Or, c'est la confrontation même tant du développement des techniques, des sciences et des civilisations que du développement des êtres vivants, particulièrement de l'homme en tant que tel, qui a ruiné ces idées : l'être vivant meurt, les techniques, les civilisations disparaissent. L'humanité ne mourra-t-elle point aussi ? Bien osé qui le nierait *a priori*. L'être vivant ne se développe pas nécessairement d'une façon régulière : il y a les accidents, les maladies, les infirmités qui ralentissent son développement, qui diminuent son aptitude à continuer de croître, momentanément ou définitivement. N'en est-il pas de même en ce qui concerne les techniques, les sciences et les civilisations ? Les unes et les autres ne connaissent-elles pas des accidents, de véritables maladies et de non moins pénibles infirmités ? « Il n'y a pas d'invention progressive dont on ne puisse faire un usage désavantageux... Il est de la nature d'une invention majeure de compromettre ou de détruire un certain équilibre, d'ouvrir une crise... Il n'est pas jusqu'aux progrès sanitaires et médicaux qui ne présentent des effets fâcheux : celui de conserver des individus inutiles ou nuisibles, déficients ou tarés, de pro-

pager des malfaçons humaines qui peuvent déterminer une dégénérescence de la race » (1).

⁂

Si l'on veut avoir une notion claire de ce que l'on peut entendre par continuité du Progrès, il faut pourtant se référer au domaine biologique, mais non en essayant de comparer les faits observés à ce qui se passe pour un seul être vivant, mais en établissant les rapports qui existent entre les phénomènes de la vie dans leur ensemble et l'ensemble des phénomènes qui découlent de la vie et de l'activité de l'homme.

Ici encore disparaissent les notions de bien et de mal dont s'inspirent trop souvent — et parfois à leur corps défendant — ceux qui discutent du progrès. Les êtres vivants naissent, vivent, se reproduisent et meurent. Voilà le fait général. Mais cela n'empêche pas qu'isolément, très nombreux — innombrables ! — sont ceux pour lesquels ce processus n'est pas complet. Les uns naissent et meurent aussitôt, sans avoir le temps ni de vivre et de se développer, ni de se reproduire. D'autres vivent avec des heurts multiples : maladies, infirmités, etc. D'autres vivent et ne se reproduisent pas. D'autres accomplissent normalement leurs fonctions, mais, pour ainsi dire, à perte, dans le vide : si tous les glands devenaient chênes, si tous les œufs devenaient poissons, serpents ou oiseaux, si toutes les ovules donnaient naissance à un nouvel être, la terre ne suffirait pas à les contenir en moins d'un an. Mais dans chaque série animale ou végétale, il naît assez d'individus pour que l'espèce laisse sa trace.

A l'intérieur de chaque espèce, une continuité existe, une régularité relative dans la transmission des caractères se manifeste, et, s'il n'y a aucune raison de dire à l'avance : telle espèce doit disparaître, telle autre doit survivre, il n'en reste pas moins que, dans l'état actuel de la nature et de la science, il n'y a pas de raison non plus pour ne pas penser que telle espèce animale ou végétale a autant de chances que les autres de continuer à vivre ; si des conditions favorables se présentent, autant de chances que les autres de se développer en nombre, de s'étendre sur une superficie de plus en plus grande (progrès horizontal) ou, par une série d'adaptations successives (progrès vertical), de se maintenir en vie ; ou enfin, à la faveur des unes et des autres, de se faire une place prépondérante (progrès voluménal).

Continuité, régularité, marche indéfinie se retrouvent donc, mais non d'une manière absolue. On est là encore en présence de la loi des grands nombres, dont nous avons souligné plusieurs fois l'importance, et, comme précédemment, tout jugement de valeur se trouve absent de cet enchaînement de faits.

La méconnaissance ou l'oubli de cela conduisent à de graves erreurs d'optique. Spencer lui-même, venu de la biologie à la philosophie, « retrouve dans les évolutions sidérales ou géologiques comme dans les évolutions politiques et sociales les mêmes lois du progrès fatal et continu ». Or, il n'y a pas plus de fatalité dans le devenir historique que dans le devenir biologique. Il y a, à tout moment, un certain nombre de chances (facteurs favorables ou défavorables) pour que les choses se répètent, pour que les espèces, les techniques, les civilisations se développent, et un certain nombre de chances contraires. C'est après coup qu'il est possible de dire (généralement !) pourquoi et comment les unes ont dominé les autres. Avant, pas. Le déterminisme indique par avance ce qui est possible, parfois même ce qui est le plus probable, jamais avec certitude ce qui sera.

De sorte que, qui disait continuité du progrès, au sens où on l'entendait couramment au siècle dernier, disait en même temps : direction, but vers lequel tend cette ligne idéale tracée par le progrès. Ainsi s'explique l'erreur d'Auguste Comte, qui en était arrivé à définir un but précis à la société idéale et à assigner un terme à ce qui, par définition, n'en peut pas avoir.

Les hommes peuvent, individuellement ou en groupe, se fixer des buts à atteindre à échéance plus ou moins lointaine, construire et suivre d'aussi près que possible des « plans » de toute nature. Le Progrès n'a par lui-même pas de but, bon ou mauvais ; il n'est pas une entité métaphysique qui guide les hommes et leur révèle quoi que ce soit.

---

(2) F. Sartiaux, ouvrage cité, p. 14 et 15. (A. Colin, Paris, 1938.)

En définitive, pour chaque espèce dans l'ordre biologique, pour chaque technique, pour chaque science, pour chaque civilisation dans leurs ordres respectifs, c'est une continuité d'allure généalogique qu'on peut observer *a posteriori,* non une continuité d'allure linéaire qu'on peut définir *a priori.*

Il en est de même en ce qui concerne le passage d'une espèce à l'autre. Les biologistes ont découvert et décrit le phénomène des « mutations » qui explique au moins provisoirement la différenciation des espèces. Ce sont les variations *imprévisibles* qui se produisent dans les cellules sexuelles, « les seules variations *organiques* qui se transmettent hédéritairement ».

Or, du point de vue technique, c'est quelque chose du même ordre qui se produit avec le phénomène du transfert. Celui-ci se présente toujours à l'origine avec un caractère imprévisible et unique. Socialement, au *facteur de permanence* que constitue la tradition (faite, dans certaines espèces animales, « des conduites — imitation, entraide, rudiments d'éducation — qui sont aptes à relier une génération à la suivante ») se mêlent des *facteurs de variation* qui sont le fait des individus.

« La vie collective éveille, renforce ou réfrène l'action, l'initiative, l'invention. Mais le fait d'agir, d'innover, d'inventer, l'indépendance du caractère qui s'oppose au conformisme, l'imagination créatrice qui le dépasse, l'attention volontaire qui s'en abstrait sont le propre des personnalités vivantes...

« Mais l'innovation, l'invention sont des faits isolés, éphémères, perdus pour la société, tant que leurs effets n'ont pas été captés, fixés par la tradition. Une invention, une découverte, réalisée par un individu, par ses émules, est adoptée par une minorité novatrice ; elle se propage dans une sphère plus grande, pour devenir l'origine d'une tradition nouvelle. Cette tradition peut rester instable (la mode) ; elle peut acquérir assez de fixité pour entrer dans le patrimoine *social* d'une partie de l'humanité » (2).

Quel que soit le domaine observé, quel que soit l'angle de prise de vue, la conclusion reste la même : la ligne droite n'est pas et ne peut pas être l'image objective de la continuité réelle du Progrès. Et cela d'autant plus que l'apparition d'une mutation en biologie, la constatation d'un transfert sur le plan technique, la création d'une tradition nouvelle sur le plan social n'entraînent pas pour autant la disparition de tout ce qui existait avant. Que naisse une nouvelle espèce, mieux adaptée, les autres n'en continuent pas moins à vivre, plus ou moins péniblement, mais souvent encore pendant un temps extrêmement long. Que naisse une nouvelle technique, les autres luttent pour garder leur place. Certaines continueront pendant très longtemps à coexister avec la nouvelle (l'avion n'a pas fait disparaître la bicyclette, ni la lampe au néon la lampe à pétrole). De même la naissance politique d'une nouvelle équipe armée d'une nouvelle doctrine ne fait pas disparaître d'un coup les anciennes. Il y a encore des bonapartistes et des orléanistes en France... Et, d'une façon plus générale, une nouvelle classe sociale qui s'affirme ne fait pas table rase de celles qui dominaient avant elle. La bourgeoisie de 89 n'a pas détruit la noblesse, la classe ouvrière n'a pas anéanti la classe bourgeoise et, de même qu'il existe encore des gens à particule, il y aura encore des bourgeois (d'esprit et de genre de vie) longtemps après la chute du capitalisme. Mais, politiquement, économiquement et socialement, ils seront réduits à l'impuissance.

Ce phénomène, très général, montre assez combien il convient d'être prudent lorsqu'il s'agit d'énoncer avec justesse une vérité qui paraît évidente et simple : mais cette prudence ne saurait être le fait de ceux à qui elle est apparue telle. Et c'est bien ce qui est arrivé aux philosophes du XVIII[e] siècle avec l'idée du progrès humain.

⁂

Cette survivance plus ou moins longue, parallèlement à la lignée principale, des lignées généalogiques secondaires, parallèlement aux espèces, aux techniques, aux civilisations montantes, des espèces, des techniques, des civilisations anciennes, est la meilleure preuve que le progrès *n'est pas* réversible, dans le sens où l'on a accoutumé de le penser communément, c'est-à-dire dans le sens vertical.

Que signifierait, en effet, la réversibi-

---

(1) F. Sartiaux, ouvrage cité, p. 14 et 15.

lité du progrès vertical ? Pour un individu donné, végétal, animal ou être humain, cela voudrait dire qu'après être passé, peu à peu, par des phases de développement A, B, C, D, il reviendrait de même vers la phase A à partir du point culminant D. Ainsi, un homme, parvenu à un certain âge, passerait à nouveau, organiquement et intellectuellement, par les stades déjà parcourus, mais à rebours. Le terme de la vie ne serait plus la mort, mais le retour à l'état d'embryon, pour le moins. Il est facile de voir que cela n'a pas de sens, quel que soit le domaine considéré.

Tous les usagers, par exemple, connaissent les étapes par lesquelles est passé ce qui est aujourd'hui la bicyclette. Tous savent que, d'année en année, de multiples petits perfectionnements de détail lui sont encore apportés. Est-ce à dire que le jour où personne n'utilisera plus de bicyclette, c'est parce que celle-ci aura perdu un à un tous ces perfectionnements ? Certainement non. Mais il se peut en effet qu'un jour plus personne n'utilise de vélo. On n'en trouvera plus alors nulle part, si ce n'est dans les musées, comme les carrosses du Trianon.

Encore faut-il préciser que, là où les groupes humains persisteront ensuite, rien ne pourra faire qu'il n'y ait pas eu des usagers de la bicyclette, et que l'emploi de celle-ci aura été un des signes du degré atteint par la civilisation, de même que l'emploi du cheval de selle en avait été un. En effet, si l'on compare la proportion des usagers du vélo, de nos jours, à celle des usagers du cheval de selle, il y a deux siècles, on est amené à penser (et des recherches étendues et scrupuleuses ne manqueraient sans doute pas de le confirmer) que la première dépasse de beaucoup la seconde, de même que la proportion des gens sachant lire et écrire est sans nul doute infiniment supérieure de nos jours à ce qu'elle était avant l'imprimerie. Conséquences : les rapports entre les hommes ont un tout autre caractère aujourd'hui, du fait des *possibilités multipliées* de prendre contact, directement (vélo) ou indirectement (livre), et les résultats de ces prises de contact ne seront peut-être perceptibles objectivement que longtemps après la disparition de la bicyclette et du livre imprimé.

Contrairement à l'idée de *regrès*, c'est-à-dire de progrès à rebours, il faut admettre en réalité qu'un outil, une technique, aussi bien qu'une espèce animale ou végétale, et de même une civilisation, ne disparaissent qu'après avoir épuisé toutes leurs possibilités internes de progrès vertical, et que lorsque, par l'effet du phénomène du transfert (n'oublions pas que les biologistes disent « mutation »), un remplaçant est apparu, doué de possibilités nouvelles.

Il arrive cependant que le « remplaçant » ne manifeste sa puissance, c'est-à-dire sa richesse interne en possibilités nouvelles (d'adaptation, d'extension, de domination...) que tardivement. Même dans le domaine technique, il est rare qu'une invention révèle dès sa naissance qu'elle va en supplanter plusieurs autres, comme c'est le cas actuellement de la télévision, dont les milieux intéressés admettent qu'elle menace à la fois la radio et le cinéma. Le plus fréquemment, c'est après coup, et souvent fort longtemps après, que l'on constate que le relais d'une technique, d'une civilisation, a été pris par une autre. Ce qui saute aux yeux, c'est d'abord le phénomène de « décadence » de la technique, de la civilisation appelées à disparaître, à être supplantées. Or, qu'on le veuille ou non, un vieillard n'est pas un bébé. Dans un organisme parvenu à l'extrême limite de ses possibilités, aucun processus ne ressemblera à l'inverse de celui qui l'a amené jusque là. Il y aura *continuité organique,* non réversibilité. La décadence vitale, la dégradation de l'énergie se produiront non par un retour à un état ancien, mais par l'extinction des fonctions les unes après les autres, en raison de l'éparpillement de forces jusque là convergentes. Les causes de cette extinction, de cette divergence sont liées aux limites et aux conditions générales du progrès, et nous aurons l'occasion d'y revenir.

Mais tant que l'une ou l'autre ne sont pas achevées, il y a survivance des espèces, des techniques, des civilisations anciennes parallèlement à celles qui tôt ou tard les supplanteront sans conteste, jusqu'au moment où les séquelles de ces survivances, de quelque ordre qu'elles soient, apparaîtront comme des documents au même titre que les fossiles et les pièces de musée.

LAUMIÈRE.

Marxisme et Histoire

CHACUN connaît la petite phrase du *Manifeste Communiste* où se résume le « matérialisme historique » de Marx et Engels : « Toute l'histoire de la société humaine jusqu'à ce jour est l'histoire de la lutte des classes. » Le principe du changement, c'est l'opposition de l'homme libre et de l'esclave, puis du patricien et du plébéien, du baron et du serf, du maître artisan et du compagnon, et enfin du bourgeois et du prolétaire. Ce principe général peut être ainsi précisé : les classes sociales sont déterminées par la nature des moyens de production; c'est ce que veut dire Marx lorsqu'il écrit dans *Misère de la Philosophie :* « Le moulin à bras vous donnera la société avec le suzerain, le moulin à vapeur la société avec le capitalisme industriel. » Et les marxistes se plaisent à invoquer ici Aristote qui avouait que l'on pourrait supprimer l'esclavage si les moulins tournaient tout seuls. Les instruments de production dont dispose une société donnée à un moment donné déterminent la structure de cette société, le régime de propriété qu'elle reconnaît, et les conditions d'existence des différents citoyens. Cette structure sociale à son tour détermine les conceptions politiques, religieuses, philosophiques et esthétiques des individus. Comme le dit Marx, « sur les différentes formes de propriété, sur les conditions sociales d'existence, s'élève toute une superstructure de sensations, d'illusions, de manières de penser et conceptions de la vie qui sont différentes et possèdent un aspect particulier. La classe tout entière les crée et les forme de ses conditions matérielles et des rapports sociaux qui correspondent à celles-ci. » (*Lutte des classes en France de* 1848 *à* 1850.) Ainsi suivant que j'appartiens à la classe des opprimés ou à la classe des oppresseurs, mes pensées seront différentes. Je pourrai croire que ces pensées sont miennes, que je les ai librement formées, que j'en suis responsable ; en réalité, je les aurai reçues de la tradition ou de l'éducation. Comme finalement nos idées nous font agir et modifier les instruments de production, l'évolution historique est strictement déterminée.

Cette évolution, telle que la comprennent les marxistes, est ainsi décrite par Politzer dans ses *Principes élémentaires de Philosophie* (p. 222-223) : « Nous avons vu que les forces motrices de l'histoire sont en dernière analyse les classes et leurs luttes déterminées par les conditions économiques. Ceci par l'enchaînement suivant : les hommes ont en tête des idées qui les font agir. Ces idées naissent des conditions d'existence matérielles dans lesquelles ils vivent. Ces conditions d'existence matérielles sont déterminées par la place sociale qu'ils occupent dans la société, c'est-à-dire qu'ils appartiennent à une classe, et les classes sont elles-mêmes déterminées par les conditions économiques dans lesquelles évolue la société. » Résumons par un schéma : les conditions économiques (moyens de production) déterminent les conditions sociales, qui déterminent les conditions d'existence, qui déterminent les idées des individus, qui déterminent leur action sur les conditions économiques.

On pourrait discuter la réalité de ces déterminismes successifs et se demander notamment si nos idées sont strictement déterminées par nos conditions d'existence ; mais c'est un autre problème que je voudrais d'abord poser. Les marxistes considèrent que l'évolution historique telle que nous l'avons décrite ne se fait pas au hasard, mais dans un sens déterminé : les contradictions, qui naissent du développement des forces

productives matérielles, entre l'infrastructure économique et la superstructure politique, ont fait succéder au communisme primitif le régime de l'esclavage, puis le régime féodal, et enfin le régime capitaliste. A celui-ci doit nécessairement succéder le régime socialiste. Le rôle du parti communiste est précisément de préparer et de hâter l'avènement de ce régime qui représente le terme de l'évolution historique. — Or il y a dans le communisme marxiste une ambiguïté fondamentale qui tient à un passage perpétuel du plan scientifique au plan moral.

Le matérialisme historique, en effet, se présente avant tout comme une science. « Etre communiste, c'est essentiellement prendre l'attitude scientifique devant les problèmes de la société et de l'homme. » (Cf. H. Lefèvre : *La pensée de Marx,* p. 143 ; Bordas, éditeur.) Mais l'attitude scientifique exclut tout jugement de valeur ; elle consiste à dire : ceci a été, ceci est, ceci sera — et non : ceci est meilleur que cela. Autrement dit ce que montrent les études de Marx, c'est que le communisme représente par rapport au capitalisme un état « ultérieur » : le communisme succédera au capitalisme. Cela ne signifie nullement que le communisme soit « supérieur » au capitalisme. Pour passer d'un jugement de réalité (état ultérieur) à un jugement de valeur (état supérieur), il faut renoncer à se tenir sur un plan strictement scientifique. Le jugement de valeur, en effet, suppose un idéal par rapport auquel on juge — et la détermination de l'idéal ne relève nullement de la science qui n'a affaire qu'au réel. En d'autres termes, on ne peut s'en tenir à l'affirmation scientifique d'une évolution ; il faut s'élever jusqu'à la conception morale d'un progrès. C'est ce qu'avait parfaitement compris Jaurès. « Il ne suffit pas de dire, expliquait-il, dans une conférence en 1894, qu'une forme de la production succède à une autre forme de la production ; il ne suffit pas de dire que l'esclavage a succédé à l'anthropophagie, que le servage a succédé à l'esclavage, que le salariat a succédé au servage et que le régime collectiviste ou communiste succédera au prolétariat. Non, il faut encore se prononcer. Y a-t-il évolution ou progrès ? » (*Pages choisies,* p. 371.)

Pour se prononcer et juger que l'état collectiviste est supérieur à l'état capitaliste, il faut recourir à toute une conception de l'homme, à toute une philosophie (et non plus à la science seule). Il faut admettre en l'homme une aspiration à la justice et la conscience plus ou moins claire de son droit. Dès lors l'Etat communiste apparaîtra comme le meilleur parce qu'il est le plus conforme à la dignité humaine, à cet idéal humain dont la science ne peut rendre compte et sans lequel il n'y aurait ni humanité ni histoire. « C'est un même souffle de plainte et d'espérance, dit Jaurès, qui sort de la bouche de l'esclave, du serf et du prolétaire ; c'est le souffle immortel d'humanité qui est l'âme même de ce qu'on appelle le droit. » (*Pages choisies,* p. 375.) Indépendamment des conditions économiques et sociales dans lesquelles il vit, l'homme se trouve donc avoir certaines idées, certains principes qui inspirent son action. Et ainsi on peut conclure avec Jaurès qu' « il ne faut pas opposer la conception matérialiste à la conception idéaliste de l'histoire » (*ibid.*). Mais que reste-t-il des prétentions scientifiques du matérialisme historique s'il faut faire intervenir finalement dans l'explication de l'histoire des hommes un certain sentiment qu'ils ont de leur dignité ?

Certes on ne saurait reprocher au matérialisme historique d'être une philosophie et un humanisme ; mais ce qu'on peut lui reprocher, c'est sa prétention d'être une science. Car une philosophie, c'est un système, un ensemble de points de vue cohérents sur l'homme et le monde, et chacun est libre d'accepter ou de rejeter le système ; chacun est libre de préférer au marxisme le kantisme, le

bergsonisme ou l'existentialisme. Une science au contraire ne peut être acceptée ou rejetée au gré de chacun. Il n'y a pas de liberté d'esprit en mathématiques, disait Auguste Comte ; cela signifie que les lois scientifiques doivent s'imposer à tout esprit de bonne foi. Et lorsque les marxistes reprochent à leurs adversaires d'être de mauvaise foi, c'est parce qu'ils considèrent précisément leur système comme une science. Mais, nous l'avons vu, l'attitude scientifique du matérialisme historique est insuffisante, elle doit être appuyée sur une attitude philosophique, et le marxisme dès lors n'a aucun droit à se présenter comme une science.

Mais il y a plus grave encore : les conceptions philosophiques que suppose le matérialisme historique sont difficilement conciliables avec les conceptions « scientifiques » dont il est si fier. La science historique nous enseigne, en effet, selon Marx, la primauté des conditions économiques, qui déterminent, par l'intermédiaire des classes sociales, les idées de l'individu. Mais la philosophie politique, telle que la dégage Jaurès, nous enseigne la primauté de l'idéal humain, de l'aspiration à la justice qui seule peut donner un sens à l'histoire. Faut-il tenter une synthèse ? On dira que l'homme porte en lui un certain idéal qu'il cherche à réaliser à travers des formes économiques successives ; que sans doute ses idées dépendent dans une grande mesure de ses conditions d'existence, mais qu'au fond il en reste maître et que sa raison et sa volonté sont des réalités qu'on ne peut réduire à être les résultantes d'influences extérieures. Telle était sans doute la pensée de Jaurès ; il est douteux que ce soit celle de nos marxistes modernes.

Georges PASCAL.

INTOXICATION

DANS la controverse engagée entre matérialistes et spiritualistes, le point capital serait l'adaptation *post mortem* de l'être désincarné si les premiers croyaient à la survie.

Supposons un instant qu'ils y croient, puisqu'en définitive on ne peut ni affirmer, ni nier un état dont personne ne semble être informé, mises à part les communications médiumniques sujettes à de multiples interprétations.

Il s'agit simplement de se demander quelles pourraient être les modalités d'adaptation d'un individu brusquement privé de support matériel, mais conservant son esprit, son imagination et en subissant les conséquences.

On peut abstraitement concevoir un esprit désincarné, mais cet esprit réagirait-il dans ces conditions, comme il fait lorsqu'il est incarné ?

C'est toute la question, jamais résolue d'ailleurs, de la préséance d'un des éléments humains sur l'autre. Le psychologique est-il déterminé par le biologique ou le détermine-t-il ? Il est extrêmement difficile de tracer une délimitation entre deux domaines interdépendants. S'il existe un élément spirituel, nous n'en pouvons prendre conscience que par le moyen du corps. Ce dernier a une importance privilégiée qui risque d'ailleurs de masquer des réalités plus profondes. En outre, chaque individu réagit selon son tempérament, son éducation, sa culture et ne s'analyse pas toujours très correctement ni très efficacement.

L'expérience révèle sans doute que l'imagination joue un rôle important et provoque certains désirs matériels dont la réalisation devient d'autant plus impérieuse qu'elle est plus longtemps différée. Mais l'imagination est aussi une mémoire. Si l'individu n'avait pas enregistré préalablement des images ou des sensa-

tions, ce n'est pas l'imagination qui provoquerait le désir. Celui-ci se manifesterait à l'état brut et serait élaboré *ensuite* par le cerveau. La biologie aurait donc la préséance sur la psychologie.

Il existe, certes, des désirs non matériels : amélioration personnelle, pureté, etc... Est-on fondé à dire que là se manifeste l'esprit ?

En fait, le désir d'amélioration naît souvent d'un *besoin;* celui de se dégager de nécessités trop accaparantes pour mieux se libérer ou accroître son activité. Le désir de pureté est un *besoin* d'aller à contre-courant des sollicitations matérielles. Bien souvent, d'ailleurs, il se manifeste chez des déficients glandulaires. Si donc la religion n'est pas une hystérie, elle est cependant un *besoin* rationnellement explicable dans chaque cas particulier, *un besoin comparable au sommeil, au boire, au manger, à l'amour*, à l'amour surtout dont elle marque une sublimation souvent très superficielle.

La recherche spirituelle désintéressée, pour qui en ressent le goût, ne manque pas de hausser l'individu comme toute autre recherche. Elle peut aussi aboutir à une intoxication comme tout abus.

Mais, précisément, le titre de cet article n'a pas été choisi pour couvrir la critique des intoxiqués spirituels, mais pour lever l'interdit qui pèse sur l'intoxication matérielle !

On comprend trop bien ce qu'on est soi-même, diront certains.

Eh bien, oui, je n'ai pas honte d'avouer que je suis un intoxiqué... ne serait-ce que par le tabac, jouissance permanente et commode, sinon gratuite.

Mais qu'adviendrait-il de mon esprit désincarné ? Les spiritualistes m'affirment que je traînerais avec moi une envie impossible à satisfaire, et que cette envie, toujours refoulée serait une des formes de l'enfer. Je crois en fait, que l'envie de fumer n'existe que parce que mes *muqueuses,* habituées, réclament le tabac. Chez d'autres, c'est le désir sexuel, chez d'autres encore, l'alcool.

Mais si je suis privé de mes muqueuses, aurais-je encore envie de fumer ? L'autre de faire l'amour et le troisième de boire ?

Il suffit d'être 3 degrés au-dessus de la température normale pour avoir des besoins totalement différents, on peut imaginer qu'avec 3 degrés au-dessous les désirs changent radicalement de nature s'ils existent encore !...

Nous voilà sur le bon terrain, solide, du robuste bon sens, loin des élucubrations hypothétiques des esprits tourmentés.

Toutefois, je veux admettre la possibilité d'une survie et je veux, s'il en était ainsi, être libre et non enchaîné. Comment y parvenir ?

J'entrevois la mort comme pouvant être une sorte de voyage dans une sphère inconnue. Or, que se passe-t-il lorsqu'un individu change de pays ? Certains s'adaptent, d'autres sont inadaptables. Certains s'intéressent à tout, d'autres s'ennuient.

Interrogez des soldats de l'armée coloniale, sur l'Indochine, notamment. Vous entendrez des réponses de ce genre : « A Saïgon, en 1929, le pernod coûtait dix sous. »

Il est évident que tout voyage n'est profitable qu'à ceux dont l'esprit est ouvert.

Voilà pourquoi, en définitive, je pense qu'il est important de se cultiver et de ne s'interdire aucun domaine, afin d'être prêt à toute éventualité.

Car, qu'on se le dise, la véritable intoxication vient surtout de la bêtise.

Edouard ELIET.

Ce qu'on a appelé « la Résistance » ne fut qu'une sorte d' « Union Sacrée » contre l'envahisseur, dont le résultat le plus marquant devait être l'arrivée au Pouvoir du général de Gaulle. — L. BOUET.

Ce n'est qu'un toit d'ardoise au-dessus de vieux murs,
Ce n'est qu'un jardin simple au creux d'un val tranquille,
Mais c'est le lieu fidèle où veillent les cœurs purs
Vers qui s'en revenait Ulysse, d'île en île...

Jean CLOSRY.

CEUX D'HIER

René FRÉMONT

PARMI les personnalités si diverses que vit venir à lui le mouvement libertaire, une des plus attachantes est, sans conteste, celle de René Frémont. Quelle que soit l'obstination qu'on y apporte, le silence actuellement observé à son endroit dans les milieux anarchistes ne peut empêcher que son souvenir demeure vivace dans le cœur de ceux qui le connurent bien. Que des divergences d'opinions aient engendré de tels ressentiments, que des discussions, des querelles mêmes aient tissé des rancunes si tenaces que sa tragique destinée ne les ait point encore désarmés ne s'inscrit certes pas à l'actif de ceux-là qui mettent tant de persistance à ne jamais l'évoquer.

Il fallait, pour la justice qu'on doit rendre à l'homme, au militant, que cette conjuration se dénoue, que ce silence honteux soit rompu et que Frémont reçoive l'hommage qu'il a si hautement mérité.

Lecoin, qui ne fut pas toujours d'accord avec lui sur des points de doctrine ou sur les modalités de l'action à mener, s'honore en en prenant l'initiative et, en me demandant cet article, il ne pouvait me causer plus grande joie.

Issu d'une famille ouvrière, René Frémont était un prolétaire et rien ne l'eût amené à se désolidariser de sa classe ou à tenter de s'en évader. Il eût pu reprendre à son compte l'apostrophe que Saint-Georges de Bouhélier met dans la bouche de Danton : « En est-il un parmi vous qui soit plus « peuple » que moi ? » Tout jeune, il connut la vie pénible et grise des travailleurs, la servitude du chantier et de l'usine. A l'âge où tout naturellement la jeunesse incline vers l'amusement, Frémont, nature sérieuse, trouve son plaisir dans la lecture. Avec une rare sûreté de goût et un instinct remarquable, il dévore Balzac, Upton Sinclair, Jack London, Maupassant, Zola. Ils susciteront dans son jeune esprit un enthousiasme dont, sa vie durant, il conservera la fraîcheur.

Son intelligence exceptionnelle, sa sensibilité extrêmement vive, un profond besoin de justice et un intense désir d'action l'amènent à étudier le problème social. Les questions les plus complexes, les analyses les plus ardues, il les affronte avec facilité. Sa faculté d'assimilation est extraordinaire, sa mémoire prodigieuse, son intuition étonnante. Dans ce domaine, il comprend tout. Ce qui pour tout autre réclame une initiation laborieuse, il lui suffit d'une rapide lecture pour en être au fait.

Au stade primaire, il a dû quitter l'école. Il continue son instruction après son travail d'ouvrier. De la biologie à l'histoire, de la philosophie à l'économie politique, il acquerra des notions sur tout et, dans certaines sciences, une véritable culture. La sociologie entre autres, qui le passionne. Il lira Marx, Lénine. La rigueur et la précision avec lesquelles le premier démonte les rouages du monde capitaliste captivent son esprit positif. Les principes pour la réalisation des objectifs révolutionnaires du second le séduisent un moment.

Nous sommes au lendemain de la révolution russe. Face au capitalisme qui défend ses privilèges, les communistes semblent porter les espoirs du monde ouvrier. Mais Frémont est d'une nature trop droite, son honnêteté est trop foncière, son intelligence est trop libre pour qu'il devienne un vrai bolchevick. Il est incapable d'asservir sa conscience aux méandres d'une morale tortueuse. Il perçoit tout de suite où la thèse de Lénine achoppe. L'Etat ne « dépérira » pas, il se renforcera au contraire.

Il n'y aura pas suppression, mais substitution des classes. La démocratie ouvrière ne peut se réaliser par l'action d'un parti tout-puissant dégénérant en bureaucratie tentaculaire. C'est alors que Proudhon, Kropotkine et surtout Bakounine lui apparaîtront comme des guides plus sûrs. Il militera parmi les libertaires.

A ce moment, les milieux anarchistes rassemblent les éléments les plus divers. Doués au plus haut point d'esprit critique, sincèrement révoltés et animés par une intense générosité, les militants n'ont souvent de commun entre eux que ces ca-

ractères. Les plans d'actions, les méthodes révolutionnaires diffèrent selon les groupes idéologiques, les tendances, parfois les individus. Les syndicalistes portent tout l'effort dans l'action corporative. Les pacifistes donnent la primauté à la propagande antimilitariste, les néo-malthusiens préconisent avant tout le refus de procréer, les anticléricaux s'attaquent d'abord à la religion. Pour certains, il faut avant tout faire l'éducation des individus, régénérer l'homme. D'autres professent des doctrines plus particulières, sinon plus fantaisistes.

Rassembler ce qu'il y a de valable dans ces thèses, les sérier en vue d'une action positive, unir ces éléments sur un ensemble de points communs et animer enfin une véritable organisation libertaire — l'Union Anarchiste — à laquelle les ouvriers révolutionnaires, déçus par les impuissances des socialistes réformistes, conscients des dangers et des tares que présente le bolchevisme, se rallieront, telle est l'action que Frémont mènera, avec quel dévouement, quelle ténacité, quel courage ! jusqu'à sa mort.

Si d'emblée de vieux militants décèlent sa valeur et font confiance à son énergie, si des jeunes de plus en plus nombreux subissent son attraction, il en est de plus ombrageux pour dénoncer une prétendue « déviation » et crier à la dictature.

Frémont n'eut pourtant jamais dans ses ambitions de devenir un chef de parti. S'il défendait le principe d'une organisation, il la voulait essentiellement démocratique. Jamais il ne refusa la discussion. Il l'aimait d'ailleurs, et y manifestait une verve acérée. Incapable, pour complaire, de dissimuler sa pensée, il avait ce qu'il est convenu d'appeler la dent dure. C'est une particularité qui se pardonne difficilement.

Pourtant aucune méchanceté ne l'habitait et la rancune lui était étrangère. Souvent nous avons vu, lorsque son propos un peu vif avait blessé un camarade, sa sensibilité s'émouvoir. D'une bourrade affectueuse, d'une poignée de main plus cordiale, il s'efforçait d'atténuer la peine qu'il avait causée.

En face des événements, il eut parfois des positions qui pour certains ne semblèrent pas toujours conformes à l'orthodoxie, si tant est qu'on considère les doctrines comme des dogmes dont l'action quotidienne doit strictement respecter les canons. Que des oppositions se soient formulées, sur l'affaire d'Espagne par exemple, sur l'antifascisme dès lors qu'il s'identifiait à des questions nationales, rien de plus naturel. Je n'entends pas faire ici l'apologie ni la critique des points de vue qu'il exprima. Ce qui importe de dire, c'est qu'il a toujours agi avec la plus grande honnêteté, la plus intégrale sincérité, le plus complet désintéressement. Il a toujours respecté l'opinion de ceux qui prenaient une décision opposée et n'a jamais prétendu engager le mouvement tout entier avec sa personne.

Il est remarquable d'ailleurs que ceux qui le condamnèrent le plus sévèrement d'avoir, en 1939, obéi à l'ordre de mobilisation ne sont généralement pas ceux qui s'y refusèrent. Les attaques les plus véhémentes ont émané de personnes que leur âge, leur santé ou leur sexe mettaient à l'abri et qui pouvaient en toute quiétude jouer les censeurs. Elles ont émané également, après coup, de militants qui, faute de trouver l'échappatoire, avaient aussi endossé l'uniforme, mais qui eurent sur lui la supériorité de ramener leurs os au grand complet.

Que la voie que Frémont a choisie lui ait été funeste n'est qu'un lamentable hasard, une désastreuse fatalité. De bonnes âmes sont allées jusqu'à s'en gausser, à y voir une juste punition. La manifestation sans doute d'une Providence, d'un Dieu anarchiste ! Ces robustes imbéciles ne constituent heureusement qu'une minorité.

En face d'eux existe l'unanimité des gens de cœur qui déplorent la perte d'une intelligence de premier plan, d'un révolutionnaire ardent, d'un ami irréprochable, d'un être d'élite doué des plus hautes qualités morales, pour tout dire, en donnant à ce vocable la plénitude de son sens : d'un homme.

Maurice DOUTREAU.

L'abondance des matières nous a obligés de laisser sur le marbre différents articles, dont un de Roger Toussenot : « Le Génie de la Liberté. » Nous les publierons le mois prochain.

DICTATURES

Différentes dictatures empoisonnent nos jours et nos nuits. C'est vraiment le mal du siècle — du vingtième siècle — que ce besoin effréné de commander qui s'est emparé de certains hommes ou des partis à leur dévotion. Que de dictateurs de nos jours se disputent l'empire du monde, sous un nom ou sous un autre ! Non contents de trôner dans leur propre pays, ils rêvent d'être maîtres de l'univers. Pour satisfaire une telle ambition, ils ont recours à tous les moyens, dont la guerre est le plus odieux. Ils affament les populations, bourrent les crânes avec des slogans, tandis que les estomacs sont vides. Ils galvanisent leur peuple, qu'ils poussent à envahir les peuples voisins pour les réduire en servage. Ils inventent toutes sortes de combinaisons pour les faire « marcher » et les soumettre à leurs caprices. Dictature, mot fatidique, redoutable entre tous, qui rime avec torture. C'est la torture — morale et physique — qui est au bout. La dictature, exercée par un Etat ou par un homme, est le plus détestable des régimes. Chaque régime couve en son sein une dictature plus ou moins larvée qui, tôt ou tard, à la faveur d'un conflit armé ou d'une révolution, deviendra maîtresse de l'heure.

Le sort des hommes dépend de quelques gredins que leur bêtise a mis au monde.

La lutte des classes a mis aux prises deux dictatures — aussi funestes l'une que l'autre à la libération de l'individu.

DICTATURE DE LA BOURGEOISIE

Il ne fut question, pendant longtemps, dans la phraséologie révolutionnaire, que de la dictature de la bourgeoisie, qui n'était rien moins que celle de la ploutocratie capitaliste. Contre cette dictature, les partis ouvriers s'élevaient véhémentement. Ils n'avaient sans doute pas tort. La dictature de la bourgeoisie, dans le pays des Droits de l'Homme, n'a cessé de s'exercer, que ce soit sous un roi ou une république. Depuis 1789, nous avons vu cette classe de parvenus tenir en ses mains le pouvoir. Elle n'a fait que remplacer l'ancienne noblesse de robe et d'épée. La Révolution a été faite à son profit. Elle s'est emparée des leviers de commande et s'y cramponne aujourd'hui désespérément. Elle a étendu sa domination dans tous les domaines et tient le peuple sous son joug, possédant ce nerf de la guerre que l'on appelle l'argent.

Dans le domaine matériel, on a vu « la démocratie bourgeoise et capitaliste » dicter ses ordres à la classe ouvrière, exigeant d'elle des efforts considérables dans ces « bagnes du travail » que l'on appelle des usines, en échange d'un maigre salaire. On l'a vue briser les grèves, que son intransigeance avait provoquées, au moyen de la violence. On l'a vue fabriquer des « lois scélérates » contre « les associations de malfaiteurs » — ainsi désignait-elle les prolétaires manuels et intellectuels qui voulaient secouer son joug — et se montrer sans pitié pour eux. On l'a vue opprimer des peuples sans défense, et leur voler des territoires, sous prétexte de les civiliser. On l'a vue exercer ses méfaits dans le commerce, l'industrie, l'économie et la finance. On l'a vue déclarer des guerres pour consolider son pouvoir. On l'a vue, dans maintes circonstances, favoriser l'iniquité, soutenue dans cette besogne par sa presse, sa magistrature, sa police et son armée. Seules la guidaient, dans tout ce qu'elle accomplissait, l'âpreté au gain et la soif du profit.

Si, dans le domaine matériel, la bourgeoisie a commis plus d'un crime, que dire de ceux qu'elle a commis dans le domaine spirituel. Ses attentats contre la pensée libre ne se comptent plus. Elle a sans cessé violé la liberté d'opinion, arrêtant, poursuivant et emprisonnant les rares intellectuels qui refusaient de mettre leur plume à son service. Elle a, par sa censure, interdit la publication d'écrits qu'elle considérait comme « immoraux » ou susceptibles de troubler « l'ordre public ». Elle s'est constamment mêlée de ce qui ne la regardait pas, perquisition-

nant chez les écrivains dont elle redoutait les critiques, fouillant dans la vie privée des citoyens et les criblant d'impôts. Dans le domaine des arts et des lettres, elle s'est montrée respectueuse de tous les conformismes, gardienne d'une tradition artificielle et d'un enseignement mort-né. Elle a pourri des générations d'écoliers, auxquels elle a versé le poison de ses dogmes sacro-saints, visant à en faire des citoyens dociles, sans personnalité. Elle a défiguré l'histoire, faisant de la suite d'horreurs qu'elle représente une suite de hauts faits et d'exemples à imiter. Elle a sans cesse étouffé chez les individus l'esprit critique, devenus entre ses mains de simples machines à tuer, voter, payer, des machines à tout faire, sauf le bien. Bourgeoisie sans âme qui a maintenu le peuple dans la servitude, la fin justifiant pour elle les moyens.

On serait toutefois injuste envers la bourgeoisie si on ne reconnaissait pas que, dans son sein même, des hommes se sont levés pour la condamner, que des écrivains ont publié des œuvres durables, que des artistes ont étonné le monde par leur génie, que des hommes d'action ont fait preuve d'initiative, que des savants ont élargi le champ des connaissances humaines. Mais étaient-ce bien des bourgeois si, selon l'expression typique de Flaubert, on désigne sous ce nom celui « qui pense bassement » ? Ces grands bourgeois, aristocrates de leur classe, n'étaient ni des financiers, ni des politiciens, ni des exploiteurs du peuple. C'étaient des chercheurs de vérité, des créateurs de beauté, des surhommes par rapport aux autres. La bourgeoisie, malgré ses nombreux défauts, n'en a pas moins de fortes qualités. Ce ne sont pas celles-ci que nous lui reprocherons. Nous saurons toujours séparer le bon grain de l'ivraie. Nous saurons utiliser ces qualités pour aller plus loin qu'elle et nous désembourgeoiser.

DICTATURE DU PROLÉTARIAT

La dictature du prolétariat vise à remplacer celle de la bourgeoisie. Par tous les moyens en son pouvoir, celui-ci aspire à prendre la place de ses maîtres. Est-ce pour faire mieux ? Oui, en théorie, non en pratique.

Cette idole, la dictature du prolétariat, doit être déboulonnée de son piédestal, comme les autres. Car elle éternise les mêmes maux. Elle crée de nouveaux opprimés, elle fait de nouveaux martyrs. Elle substitue des lois scélérates aux précédentes. Elle laisse subsister les mêmes erreurs. Elle emploie la même violence. Elle a son armée, sa police, ses gendarmes. Elle a ses mouchards et ses agents provocateurs. Elle a ses guerres (de classes ou autres). Tout ce qu'elle prône : la liberté, l'égalité et la fraternité, reste à l'état d'utopie. Elle est aussi intolérante que les bourgeois, elle l'est même davantage. Elle s'appuie sur la force brutale pour dominer. Elle n'a pas abattu le militarisme, ni le monstre Etat, ni l'autorité. Elle n'a pas supprimé l'argent. Elle parle le même langage que ses ennemis, emploie les mêmes slogans pour faire marcher les foules à la mort. Elle a ses traîtres et ses meneurs. L'humanité, dont les prolétaires ont plein la bouche, est par eux foulée aux pieds. Mensonge que ne peut supporter un esprit libre, pour lequel une telle dictature ne vaut pas mieux que celle qu'elle prétend remplacer. La haine et l'envie sont ses seuls guides dans les revendications qu'elle oppose aux brimades dont elle est l'objet. Nul idéal ne l'inspire. Tout se ramène à des augmentations de salaires et à des diminutions d'heures de travail. Elle en arrive, par ses exagérations, à compromettre sa propre cause et la discrédite dans l'esprit de ceux qui seraient tentés d'en prendre la défense.

De la révolution morale, la seule qui compte, car elle précède toutes les autres, la dictature du prolétariat ne se soucie guère, elle passe après toutes les autres, en parent pauvre. Ce qui compte, avant tout, c'est la matière. La matière toute seule, sans l'esprit pour l'animer. L'action que préconise la dictature du prolétariat se traduit par de l'agitation et un processionnisme permanent. La révolution prolétarienne est une révolution politicienne. Elle est extérieure, non intérieure. Elle ne vise pas à faire de l'homme un être nouveau, elle laisse subsister en lui le vieil homme, ce vieil homme confit d'égoïsme, gonflé d'orgueil, satisfait de lui-même. L'homme qu'elle flatte, encense, adule, c'est l'homme matériel, l'homme

spirituel ne comptant pas pour elle. C'est l'homme-robot, machinisé et caporalisé. Sous prétexte de défendre la liberté, elle l'enchaîne. Pour combattre la tyrannie, elle se fait tyran. Et la société ne change pas, l'homme lui-même n'ayant point changé.

Avec le prolétariat, certes, chaque fois qu'il rêve d'une humanité meilleure, en renonçant aux méthodes dont use l'humanité de mort dans laquelle il se débat. Avec le prolétariat, lorsqu'il s'instruit, s'éduque et s'affine. Avec le prolétariat, lorsqu'il n'est animé ni par des sentiments de basse vengeance, ni par de sottes représailles à l'égard de ceux qu'il combat. Avec le prolétariat, lorsqu'il n'imite pas ses maîtres, esclave des mêmes passions et des mêmes besoins. Contre le prolétariat chaque fois que, d'opprimé, il devient oppresseur, reculant indéfiniment le « grand soir » et ne parvenant, en définitive, qu'à faire son propre malheur en croyant faire celui de ses ennemis.

« DICTATURE » DE L'ESPRIT

Aux deux dictatures précédentes s'oppose celle de l'esprit. Elle n'a de dictature que le nom. La haine et la violence ne l'inspirent point. Elle plane au-dessus d'elles. Cette dictature supprime tous les conformismes, abolit toutes les routines, balaie tous les préjugés. Elle commence par déclarer la « guerre hors la loi ». Elle ouvre toutes grandes les portes des prisons sans attendre qu'une quelconque « grâce amnistiante » les ouvre à demi et les referme sur les objecteurs de conscience qui se refusent à tuer. Elle ne considère pas comme ennemi un peuple qui, selon la célèbre expression de Pascal, « habite de l'autre côté de l'eau ». Elle ne demande pas à la politique — de droite, de gauche ou du milieu — de dénouer les différentes crises que l'impuissance des hommes au pouvoir a provoquées. Elle ne vise pas à faire de chaque citoyen un automate, un numéro matricule, un « matériau » plus ou moins humain, qu'elle enverra pourrir sur les champs de mort. Elle n'impose point de dogmes, n'oblige personne à pratiquer telle religion ou professer telle croyance. Elle met en pratique la Déclaration des droits de l'homme que les deux autres se contentent d'énoncer hypocritement, à savoir que « nul être pensant ne doit être inquiété pour ses opinions ». Elle n'inscrit point sur la façade de tous les monuments publics les mots trompeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, elle les grave dans le cœur de l'homme. Elle ne pratique point cette justice de classe, archi-boiteuse et partisane, qui envoie des innocents au bagne. Elle ne vote ni crédits de guerre ni crédits pour encourager le lapinisme, ni « indemnités parlementaires » destinées à engraisser les élus du peuple. Elle jette à bas les casernes et construit à la place des écoles. Elle réforme ou plutôt révolutionne l'enseignement, en commençant par éduquer les éducateurs. Elle encourage les lettres et les arts autrement qu'avec des subventions ridicules offertes aux écrivains et aux artistes comme on donne un morceau de sucre aux chiens qui tendent la patte. Elle laisse les uns et les autres libres de suivre leur inspiration comme ils l'entendent. Elle subventionne les laboratoires afin que des recherches y soient faites dans l'intérêt de l'humanité et non dans celui des apprentis sorciers qui feront sauter un jour ou l'autre la planète.

Il n'est qu'une dictature susceptible de sauver le monde en péril : celle de l'esprit. Hors de l'esprit, point de salut. Par elle, nous serons délivrés des mille maux qui déciment l'humanité. Par elle l'individu vivra vraiment sa vie au sein d'un monde rajeuni. Par elle, la science redeviendra humaine et l'art cessera d'être une mystification. Par elle, la civilisation ne sera plus un vain mot, mais une réalité. Par elle, la bête verticale, dite « roi de la création ». n'en sera plus le bourreau. Elle sera un être enfin raisonnable, maître de sa destinée et conscient de ses droits autant que de ses devoirs au sein de la collectivité. Par elle, le beau, le bien et le vrai, indissolublement unis, transformeront la face de la terre, devenue enfin habitable.

Entre les trois dictatures : dictature de la bourgeoisie, dictature du prolétariat, « dictature » de l'esprit, choisissons la dernière qui, contrairement aux deux autres, se chargera d'instaurer à leur place la justice et la liberté.

Gérard de LACAZE-DUTHIERS.

NOTRE CŒUR DOIT RÉPONDRE

A vous qui bénéficiez encore de loisirs et de joies. A vous les habitants de la ville et des champs que nulle muraille n'emprisonne et qui voyez sur vos têtes de si grands coins de ciel, sachez que des hommes sont pour nous en prison.

Hommes, femmes, jeunes gens, qui bientôt aux beaux jours parcourrez les sentiers de la campagne en fleurs, *n'oubliez pas si vous savez* et ne restez pas plus longtemps insensibles, car ils meurent de notre indifférence.

Ils n'ont pas voulu souscrire à la guerre. Ni la contrainte ni les menaces ne les feront faiblir. Leur conscience a dit « non ! » à tous les crimes et à tous les criminels. Leur conscience a dit « non ! » à l'armée. César Bugany est en prison, il y restera longtemps si nous demeurons impassibles. L'horreur des prisons ne subsiste que par l'indifférence du monde et c'est l'insouciance du grand peuple qui en clot le plus fortement les portes. Le gardien n'est que l'accessoire de notre passivité et de notre indolence.

Alerte aux hommes, à ceux qui pensent et qui réfléchissent, à ceux qui souffrent ; à ceux qui aiment la vie — pour y faire encore quelque chose de beau et de bon. Alerte aux femmes, aux mères, à tous ceux dont le bonheur repose sur l'avenir.

Alerte pour toi, pour moi, pour nous ! Ce que les affaires nous donnent, ce que le commerce nous accorde, ce que le travail de l'usine nous octroie, tout cela n'est pas la vie et ne constitue pas un but. Nous devons avoir le temps de regarder l'injustice et la souffrance de celui qui ne veut pas de guerre pour nous ! Cette guerre, que nous avons tous au fond du cœur en abomination, cette guerre qui dresse déjà sur nous son emprise odieuse et contre laquelle nous n'oserons jamais assez lutter. Cette guerre dont tu votes les subsides et la préparation par l'intermédiaire de ton élu, électeur fratricide.

Car la guerre, nous sommes tous d'accord, est le crime des crimes, le mal par excellence. « Aucun des maux que l'on veut éviter pa la guerre n'es un mal aussi grand que la guerre elle-même. »

« Otez l'armée et vous ôtez la guerre », a dit le grand Hugo. C'est l'A, B, C du pacifisme intégral, du seul pacifisme vraiment efficace et opérant. Mais l'armée demeure prépondérante et singulièrement belliciste ; elle défend tous les impérialismes. Elle se nourrit aujourd'hui de notre misère et demain de notre mort.

C'est pourquoi rien n'est plus désespérant que l'indifférence, la sécheresse du cœur et de l'esprit. Nos ennemis sont grands et redoutables à cause de cela. Croyez-vous que s'il y avait révolte générale des consciences César Bugany resterait en prison ? Pensez-vous que si l'élan généreux et naturel de notre cœur se donnait libre cours d'expression et d'action, un tribunal pourrait sanctionner le crime de ne pas obéir à ceux qui apprennent à tuer ? Il est des moments pathétiques où l'on doit pleurer de honte, et c'est là peut-être une première prise de conscience. Conscience de notre misère morale et de notre apathie fautive, conscience de notre faiblesse et de notre peur. Pleurons sur la honte de voir condamner ceux qui sont meilleurs que nous ; que notre cœur vibre et soit ému, et qu'il se révolte ensuite devant tant d'injustice ! Que la révolte monte, grandisse, devienne énorme, prompte et catégorique ! Que la révolte écrase les prisons, toutes les prisons.

Amnistie pour les objecteurs de conscience emprisonnés.

Amnistie pour les punis, amnistie pour tous les détenus ! Parce que cela suppose une clairvoyance bien au delà des rancunes et des petitesses mesquines. Lecoin l'a généreusement crié ici même. Il nous faut le redire sans nous lasser. Partout, toujours : amnistie totale !

Nous ne laisserons pas en prison des objecteurs de conscience. Il est impossible que vous ne soyez pas émus à l'annonce de leur internement. Chaque fleur qui éclôt, chaque jour dont nous voyons poindre l'aube, l'air qui nous caresse et l'oiseau dont nous suivons le vol, la vitrine que nous pouvons admirer et l'artiste que nous irons ce soir applaudir, tout cela devient une fraude, un vol quand la détention et la misère sont là pour d'autres sur notre sol, à nos côtés.

René GUILLOT.

La délinquance juvénile

Le dépistage de l'enfance en danger moral

La sagesse populaire l'affirme et l'expérience ne le controuve pas : « Il vaut mieux prévenir que guérir. »

Dans la réalité, pour nous, ceci revient à dire qu'il faut saisir l'enfant en danger moral le plus rapidement possible, avant ces durcissements douloureux du cœur ou de l'esprit qui défient toute hygiène mentale ou toute rééducation.

N'oublions pas non plus la variété des sujets qui entrent dans cette immense famille de l'enfance dite coupable : anormaux, arriérés ou retardés scolaires, caractériels, délinquants de fait, qui relèvent alors ou de l'internat de perfectionnement, ou de l'internement provisoire, ou des tribunaux pour mineurs.

Complexité du problème, enchevêtrement des causes et conséquences, qui militent en faveur d'un service unique, officiel, prenant en charge la totalité de cette enfance malheureuse. Mais ceci est encore une vue d'avenir.

En attendant, il faut « reconnaître » cette enfance, la dépister en un mot.

I. — DEPISTAGE DANS LA FAMILLE

a) *Rôle du médecin.* — Il est essentiel. Mais il suppose une connaissance — disons-le tout net — plus poussée du corps médical en ce qui concerne la neuro-psychiatrie infantile. Une commission d'obédience ministérielle a recommandé la création, à Paris pour commencer, d'une chaire distincte d'enseignement, de stages pratiques. En attendant, la publication d'un fascicule à l'usage des médecins en exercice, complétant leur information, rendrait d'incontestables services.

Ici, le dépistage doit être précoce. Sa précocité conditionne en effet toutes les étapes du dépistage : médical, scolaire, judiciaire, social et, nous l'avons dit, l'efficacité des méthodes thérapeutiques et éducatives.

L'enfant anormal ou taré doit être reconnu suivi et amélioré, sinon guéri, par des mesures appropriées.

b) *Rôle du Service social.* — Il est aussi fondamental. Il dépend du concours de tous les services sociaux : assistantes sociales familiales, assistantes de caisses de compensation, assistantes de secteur, etc. Elles dépistent, dirigent vers les services spécialisés les enfants anormaux ou inadaptés qu'elles découvrent. Elles établissent la fiche individuelle, procèdent aux enquêtes ou les complètent, recherchent les placements, établissent les indispensables liaisons avec, selon les cas, l'orientation professionnelle, le tribunal, l'hôpital.

La spécialisation des assistantes s'imposerait, les unes pour les enfants de justice, les autres pour les enfants de consultation. Des essais sont d'ailleurs tentés dans ce sens.

c) *Les assistantes de police.* — Une mention doit leur être accordée à part. Elles sont particulièrement chargées du dépistage et de la surveillance dans les lieux publics : kermesses, salle des Pas perdus de gare, foires diverses, etc. Elles ont un rôle important et caractéristique à jouer. Leur « client » reconnu, elles devront le diriger vers les services précités.

II. — DEPISTAGE A L'ECOLE

Il s'inspire des mêmes principes que le dépistage dans la famille. Il requiert la participation active du personnel enseignant.

C'est aux maîtres, particulièrement de l'enseignement du premier degré, qu'il appartient de déceler, parmi leurs élèves, les anormaux du caractère (enfants difficiles, pervers précoces) ou de l'intelligence (enfants arriérés).

Ce dépistage à l'école, d'une efficacité exceptionnelle, devrait être rendu obligatoire et les instituteurs devraient recevoir ce complément de formation biopsycho-pathologique qui leur fait parfois défaut.

Il n'est même pas exagéré de demander que ce dépistage soit institué dès l'école maternelle.

Alors, plus d'enfants inassimilables dont la table est détachée du « bloc de la classe », plus de redoublants endémiques ; dépistés par des maîtres mieux informés, testés ensuite, ces enfants seraient tout aussitôt dirigés vers les services compétents sous le contrôle de l'Inspection médicale scolaire. Là se trouveront réunis l'ensemble des éléments d'observation adaptés à chaque cas. La décision prise et imposée — s'il le faut — à la famille.

Cette collaboration étroite du pédagogue, du médecin-spécialiste du service social, doit d'ailleurs se maintenir pendant toute la vie scolaire de l'enfant anormal, pour ne pas dire au delà.

L'arriération scolaire ou intellectuelle est souvent le résultat du nomadisme — enfant incessamment déplacé —, de maladies prolongées, d'affections chroniques ou héréditaires, de la misère physiologique. Les troubles de caractère sont, eux, liés aux mauvaises conditions du milieu, morales, sociales, économiques. Dans ces deux cas, les mesures pédagogiques ne sont pas toujours les premières mesures à prendre, disons-le en conclusion.

Qu'on excuse le caractère quelque peu aride ou tout au moins technique de ce bref exposé.

Mais il nous est apparu plus indispensable de préciser les efforts accomplis déjà ou de fixer les tâches à entreprendre que de nous étendre en des propos sentimentaux sur des cas douloureux certes, mais auxquels l'émotion seule n'apporte aucun remède.

Qu'il demeure de ces lignes au moins ceci :

Que le dépistage de l'enfance inadaptée ne commence jamais trop tôt.

Que l'efficacité des thérapeutiques dépend essentiellement de la jeunesse du sujet. A douze ans il est déjà trop tard pour guérir et réadapter. A seize ans il est souvent trop tard.

Or, pour revenir à la pensée inspiratrice de cette revue, affirmons encore que la formation d'une jeunesse physiquement robuste, plus encore mentalement saine, de caractère équilibré, capable d'une utile et partant heureuse adaptation sociale, est sans doute une des tâches humaines essentielles de cette époque où tant de reconstructions s'imposent.

Robert JOSPIN.

LES FILMS

“ Manon ”

Ce film est une sorte de poème en prose sous le signe d'une esthétique. En prosateur moderne, Clouzot a pioché dans l'anecdote au lieu d'inventer une véritable histoire, contrairement, par exemple, à Autant-Lara dans *Le Diable au corps*. Ici réside la faiblesse conceptionnelle de Clouzot. Le mérite émouvant d'Autant-Lara a été de faire revivre, dans cet inoubliable *Diable au corps*, l'aventure amère du jeune libertaire Radiguet. Pour Clouzot, il en va

autrement. Ce dernier ne nous émeut pas à travers le prisme humain de la passion; il recherche l'esthétique dans la valeur du style. Ce qu'il dit ne l'intéresse que dans la mesure où il le dit d'une certaine façon. (Il en va à peu près de même du Carné des *Portes de la nuit*, compte tenu de son attachement à son climat de désespérance esthétique et de poésie crève-cœur derrière laquelle déambule tristement le funambule Prévert.)

Je me plais à dire que je n'aurais pas fait Manon comme Clouzot. Ce que Manon a de moins bon tient dans le fait narratif ou explicatif. Le scénario, le sujet, l'intrigue ?... Toutes ces choses ne valent rien. Je sais bien, *messieurs de la critique*, que ce camion qui tombe en panne en plein désert, ce père qui rapplique de Clermont-Ferrand avec un visage de contrôleur des contributions, et les anomalies contenues dans le beau dialogue... tout cela est idiot ! Le roman est raté. Mais quelle importance cela a-t-il ?

L'amour a mieux à faire que se préoccuper de vraisemblance.

Manon, c'est un morceau de langage. Il y a ce style linéaire, cette admirable aisance sobre. Etre intense dans la sobriété, n'est-ce point là la grande vertu classique ? Et c'est là que je situe Clouzot. Ce cinéaste s'empare d'une passion, il lui fait dire les mots qu'il veut — cela le regarde —, il « fagotte » un scénario, il met des ficelles, il destine son film au commerce, hélas ! là est sa limite, mais qu'il élargira de plus en plus, j'en suis sûr, car ainsi est le destin de toute vraie valeur. Mais, il crée de la vie avec une caméra et, dès lors, il s'exprime. Il découpe son film : là est sa qualité première. Il plonge au plein de l'émotion. « Style de feu », dirait Suarès. « Potentiel animateur », penserait Gance.

Certes, *Le Corbeau*, ce chef-d'œuvre, était supérieurement construit. Il était d'une perfection plus élevée que *Manon* parce que son style en était terriblement plus rigoureux. Comme *Le Jour se lève*, cet autre chef-d'œuvre, *Le Corbeau* ne pouvait émouvoir que par le relai assez exceptionnel d'un cérébrisme aigu (rien à voir avec la raison). Par la suite, *Quai des Orfèvres* représente un fort joli travail de stylistique, une très bonne page d'écriture. Avec *Manon*, Clouzot donne dans le romantisme intégral; et, à mon sens, il y excelle ; il y excelle avec ses erreurs, ses imperfections de cinéaste qui ne peut malheureusement se payer le luxe de mettre dix ans pour faire une œuvre — la journée de studio coûte cher, paraît-il... ; seul, je crois, le grand Chaplin s'est permis une telle liberté. Il y a chez Clouzot une vision du monde, un caractère, un romantisme âpre et intelligent, un concept, un Tout. Clouzot a le sens de l'art pictural, au cinéma, mieux que personne, et autant que Carné ou Dreyer, ce qui n'est pas peu dire. Je crois que l'esthétique classique et plastique du *Corbeau* était supérieure à celle de *Manon*. Cependant, Clouzot « donne à voir » avec un sens de l'image, de la pénétration, du relief et pour tout dire de la peinture, vraiment admirables. Et c'est là que la phsychologie devient vraiment un art de cinéma, c'est-à-dire un phénomène d'illumination par l'image mouvante. Nietzsche a écrit cet éclair : « On est artiste à la condition que l'on sente comme un contenu, comme la chose elle-même, ce que les non-artistes appellent la forme. De ce fait, on appartient à un monde *renversé*, car tout contenu nous apparaît comme purement formel — y compris notre vie. »

Parole capitale que pas un « critique » ne semble avoir sentie. Les professionnels du compte rendu et de l'analyse lisent de moins en moins — mais les ont-ils jamais lus ? — un Shakespeare, un Novalis, un Baudelaire, un Canudo ou un Epstein.

Manon, ce n'est ni moral, ni immoral; c'est amoral, c'est ailleurs, et c'est ainsi que je conçois l'art. En plein vice, Manon dit à Robert : « Rien n'est dégoûtant quand on s'aime. » Quel mot de poète ! Verlaine n'eut pas dit mieux. Quel rachat dans une voie sentimentale de l'innocence et de la vraie pureté ! Quand Manon retrouve Robert dans ce couloir du wagon, dans une nappe terrible de buée et de tragédie, il y a là un prodigieux moment de grand cinéma. De même, le calvaire des amants s'inscrit déjà comme l'un des morceaux lyriques les plus beaux de ce temps; il a en lui la danse, le chant et l'éternité de l'amour. J'aime voir un homme à travers une œuvre. Avec Manon, Clouzot nous révèle qu'il est poète. C'est tout.

Roger TOUSSENOT.

HORRIBLE BILAN

« L'Ecole Emancipée », qui consacre son numéro d'avril à la lutte contre la guerre qui revient, publie des textes clairvoyants contre le péril que les deux blocs font courir à la Paix.

Les militants pacifistes puiseront dans cette « Ecole Emancipée » des encouragements à persévérer, à faire mieux toujours, et des arguments de réelle valeur.

Nous reproduisons ci-dessous ce bilan de la guerre 1939-1945 *que nous n'avons pu lire sans frémir.*

Quelle honte !

Et dire que dans les hautes sphères on envisage de nous faire subir ça de nouveau.

32.000.000 de soldats tués.

20.000.000 de victimes civiles.

26.000.000 exterminés dans les camps de concentration.

Soit plus de **75.000.000 de MORTS.**

29.500.000 blessés ou mutilés.

21.245.000 personnes sans foyer.

45.000.000 de personnes évacuées, en prison, déportées, internées ou déplacées.

150.000.000 de personnes sans abri.

1.000.000 d'enfants sans parents.

20.000.000 de personnes sur les routes.

30.000.000 de logements détruits.

La dernière guerre mondiale a coûté, jusqu'en 1945 : **375 milliards de dollars-or !**

Avec cet argent on aurait pu offrir à chaque famille des Etats-Unis, du Canada, de l'Australie, de l'Angleterre, de l'Irlande, de la France, de l'Allemagne, de la Russie et de la Belgique, une maison de 75.000 francs suisses garnie d'un mobilier de 25.000 francs et en plus un présent de 100.000 francs. A chacune des villes dépassant 200.000 habitants on aurait pu faire donation de 125 millions de francs pour les bibliothèques, 125 millions pour les écoles, 125 millions (toujours en francs suisses) pour créer des hôpitaux.

INQUIETUDES

Je recense les mains pures de sang versé
Les douces mains qui n'ont jamais porté les armes
Serves des grands labeurs et de l'enfant bercé,
Mains panseuses de plaies, allégeuses de larmes.

Sais-je encor qui je suis ? Ombre pleurant des ombres
J'ai perdu la mémoire en mes chemins de nuit
Et je cherche à tâtons parmi de noirs décombres,
Cet enfant que je fus, cet homme qui me fuit...

Je suis habitué à n'avoir plus de nom
Ni de place en ce monde ; ici ou là, qu'importe
Où finiront mes jours : tout m'est égal, sinon
Cette main qui viendra voiler ma face morte.

Jean CLOSRY.

Histoires vécues du jour et de la nuit

Nous n'avons pas encore extirpé de nos tempéraments cette vanité qui, selon Tacite, caractérisait tant de Gaulois et qui fut aussi un des défauts les plus accusés de nos autres ancêtres, peuples du Nord et du Sud, dont nous sommes plus ou moins issus. Et cette vanité est si tenace que nul ne sourit en lisant sous la plume de nombreux rédacteurs ce vieux cliché démagogique : *nous autres Français nous avons le tort de ne pas savoir reconnaître nos mérites.*

Contrairement à ce postulat, je constate que nous les prônons un peu trop, ces mérites, aussi bien aux étrangers qu'entre nous. Car le moment est venu, et il est déjà passé, pour les patriotes, non pas de proclamer nos qualités au monde, mais de les lui prouver. Et comme je ne me classe point parmi les patriotes, selon la mode actuelle, c'est dire que les manifestations de la vanité ne m'intéressent que dans la mesure où elles aboutissent à des résultats propres à me divertir.

Bagarre sanglante entre deux rivaux

C'est pourquoi j'ai retenu l'histoire de cette bagarre qui surgit l'autre jour entre deux marchands de billets de la Loterie Nationale. Ils étaient éloignés l'un de l'autre de quelque trois cents mètres ; chacun avait son échoppe et sollicitait le passant. Et tous deux étalaient leur orgueil d'avoir vendu le numéro gagnant du lot capital. Certes, l'intérêt se mêlait à leur vanité, car tout d'abord la discussion ne porta que sur le point de savoir qui des deux avait le droit d'afficher : *Vendeur du gros lot.*

Or, après quelques apéritifs, ils se mirent d'accord pour partager les avantages qu'ils pouvaient tirer de leur affichage. Et ce traité de paix en valait bien un autre puisqu'il était basé sur un intérêt commun. Mais deux apéritifs plus tard, il ne valait plus rien. Car l'affaire était maintenant considérée sous l'angle de l'amour-propre. Et, de même que des champions de jeux de hasard se vantent de « savoir jouer », les deux vendeurs se glorifiaient maintenant de leurs prouesses passées. Le plus grand des deux ayant affirmé que le premier gros lot de cinq millions avait été vendu par lui (oh ! bien avant la guerre), l'autre lui contesta ce titre et lui déclara tout net :

— Tu n'entraves que pouic à la Loterie Nationale !

Ce fut le point de départ du drame. N'importe quelle injure, mais pas celle-là ! Sans doute, les images publicitaires de la Loterie affluèrent-elles patriotiquement au cerveau de l'insulté. La grandeur de sa mission d'intermédiaire et le sentiment de ce qu'il représentait, lui, humble régénérateur de la patrie, tout cela lui apparut parmi des affiches tricolores qui élevaient le jeu à la hauteur d'une institution sociale. Et, dédaignant toute transition, affirmant sa qualité d'ancien combattant, il décocha un coup de poing scientifique sur la mâchoire de son confrère.

L'autre répondit par le même argument et l'envoya rouler sur le bitume où le combat continua.

Tous deux ont été transportés à l'hôpital.

La Loterie Nationale ne s'en portera pas plus mal.

Un bébé passe encore ! Mais un juge d'instruction !

Vous vous rappelez peut-être cette histoire que je vous ai contée l'autre jour. Pendant l'occupation, une femme coupable de délation avait été fusillée par des résistants. Elle laissait un bébé de dix-huit mois. Si on hospitalisait l'enfant (qui était malade), la Gestapo aurait rapidement connu par la trame administrative les noms des exécuteurs et aurait exercé de farouches représailles.

Alors, on avait tué l'enfant.

Quatre ans plus tard le meurtrier était acquitté.

Malheureusement pour lui, son odyssée n'est pas terminée. Voici qu'il va compa-

raître maintenant devant les jurés de Bourg-en-Bresse.

Et pour une affaire bien plus grave. Car il est accusé cette fois d'avoir assommé, à coups de gourdin, un juge d'instruction (chose capitale), d'avoir ensuite caché son cadavre sous la neige (chose secondaire), après l'avoir dépouillé de son portefeuille (chose accessoire).

Je ne connais pas encore le verdict qui sera rendu. Mais si le coupable est acquitté, je n'oublierai jamais le nom de son avocat.

Pendant ce temps à Fontainebleau...

Dans cette banlieue si chère aux peintres de ma jeunesse, un soldat américain courtisait une jeune fille qui ne répondait point à ses avances. Mis en verve par son refus obstiné, il la viola, après l'avoir assommée. Cuisiné par la gendarmerie, il avoua son forfait.

Ici encore, l'avocat n'a guère de chances pour éviter la peine de mort à son client. Mais quel beau plaidoyer pour le jeune ou vieux maître qui voudrait longuement entamer la question sexuelle ! Quel que soit son crime, ne doit-on pas considérer, pour en prévenir d'autres, que ce soldat, exilé de son foyer comme presque tous les soldats, traînant ses guêtres dans notre pays où les exigences charnelles trouvaient jadis à se satisfaire si facilement, a peut-être succombé à un effroyable impératif ! De combien d'abstinences, de combien de continences obligatoires, de combien de désirs douloureusement refoulés se compose un viol ? Surtout quand celui qui va le commettre ne bénéficie pas de cet indispensable équilibre physiologique si rare chez ceux que des lois stupides, des pruderies de bigots, des ordonnances de couventines, des décrets de sacristain ont transformés en obsédés sexuels ! On a supprimé la maison close, qu'on supprime la caserne ; l'une ne va pas sans l'autre ; nous les avons vues si souvent voisines !

Et il n'y a pas de société viable tant que la question sexuelle ne sera pas officiellement posée devant les législateurs et résolue par ceux-ci.., s'ils en sont capables.

Au fou !

Ce cri retentissait l'autre jour aux alentours d'une somptueuse villa, en Amérique. Devant la meute des poursuivants, un homme fuyait en criant : Voici les Russes qui arrivent !

Cet homme était simplement vêtu d'un pyjama tout comme le président Paul Deschanel qui descendit un jour de son train officiel sans raison valable ni même apparente. Mais cet homme, ce dément, c'était M. Forrestal, ex-ministre de la Défense aux Etats-Unis !

Le meuglement d'une sirène avait provoqué une crise aiguë.

Or, c'est ce même M. Forrestal qui avait établi un extravagant projet pour la paix définitive contre la guerre qui vient. M. Forrestal n'avait rien trouvé de mieux que d'ajouter à la voûte céleste quelques astres nouveaux. Ces astres, affirmait-il, seraient de véritables lunes (made in U.S.A.), projetées dans la stratosphère et qui tourneraient, tout comme Phœbé, autour de notre planète. Elles seraient équipées scientifiquement et militairement et constitueraient ainsi une sorte de gendarmerie céleste.

Je n'invente rien. Tout le monde aujourd'hui se gausse du projet Forrestal. Mais n'oublions pas qu'il n'en fut pas ainsi quand la presse eût prêté ses possibilités de diffusion à cette démentielle idée, qui ne fut pas tenue pour absurde même par nos plus distingués scientifiques. Nul d'entre eux n'a crié au fou !

Cette expression est réservée aux pacifistes qui parlent de désarmement, mais jamais à ceux qui considèrent la préparation à la guerre comme moyen d'aboutir à la paix.

En attendant les voyages dans la lune, la peur de la guerre est latente dans toutes les cervelles. Et c'est là le grand drame du monde qui n'avait connu que des angoisses aiguës.

La peur est devenue chronique.

L'exemple de M. Forrestal prouve que les maîtres du monde n'en sont point exempts.

Mais cela ne nous suffit pas pour espérer dans leur sagesse.

Aurèle PATORNI.

Nous ne quittons pas un bloc pour entrer dans un autre. — GARRY DAVIS.

REVUE DES LIVRES par Serge

Henri FROSSARD : *Le Fleuve.* (Ed. Pierre Clairac, 200 fr.)

Ce roman, présenté par *Faubourgs* (Cahiers de culture et d'expression populaire), est un livre bien amer... Comme Alain Fournier, l'auteur nous dépeint, avec une ferveur rarement égalée, cet « univers » inaccessible aux grandes personnes responsables de l'effondrement des « rêves d'enfant », par leur effroyable réalisme et leur incompréhension des véritables sources de joie que les imaginations juvéniles savent seules découvrir.

Cette œuvre bien construite nous fait participer à un drame émouvant : une âme d'enfant qui a cru découvrir peu à peu la beauté du monde et qui s'aperçoit subitement que son imagination seule à prêté vie à des « masques dorés » qui dissimulent hypocrisies, indifférences ou bâtardes velléités. Une âme d'enfant qui se heurte à des portes fermées...

Le dénouement correspond sans doute à la logique d'une époque qui n'est qu'angoisses, bouleversements, sanies, cruautés, et qui projette des perspectives encore plus abominables ?

Nous comprenons bien que l'auteur n'entend pas faire l'apologie du suicide et qu'il prétend seulement montrer comment d'humbles « humanités » peuvent être acculées par une société impitoyable à une résolution du désespoir qui n'est pas sans grandeur. Vaudrait-il mieux que le dénouement se fasse sur une âpre note de révolte comme dans le *Galafieu,* d'Henri Fèvre ? Nous laisserons au lecteur le soin d'en juger.

⁂

Robert GAILLARD : *La Nuit péruvienne.* (Ed. Dumas, 360 fr.)

L'auteur a tiré ce roman d'un merveilleux voyage qu'il fit récemment et qui le conduisit dans l'inextricable fouillis des forêts sud-américaines. C'est en prenant contact avec les derniers Indiens, qui vivent au milieu des Cordillères des Andes, qu'il a imaginé de faire renaître, dans un roman, les mœurs et les coutumes surprenantes d'un monde en voie de disparition par suite des ravages de l'alcool et de la cupidité des « civilisateurs blancs ».

Bien présenté, sous jaquette illustrée, ce livre, qui est un des meilleurs de la « littérature d'évasion », fera passer des moments agréables à ceux qui cherchent l'oubli d'un monde qui exerce les lois de la jungle sans même les adoucir du parfum des fleurs géantes de cette végétation tropicale !

⁂

Allec MELLOR, avocat à la Cour de Paris : *La Torture.* (Les Horizons littéraires, 495 francs.)

D'après l'auteur, qui semble particulièrement documenté, ce serait un travail considérable de passer en revue tous les pays qui pratiquent encore, le plus souvent en sourdine, les mœurs abominables des antiques « tourmenteurs ». L'ouvrage se borne donc, après un historique étendu de la torture, à prendre des exemples « actuels » dans quelques pays. La France n'est pas en mauvaise place si l'on en juge par quelques cas qui ont suscité une certaine indignation et par le fait qu'un « haut fonctionnaire de police » a cru devoir consacrer textuellement une rubrique aux *tortures licites* dans un ouvrage « technique », tout récent, destiné à ses collaborateurs...

Nous ne savons trop ce que vient faire, dans l'intéressant volume d'A. Mellor, une préface de Rémy qui se borne, en somme, à affirmer que les bêtes féroces ne torturaient jamais leur proie... Ce qui est parfaitement faux d'ailleurs. Rémy n'a-t-il donc jamais assisté aux ébats du chat qui tourmente la souris avant de la croquer ; n'a-t-il jamais lu non plus ce chapitre du naturaliste Audubon qui dépeint si fidèlement la « danse triomphale » du féroce pygargue ou aigle à tête blanche ?

⁂

Jeanne HUMBERT : *Sébastien Faure, l'Homme, l'Apôtre, Une époque.* (Editions du Libertaire.)

Ce livre retrace la longue vie de combat d'un des meilleurs pionniers du mouvement libertaire. Jeanne Humbert a joint à une documentation, que nous connaissions en partie, des documents nouveaux et des souvenirs personnels de grand intérêt. La préface qui est excellente ne pouvait qu'être signée par Alexandre Zevaès, qui entretint avec Sébastien Faure des relations d'amitié qui durèrent un demi-siècle.

Sourds et muets

O Dieu de vie et de bonté
pardonne-nous nos lâchetés et nos mensonges
nos silences embarrassés.
Pardonne-nous à chaque instant
de n'avoir su bien affirmer
nos éternelles vérités.

* * *

Le fort, le maître, l'ennemi
m'a dit tout haut que j'avais tort
de croire l'avenir autre qu'il me propose
d'attendre une cité où la bonté des justes
offre la liberté à ceux qui la réclament,
d'espérer autre chose que des drapeaux et des clairons
qui aux limites de l'enfance
emportent un homme et tuent un chiffre,
d'avoir rêvé mon frère debout entre les arbres
et montant plus haut qu'eux sans écraser personne
les yeux perdus de ciel
le cœur rongé d'amour
dans ses millions de poitrines
à la surface égale de la terre.

* * *

Il a hurlé à l'hérésie
il m'a menacé de ses chiens
de ses polices et de ses bombes.
Je me suis tu. Apôtre Pierre
J'ai tout renié autant que toi.
Et pour finir s'étant calmé
il a glorifié son vieil ordre
ce monde pétrifié, sans âme, minéral
où la crainte, la haine
ont ramené tous les sorciers
sur la tribu agenouillée.
Il m'a montré les statistiques
les façades colossales et les stocks en acier...
Mais je n'ai vu que des prisons
des misérables sous le fouet
tous les innocents fusillés
mon verre plein d'une amertume
où la justice consolante
par le vieux miracle à rebours
s'est décomposée en absinthe.

* * *

La vie n'a plus de bouche sous notre ciel casqué
et si tu cries, on n'entend pas.
Dans les oreilles de l'équipage
le maître a coulé de la cire
pour perdre mieux le vieux navire.
Mais les sirènes ont raison !

Pierre BOUJUT.

Liberté, seule réalité

Il est bon qu'il y ait de tout dans une revue libre, même des sarcasmes à l'adresse de la liberté. C'est ainsi, seulement ainsi, que la liberté cesse d'être « une déesse illusoire » pour devenir une réalité.

« La liberté n'est rien pour personne si elle n'est pas la liberté de celui qui pense autrement », a dit Rosa Luxembourg dans une page magnifique. « Tout l'immense pouvoir d'enseigner, de purifier et de guérir qui s'attache à la liberté est voué à disparaître lorsque cette liberté devient un privilège. »

Soit ! Au nom de l'universalité de nos principes, accordons à nos adversaires eux-mêmes ce qu'ils nous refusent au nom des leurs. Et leur existence libre, qui ne saurait être distinguée de l'expression libre de cette existence, sera encore un hommage implicite à la liberté, principe sans lequel aucun possible n'est réel.

Cependant, pour assurer ce triomphe de l'être, notre tolérance ne suffit pas. Elle ne représente, pour l'adversaire, que la possibilité, mais pas encore la réalité de l'existence ni son expression authentique. Là où la liberté n'est pas explicitement reconnue comme la condition de toutes les valeurs — le souverain bien, la vie même — toute existence est fausse, et son expression aliénée. Là où la liberté est « utilisée » pour des fins qui lui sont étrangères — là où elle n'est pas reconnue et prolongée en autrui — là où elle n'est pas aussi pour l'autre « la liberté de celui qui pense autrement », la liberté n'est pas encore. Tout l'immense pouvoir d'enseigner, de purifier et de guérir qui s'attache à la liberté est alors voué à disparaître : la réciprocité des droits et des devoirs s'évanouit ; la justice n'est plus ; l'amitié, l'amour, la société humaine sont impossibles. Il ne reste que l'irresponsabilité du maître ou de l'esclave, l'abus de la liberté, le suicide de la liberté, le privilège, la servitude.

La liberté est toujours à créer et à reconquérir, à chaque moment de la vie, dans tous les rapports humains. Elle n'est pas un objet qu'on possède, mais une œuvre éternellement recommencée.

Qu'est-ce donc que la liberté ?

⁂

La définition sociologique en est impossible. Aucune institution, aucune constitution, aucun règlement ne peut garantir la liberté. Aucune structure sociale ne suffit à la rendre efficace ; de même, aucune ne réussit à l'anéantir. Récemment, un jeune philosophe épris de sociologie organisationnelle essayait, dans une revue anarchiste, de définir la liberté en termes « scientifiques ». Il est arrivé à ce résultat absurde :

« La liberté — a-t-il déclaré (et cela dénote un courage intellectuel auquel il faut rendre justice), c'est l'identification de l'individu au groupe social ; il n'y a de liberté que collective ; le sujet de la liberté, c'est l'organisation ; c'est l'unité supérieure dans laquelle le membre humain se réalise et s'anéantit tout à la fois. » Et pour donner une image plus frappante de sa pensée, il a cité l'ordre militaire-religieux le plus discipliné des temps modernes : il a donné en exemple les S.S. « Le parfait S.S. est parfaitement assimilé à son groupe, il est donc parfaitement libre. »

Sous une apparence moins évidemment paradoxale, le raisonnement de Bernard Malan est exactement le même ; car il conclut son article en disant :

« En définitive, une chose est bien certaine, et nul ne saurait y contredire : qui est heureux est libre. »

Quant au bonheur — nous dit-on — il ne saurait être atteint que par la voie du plus grand esclavage, rendu indolore et inconscient par l'habitude. Le progrès, la civilisation consistent dans une séculaire domestication de l'être humain.

⁂

Nous connaissons depuis longtemps cette théorie.

C'est la théorie totalitaire de la liberté, celle des S.S., celle du parti communiste.

C'est aussi la théorie religieuse des mystiques, des Orientaux.

Remarquons bien qu'elle-même fait de la liberté un absolu — le dernier mot de l'histoire ou de la vie. L'aspiration à la liberté est tellement fondamentale qu'aucun philosophe ne saurait se permettre de la négliger, de n'en point faire une finalité suprême.

Le dernier mot du totalitarisme politique, c'est l'Etat parfaitement réalisé, parfaitement intériorisé dans l'individu ; et, réciproquement, l'individu parfaitement incorporé, parfaitement réalisé dans l'Etat. Plus de désaccord, plus d'obstacle — donc « liberté ».

Le dernier mot de la religion, c'est l'homme parfaitement absorbé dans l'unité cosmique ou divine ; et c'est Dieu, ou le monde, vivant dans l'homme d'une vie parfaite, immobilement éternelle. Là encore, assouvissement total, nirvana, ataraxie : « liberté ».

Sur ce sommet, ou dans cet abîme, les contraires disparaissent, les tensions s'effacent. Totalitarisme ou anarchie ? Néant ou monde ? Ténèbres ou clarté ? Par un renversement dialectique, le comble de l'esclavage réalise la délivrance définitive, la brute absolue devient ange.

Mais que nous importe cet au-delà ou cet en-deça de l'existence réelle ?

On nous permettra de dire notre complète indifférence de mécréant pour tout ce qui n'est plus ni l'homme, ni la nature, ni la vie.

Ce qui nous intéresse, ce n'est pas le point final, le but, l'éternité. C'est le mouvement ; ce sont les moyens ; c'est « maintenant ».

Peut nous chaut que le parfait S.S. soit parfaitement libre. Ce qui nous intéresse, c'est l'imparfait S.S. — celui qui conserve une étincelle d'humanité susceptible de déclencher le drame intérieur, de briser l'unité du groupe, de détraquer magnifiquement le robot collectif.

Nous ne sommes pas des chercheurs d'utopie en quête du meilleur des mondes (éternel prétexte pour envoyer les gens dans un monde meilleur !).

Nous sommes des organisateurs de l'indiscipline, des saboteurs de l'obéissance passive, des antimilitaristes de l'usine et de la politique, des empêcheurs de tuer.

Nous tâchons non pas d'imposer une loi aux hommes pour les rendre « dignes » de la liberté, mais de leur faciliter l'expérience de la liberté afin qu'ils apprennent à se passer de loi.

Il est donc logique qu'après avoir accordé la liberté et l'hospitalité aux sceptiques de la liberté, nous nous efforcions de les aider à mettre leur théorie en accord avec elle-même, et avec la réalité sociale.

Ecoutons donc l'argumentation de Bernard Malan et montrons-en, s'il se peut, les faiblesses, d'une manière qui lui permette de reconsidérer sa position.

⁂

« Dans l'absolu, la liberté, ce serait pour chacun la possibilité de faire ce qui lui plaît à tout moment et en toutes circonstances, et de satisfaire ainsi tous ses caprices. »

C'est à partir de cette définition que Bernard Malan rejette d'abord la « déesse illusoire » et présente ensuite l'histoire des hommes comme un endiguement progressif, comme une restriction toujours plus totale et toujours plus indispensable de la liberté pratique.

Il est à peine besoin de dire que la liberté dans l'absolu est à nos yeux, non seulement une déesse illusoire, mais une grue « métaphysique ». Ses « caprices » n'ont jamais existé dans l'existence des hommes réels.

Qu'est-ce qu'un « caprice » ? Une impulsion dont la source profonde est inconnue, et que l'observateur superficiel classe parmi les « effets sans cause », les gestes « gratuits ». Psychologiquement, il n'existe pas de « caprices », il n'existe que des comportements d'autant plus chargés de sens qu'ils sont inconscients et inexpliqués.

Si, par « caprice », Malan entend essentiellement l'acte non conforme ou antisocial, ce n'est pas à l'origine de l'humanité qu'il pourra chercher cet oiseau rare. Il n'y découvrira sans doute qu'une morne homogénéité.

S'il trouve le « caprice » dans la société contemporaine, c'est presque toujours parce que la liberté a été refusée à une des tendances humaines fondamentales, et cela précisément par les lois et règlements dont on a voulu faire une panacée. Lorsque les actes les plus inoffensifs et les plus nécessaires sont soumis à une violente compression sociale,

les instincts « se vengent » par des manifestations agressives. Un attentat sexuel n'est pas, comme le croit ou le dit Malan, le résultat d'une « fantaisie », c'est-à-dire d'un jeu intellectuel de l'imagination. Il est l'éclatement brutal d'une névrose obsessionnelle, enracinée dès l'enfance, par le jeu des répressions absurdes, infligées sans dérivatif « normal ».

Le tabou de l'inceste, et les diverses interdictions rituelles qui, caractérisent la vie des peuples primitifs vont toujours s'atténuant à mesure que progresse la civilisation. A ce point de vue, le rétablissement des superstitions horrifiques et des pénalités draconiennes frappant des actes innocents, c'est-à-dire non accompagnés de violence physique ou morale, est un simple retour à la barbarie, et non pas un progrès vers plus de moralité.

L'idée que le Parisien soit moins libre que le paysan dans sa campagne, parce qu'il lui faut observer les règlements de la circulation, ne correspond guère, comme on sait, à la réalité. Qui donc trouverait plaisir à rouler à gauche et à buter ainsi dans les voitures venant en sens inverse ? Que ce soit dans un patelin de cinquante habitants ou dans la plus grande des capitales, les inconvénients en seraient les mêmes. Par contre, le milieu rural, généralement arriéré, est soumis à l'espionnage hypocrite et à la répression féroce des faits et gestes de chacun par l'opinion publique. Le séjour des grandes villes, est, à ce point de vue, beaucoup plus tolérable. Là encore, Malan se trompe dans son interprétation du progrès.

⁂

De considérations en considérations, Bernard Malan en arrive à faire sienne la phrase de Lacordaire : « C'est la liberté qui opprime et c'est la loi qui affranchit », puis à justifier les « dirigismes » de toute sorte, et finalement à affirmer que « le peu de liberté qu'ils nous ont laissé se retourne toujours contre la société ».

Il faut donc, à ses yeux, supprimer tout entière « la liberté de faire le mal ». C'est le seul moyen pour que règne une « paix délectable » et que se réalise l'enseignement du Christ : « Il y a plus de joie à donner qu'à recevoir. »

L'erreur contenue dans la devise républicaine pourrait bien, selon Bernard Malan, être responsable de tous nos échecs. « L'exercice de la Liberté » n'aurait dû « être offert aux hommes », qu'après la réalisation complète de l'égalité et de la fraternité chrétiennes. En effet, la liberté des pauvres engendre la revendication et la lutte de classe au lieu de la résignation. La liberté des riches leur est à charge de sorte « qu'ils s'en consolent par l'ivrognerie ». Etc.

Pour Bernard Malan, la liberté pratique ne fait donc pas le bonheur, mais plutôt le malheur des hommes, qui, de toute façon, n'ont pas atteint le degré de perfection voulue pour en supporter le fardeau. Au contraire, c'est le Bonheur qui fait la liberté. Le Bonheur une fois réalisé, la liberté sera donnée par surcroît.

Que répondre à cela ?

Ceci d'abord, que la liberté absolue, c'est précisément celle du yoghi ou du commissaire absolus, celle du « parfait S.S. ». Que l'on ne peut rejeter la liberté « déesse illusoire », la liberté absolue, transcendante et métaphysique, qu'en développant la liberté pratique. C'est à quoi nous convions Bernard Malan, et aussi Robert Michel, le jeune philosophe des *Etudes Anarchistes*. La liberté absolue, c'est le néant, l'idole vide ; c'est la revendication religieuse de l'instinct de mort — à laquelle nous opposons l'instinct de créer, le besoin de savoir, et le sens de la justice.

⁂

En termes de réalité pratique, la liberté n'est pas une idolâtrie de soi-même ou du groupe, mais une œuvre, une expérience, et une prise de responsabilité de l'être conscient relativement à lui-même. Sa définition est psychologique, et non métaphysico-sociologique.

Vis-à-vis de la société, ou du monde, ou de l'idéal, l'adaptation est nécessaire. Pour s'élever, il faut sans doute accepter, se mettre en harmonie, passer de la raideur à l'assouplissement, comprendre de tout son corps, son esprit et son âme, le rythme, le langage, l'effort communs. En cela, Malan et Michel ont raison ; mais la liberté n'est pas encore là. De l'adap-

tation, qui économise les forces ; de l'apprentissage de l'efficience sociale, qui fait de nous un membre accepté du groupe ; de la participation au monde, qui nous harmonise à nos conditions d'existence, nous retirons un enrichissement provisoire et limité : l'acquisition de l'habitude de l'instinct — les réflexes du métier. La liberté se manifeste dans le remploi des énergies rendues ainsi disponibles. A chaque phase d'adaptation doit succéder une phase de retrait, de retour à soi-même, de critique, et même de refus. L'habitude et l'instinct, l'acquisition de la routine et des « réflexes » conditionnés, nous perfectionnent, il est vrai, mais en nous mécanisant : ils nous perfectionnent comme mécanisme. Mais il nous appartient d'utiliser, de dominer, de juger ce résultat. De prendre nos distances pour un nouvel élan. De maintenir notre disponibilité à nous-mêmes. De désobéir sciemment, ayant appris à obéir. Tout pas en avant est à ce prix. Et c'est ainsi que le langage est autre chose que la grammaire ; la poésie autre chose que l'application des lois de la prosodie à l'expression des lieux communs ; la musique autre chose que le déchiffrage ; la connaissance autre chose que l'enregistrement des faits et la mémoire des textes ; le travail et la vie même autre chose que l'imitation.

Le moment de la repossession et du remploi — à un degré supérieur — des forces accrues et des techniques acquises, tel est le moment de la liberté. Il se caractérise par une plénitude de l'être, un mélange d'angoisse et de joie, un agrandissement particulier de tout l'être — qui est, je crois, la seule réalité de ce qu'on nomme « le bonheur ». Ce n'est pas la béatitude ; ce n'est pas le bonheur absolu. Mais c'est la réunion de l'être à soi-même et son départ, son don passionné à quelque chose de nouveau. Qui n'a pas senti cela ? Qui ne connaît pas cela, ne connaît pas la liberté.

⁂

Rechercher le bonheur est vain. Tout ce que nous pouvons en connaître, c'est le sentiment de la liberté.

La liberté n'est pas un don de Dieu, ni de la société, ni de la loi. C'est une conquête intérieure, qui appartient aussi bien au travail solitaire ou même au rêve, qu'à la fraternité ou à l'amour.

Et, comme il apparaît par l'exemple de la grammaire et du langage, de la prosodie et de la poésie, du déchiffrement et de la musique, elle n'est pas seulement un aboutissement, ni même seulement un retrait et un remploi : elle est primordiale. Au commencement est la liberté.

Ce que la liberté propose à l'homme, ce n'est pas l'attente du dimanche, ou de la retraite, ou du paradis — après une semaine de vie, ou une histoire entière, de progressive démission, de soumission et d'esclavage — c'est « Aujourd'hui ».

Je sais que l'histoire depuis un siècle environ, recule. Je sais qu'une révolution est nécessaire. Une révolution, c'est un changement d'orientation dans la marche des sociétés ; ce n'est pas un retournement des choses, de bas en haut et de haut en bas. Ce n'est pas un remplacement d'équipes dirigeantes. Ce n'est pas un nivellement illusoire et sanglant. C'est tout simplement (à l'échelle sociale des individus d'abord, puis des groupes, puis masses) une reconversion, une réorientation des forces vers de nouvelles tâches, une reprise de possession de soi, une critique impitoyable de ce qui est, et un redépart. Les chemins de la liberté ? C'est la liberté elle-même.

Il est vrai que dans le monde où nous vivons, la liberté apparaît comme essentiellement liée au malheur, au mal, au crime, au chaos, à « l'anarchie ». Plus on retranche de libertés et plus ce qui reste apparaît comme un obstacle à « l'harmonie », au « socialisme », à l'ordre et au bonheur. J'en conviens volontiers.

J'admets sans difficulté que la liberté est ce qui nous sépare de l'idéal entrevu par toutes les religions, tous les systèmes métaphysiques, toutes les hantises de l'absolu. Contre toutes les aspirations au suicide, au moindre effort, à la plus grande pente — qui est celle de la mort et du néant — c'est la liberté qui subsiste, c'est la révolte non exterminée.

Et pourtant, je crois que, posée en ces termes mêmes, la question n'a qu'une réponse possible. Le choix de l'homme est fait. Par delà tous les nihilismes subsiste sa volonté de vivre en homme.

André PRUNIER.

PARABOLE DE LA SOURCE

Un jour, un économiste avisé remarqua, au milieu d'un désert que traversaient les caravanes, une source d'eau pure. Comprenant tout le parti qu'il pouvait tirer de cette non-valeur qu'est l'eau qui, du fait de sa rareté, pouvait devenir une valeur, il vint s'installer en ce lieu.

Il construisit sur la source une forteresse, inviolable par les moyens dont dispose généralement une caravane; cet ouvrage fut construit à plusieurs enceintes, de telle sorte qu'il put servir aux desseins de son propriétaire. La forteresse terminée, il écrivit ces mots : « Ici il y a de l'eau. »

Passe une première caravane. Chacun voit la forteresse, lit l'inscription; mais cette caravane avait sa provision d'eau pour toute sa route; elle s'éloigna indifférente.

Arrive une deuxième caravane. C'est avec grande joie que les chameliers lurent l'inscription, car ils avaient presque épuisé leur provision d'eau et ils craignaient de ne pouvoir atteindre l'oasis la plus proche. Le chef de la caravane entra en pourparlers avec notre économiste. Disons tout de suite que celui-ci est un parfait honnête homme. Il fait du commerce en faisant jouer simplement la loi de l'offre et de la demande.

« Nous voudrions avoir de l'eau », dit le chef de la caravane au maître de ces lieux.

« Avec plaisir, répond l'économiste, mais, dans ce cas, déposez dans mes caves toutes les marchandises que vous transportez; passez ensuite, avec vos provisions et vos chameaux dans l'autre enceinte où vous pourrez vous désaltérer et prendre toute l'eau que vous désirerez. Vous vous éloignerez ensuite en abandonnant tout ce que vous transportez en échange du service que je consens à vous rendre en vous donnant de l'eau. »,

« Comment, dit le chef de la caravane, indigné, pour un peu d'eau qui coule nuit et jour de cette source et qui se perd dans le sable, vous exigez l'abandon de toute la fortune que nous transportons ? Nous avions bien l'intention de vous offrir un paiement, mais un paiement raisonnable. Un peu d'eau, cela ne peut valoir bien cher. »

« Vous faites erreur, répond l'économiste, l'eau a ici une valeur proportionnelle au service qu'elle vous rend; si vous n'avez pas d'eau, ni vos marchandises, ni vos chameaux, ni vous-mêmes ne parviendrez à sortir de ce désert. En vous donnant de l'eau je vous sauve la vie, je vous laisse vos chameaux; quant au service que vous me rendez en laissant votre marchandise, avouez qu'il est inférieur à celui que je vous rends en vous sauvant la vie. En tous cas, je ne vous impose rien de force; c'est un marché que je vous propose. Libre à vous d'accepter ou de refuser. »

Le chef de la caravane comprit la logique de ce raisonnement et l'inutilité de la discussion. Après mûre réflexion, il jugea qu'en se privant beaucoup, sa caravane pourrait atteindre l'oasis et il s'éloigna. La haine rendait plus ardente la soif que cette caravane avait à supporter.

Une troisième caravane arrive. Elle transporte tout ce que l'Orient a de plus beau comme fines étoffes, tapis, perles précieuses. S'étant égarée dans le désert, cette caravane avait épuisé sa provision d'eau. Dès que les chameliers connurent les conditions de l'économiste, ils ne discutèrent pas; ils firent abandon de tout, se désaltérèrent, prirent leur provision d'eau pour terminer leur voyage et s'éloignèrent.

Un jour, les chameliers des trois caravanes se trouvaient réunis en vue d'un prochain voyage. Ceux de la troisième caravane proposèrent la vengeance. Ceux de la deuxième l'appuyèrent, ceux de la première acceptèrent. Le jour du départ, on put voir s'avancer en avant-garde une petite caravane dont les chameaux étaient chargés d'énormes ballots chargés d'explosifs. Comme cela était prévu, les ballots durent être déposés dans les caves de la forteresse en échange d'un peu d'eau. Mais, le lendemain, on put voir les trois caravanes réunies, festoyer sur les ruines fumantes.

Edmond LAULHÈRE.

La monnaie, cette persécutrice

Nous sommes peu renseignés, évidemment, sur la façon dont vivaient les membres d'une tribu nomade de la préhistoire. On peut douter cependant qu'ils se soient embarrassés de complications monétaires, puisqu'il leur était facile de partager tout simplement les produits laitiers et la viande de leurs troupeaux, le gibier et le poisson capturés.

Mais, lorsque les tribus se fixèrent, que l'agriculture fit son apparition en même temps que l'artisanat, et que des villages, puis des villes, s'édifièrent, le partage patriarchal cessa de suffire à la tâche, et il fallut bien trouver autre chose pour assurer les échanges devenus nécessaires. Sans doute vit-on d'abord le chevrier offrir ses fromages contre du blé et le bûcheron son bois contre des vêtements.

Mais lorsque la navigation ouvrit la voie au négoce méditerranéen, le système du troc devint alors impropre à régler les échanges de ceux qui livraient leurs cargaisons orientales contre des produits qui leur étaient offerts. Il fallut bien, alors, trouver une marchandise plus précieuse que celles échangées, qui put ainsi servir de commune mesure et par là, déterminer les valeurs comparatives. Cette marchandise privilégiée devait devenir en somme une monnaie. Les coquillages, le sel, les bœufs, particulièrement rares à cette époque, en tinrent lieu un moment, jusqu'au jour où, en vertu de l'habileté des producteurs, ils devinrent à leur tour abondants, et donc perdirent toute fixité dans leur valeur. Les métaux précieux leur furent alors préférés, et l'or en particulier pour des raisons de commodité qu'il n'est pas nécessaire de préciser.

Nous passerons sur l'évolution de la monnaie à travers les âges, mais nous retiendrons que son emploi, en se généralisant, facilita grandement le développement de l'industrie et du commerce, en même temps que le progrès de la civilisation. Il contribua également à fixer certains phénomènes économiques, que l'on a, bien à tort, pris pour des lois immuables, et dont les principales étaient celles du profit, de l'offre et de la demande, et — lorsqu'il s'agit de trafic international — de change.

L'idée de profit naquit de cette règle qui domine le régime du négoce, et suivant laquelle, dans toute transaction, le vendeur doit chercher à recevoir plus qu'il ne donne, de manière à réaliser un bénéfice. C'est ce que Karl Marx nomma la « plus-value », la dénonçant comme un abus inhumain responsable de la lutte des classes.

Or, l'expérience a montré que le bénéfice est toujours d'autant plus grand et plus facile à réaliser que la marchandise, objet de la transaction, est plus rare sur le marché. Ainsi, la glace qui encombre les Lapons n'a aucune valeur chez eux ; elle en aurait une énorme si on pouvait la transporter par miracle aux tropiques, où elle est inexistante. Dans le premier cas, la demande étant nulle, il n'y a aucun profit à espérer; dans le second cas, ce dernier deviendrait considérable, jusqu'au moment où, par l'effet d'une concurrence excessive, le marché se trouverait saturé. Il est bien connu que, alors, les prix s'effondrent et que ceux qui s'entêtent font faillite.

D'où les boums et les cracks que l'on a vu se succéder au hasard des mauvaises et des bonnes récoltes, des productions industrielles insuffisantes ou pléthoriques, et dont se dégage cette certitude, que, en régime capitaliste, l'abondance est un malheur pour les producteurs et les trafiquants, puisqu'elle dévore le profit, tandis que la pénurie affermit et multiplie ce dernier. Que l'on puisse célébrer ou même accepter pareille « loi » est non seulement stupide, mais inhumain, puis-

qu'elle s'oppose à la satisfaction des besoins exprimés, même parfois les plus urgents et les plus élémentaires, tout en enrichissant cependant des privilégiés.

Mais en cette matière, producteurs et mercantis n'ont pas le choix, puisque c'est pour eux une obligation absolue que de réaliser des profits sous peine de ruine et de banqueroute. C'est pourquoi, le siècle dernier, ils s'avisèrent que des ententes professionnelles pourraient pallier les inconvénients résultant des fluctuations de prix. D'où les trusts, comptoirs, cartels et holdings, ayant pour but de contingenter et de réglementer l'apport des marchandises sur les marchés, de façon à y maintenir une rareté relative, devant permettre le prélèvement et même l'accroissement des bénéfices en dépit du développement continuel de la production. Et cela, malheureusement, sans souci de ruiner les dissidents par la faillite, d'affamer les ouvriers par le chômage, ni, bien entendu, de satisfaire les besoins les plus élémentaires de leurs contemporains.

Cependant, le consommateur, c'est-à-dire l'électeur, dépista le stratagème et, sur son insistance, des lois furent votées, particulièrement en Amérique, pour éviter les abus et combattre les excès. Il en résulta un nouveau départ vers les productions excédentaires, lesquelles aboutirent finalement au grand crack de 1929 qui entraîna là-bas la ruine de tous les fermiers, d'un grand nombre d'industriels et de commerçants, ainsi que celle des trois quarts des banques.

En présence d'un tel désastre, Roosevelt se trouva obligé d'intervenir, et il ne put le faire qu'en ayant recours à un dirigisme qui devait empiéter largement sur la liberté d'entreprise. Ainsi, des fermiers furent-ils indemnisés pour réduire leurs productions de céréales, de lait, de porcs, etc..., tandis que les industriels recevaient également des ordres restrictifs et que les banques étaient invitées à réduire les crédits. Et comme cela ne suffisait pas, l'ordre fut donné de détruire 5 millions de tonnes de céréales, d'abattre et d'enterrer 6 millions de porcs et 200.000 truies, 800.000 moutons et 400.000 vaches laitières, etc... Ainsi arriva-t-on à « assainir » le marché, sans se soucier des 10 millions de chômeurs américains et des 7 millions de chômeurs allemands — pour ne citer que ces deux pays — et qui représentaient, avec leurs familles, 80 millions d'êtres humains ruinés, affamés, désespérés.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que, en Allemagne, des malheureux aient porté Hitler au pouvoir pour cette simple raison qu'il leur avait promis du travail. Mais une fois devenu chancelier, ce forcené pouvait-il leur faire produire à l'infini des pommes de terre, des costumes et des maisons ? Non, parce que l'abondance pléthorique serait de nouveau survenue pour avilir les prix et tout emporter dans son flot torrentiel. Alors, il leur fit faire des armements, lesquels ne se vendant pas, ne troublaient en aucune façon les prix des marchés, et qu'il stocka massivement pour s'en servir ensuite comme l'on sait.

Ainsi, la bienfaisante disette fût-elle rétablie, par le contingentement d'abord et la guerre ensuite. Et l'on sait quelles merveilles de destructions celle-ci accomplit, et qui eurent pour effet de condamner les populations européennes à des privations abominables. Mais du moins permirent-elles de satisfaire aux exigences dévoratrices de la fameuse loi de l'offre et de la demande, et de rétablir sur son trône le dieu profit.

Or, précisons dès maintenant que ces calamités, et cette autre qu'est la spéculation abusive sur les biens et les valeurs de toutes sortes, ne pourraient exercer sur les peuples leur tyrannie et leurs dégâts sans le secours de la monnaie, puisque celle-ci gouverne tous les échanges et toutes les transactions. On est donc fondé à la rendre responsable de cette tyrannie et de ces dégâts, ce qui équivaut à la condamner. Mais une telle condamnation s'accompagne obligatoirement d'une nécessité, celle de découvrir un système de remplacement qui, au lieu de desservir les hommes en les frustrant, leur procurerait les abondantes richesses que les sciences et les techniques sont à même, aujourd'hui, de produire.

Si encore cette monnaie présentait un caractère de stabilité parfaite, on lui trouverait des excuses. Mais chacun sait que les princes, les rois et les gouvernements qui, à travers les siècles, battirent monnaie, ne manquèrent pas de s'aviser, qu'en appauvrissant le titre des pièces en circulation par l'introduction dans l'al-

liage de métaux secondaires, ils s'enrichissaient sans trop soulever de protestations, le vulgaire ne s'apercevant guère du stratagème.

Puis, le siècle dernier, sous couleur de faciliter les règlements lointains en évitant le transport d'une monnaie pesante, les financiers d'Etat, inspirés par la lettre de change des banquiers, émirent ensuite des billets gagés sur leurs réserves d'or. « Voyez comme c'est commode, dirent-ils aux trafiquants : il vous est désormais loisible de transporter une fortune dans vos poches; et lorsque vous désirez retransformer des billets en or, il vous suffit de passer à nos guichets où l'échange vous est fait instantanément. »

Mais, comme il paraissait invraisemblable que tous les porteurs de billets viennent simultanément réclamer leur or, on convint un beau jour d'émettre un certain nombre de billets en supplément du stock d'or accumulé. Ce fut d'abord 10 %, puis 20, puis 30, et la proportion ne cessa jamais de grandir jusqu'à devenir astronomique, après, bien entendu, que le cours des billets eût été décrété.

Aujourd'hui, toutes les monnaies sont fortement avariées, et le franc français, en particulier. Il s'en aperçoit joliment, celui qui, ayant acheté — en 1900 — dix louis (200 francs) de 3 %, le revend maintenant 120 francs, au lieu des 50.000 fr. que vaudraient ses dix louis s'il les avait gardés. On se trouve ici en présence d'une gigantesque escroquerie qui aurait conduit en prison tout particulier se rendant coupable d'un tel carambouillage.

En somme, ces bouts de papier ornés de belles images (représentant généralement, on ne sait pourquoi, des femmes nues et des instruments aratoires) n'ont de valeur que celle que nous voulons bien leur accorder pour la commodité de nos échanges. Si la panique s'empare d'un peuple, cette valeur tombe à zéro, comme il s'est vu en Allemagne aux environs de 1920. On fabrique alors de nouveaux billets (portant d'autres images) prétendument gagés sur des valeurs nouvelles, soi-disant stables et pourtant parfaitement illusoires. Si la duperie est habilement présentée et la propagande bien conduite, la confiance renaît, les échanges reprennent, et chacun se lance à nouveau dans la foire d'empoigne avec l'espoir de s'enrichir. Bien entendu, les possédants ont été ruinés dans la bagarre; mais l'Etat, lui, en bon gangster, s'est débarrassé de ses dettes, ce qui montre bien quelle sorte de justice on peut attendre d'un système aussi barbare.

Dans les pays où la monnaie n'a pas connu la catastrophe totale, chacun sait qu'elle a été soumise à l'inflation par le jeu de la planche à billets. Pour payer leurs fonctionnaires, leurs dettes, leurs militaires, etc..., les gouvernements ont trouvé très commode d'imprimer des billets à foison, après avoir porté les impôts à un taux dépassant le raisonnable.

Un enfant de 10 ans aurait prévu qu'à mesure qu'augmenterait le nombre des billets, ceux-ci perdraient de leur valeur. Car il sait bien que s'il y a peu de billes dans ses poches et celles de ses camarades, il en faudra peu pour obtenir en échange la toupie convoitée; mais s'il y en a beaucoup dans toutes les poches, il en sera demandé un grand nombre en échange de la même toupie. Et si, au lieu de gravier, on répandait des billes à profusion dans la cour de récréation, elles perdraient instantanément toute espèce de pouvoir d'échange.

Les gouvernements qui se sont succédé n'ont pas voulu voir que l'or, l'argent ou les billets sont soumis — comme toute autre marchandise — aux effets de la loi du nombre, et que leur valeur décroîtrait à proportion que ce nombre augmenterait. Or, non seulement il ne cessa jamais de s'accroître, mais encore, il y eut aggravation du fait des emprunts émis à profusion, et dont les arrérages ne cessèrent de peser toujours plus lourdement sur les budgets nationaux. De plus, par l'effet des crédits bancaires superposés et le jeu des traites à l'escompte, le pouvoir monétaire s'étendit de façon extravagante. Ainsi, aux Etats-Unis, avant le crack de 1929, pour un dollar déposé dans une banque, on en comptait 7 qui « travaillaient » dans le business. Tout cet échafaudage d'inflation, d'emprunts et de crédits n'était pas sans présenter de terribles risques; mais les chefs d'Etat, ou bien ne surent pas les voir, ou bien ils s'en déchargèrent élégamment sur leurs successeurs.

Ceux-ci ont alors vu surgir des complications dramatiques, qui promettent au-

jourd'hui de bloquer définitivement le système. Car, à mesure que la valeur des billets s'amenuisait, le pouvoir d'achat de la population diminuait, et avec lui, le bien-être comme la sécurité de chacun. Or, cette sorte de régression est difficilement acceptée des humains, lesquels souhaitent perpétuellement — et avec raison — l'amélioration constante de leur condition. D'où les protestations des intéressés. Dans les régimes autoritaires, les dictateurs se refusèrent à les écouter, décrétant la fixité des salaires et des prix, conjuguée avec un sévère rationnement et un jeu d'escroqueries sensationnelles.

Mais, dans les démocraties, certaines catégories de citoyens ont su acquérir, par l'effet du nombre et du rassemblement, une puissance revendicatrice irrésistible. C'est ainsi que les syndicats, par l'effet de la menace et de la grève, obtinrent des hausses de salaires substantielles. Leurs dirigeants ont-ils commis l'erreur de croire que la condition des syndiqués se trouverait améliorée par le jeu de cette augmentation, ou bien avaient-ils en vue la détérioration du système capitaliste ? On peut raisonnablement croire à cette dernière intention.

Quoi qu'il en soit, ces hausses ne pouvaient évidemment pas être toujours prélevées sur les profits des producteurs, puisque ces derniers — leurs profits dévorés — auraient été condamnés à la faillite. Elles devaient donc forcément entraîner un relèvement des prix de vente, non seulement proportionnel, mais encore multiplié par les hausses en cascade successivement appliquées dans toutes les entreprises travaillant à la confection ou à la distribution d'un même objet. Or, le nombre de ces intermédiaires est fort variable, suivant la nature des produits. Ainsi, quand un cultivateur fait pousser des pommes de terre et les vend directement au consommateur, sans employer de main-d'œuvre salariée ni d'autre engrais que le fumier de ses bêtes, il pourrait se passer d'appliquer une hausse à ses prix. Mais prenons maintenant l'exemple d'une serrure. Elle a nécessité l'extraction du charbon et du minerai de fer pour approvisionner le haut-fourneau, plus celle des métaux d'apports. Toutes ces matières ont subi des transports plus ou moins longs. Les ébauches produites seront ensuite envoyées au laminoir à froid qui approvisionnera le fabricant de serrures, lequel vendra celles-ci au quincailler, souvent par l'intermédiaire d'un grossiste. Une hausse de 10 % des salaires peut alors se traduire par une hausse de 30 % de l'objet fini pour le consommateur.

De sorte que le producteur de pommes de terre, lorsqu'il va acheter une serrure, une charrue ou un moteur, revient chez lui écœuré, et n'a rien de plus pressé que d'augmenter le prix de ses tubercules. Ainsi, s'établit une compétition agressive entre l'industrie et l'agriculture, la ville et la campagne, qui ne profite à personne et promet de nous conduire à des problèmes insolubles.

Encore, si le salarié y trouvait son compte, il n'y aurait que demi-mal; mais si, pour une hausse de 10 % de son salaire, il voit monter de 50 % le prix de l'alimentation, des vêtements et de son loyer, il se juge lésé, s'indigne et se lance dans de nouvelles et impatientes revendications.

Et naturellement, le commerçant n'est pas sans souffrir de la diminution du pouvoir d'achat de ses clients; de sorte qu'il ralentit ses commandes à l'industrie, laquelle se trouve bientôt dans l'obligation de licencier une partie de son personnel; celui-ci, tombant alors dans la misère, ne peut plus acheter que le strict nécessaire, ce qui aggrave encore les difficultés économiques.

Ainsi, de proche en proche, la paralysie gagne tout le système, ce qui en démontre la parfaite stupidité.

Car enfin, s'il est une fonction que devrait remplir la monnaie, c'est bien de favoriser la production des biens, et ensuite d'en rendre la répartition facile et abondante, de façon à satisfaire au mieux les besoins des consommateurs, c'est-à-dire de tous. Mais il est aujourd'hui démontré que la monnaie est complètement incapable de jouer ce rôle bienfaisant en raison des règles empiriques auxquelles elle est soumise, et qui empruntent leur principe majeur au pur hasard. Or, il est bien démontré que celui-ci fait rarement bien les choses.

Et que dire des magasins vides de marchandises devant lesquels stationnaient, il y a peu de temps encore, des queues d'acheteurs déçus, et qui, regorgeant au-

jourd'hui de produits, sont maintenant vides de clients ! On peut, en vérité, se demander si c'est vraiment une réussite de faire constamment défiler devant des devantures garnies de denrées et de commodités tentatrices, des populations en majorité dénuées du moyen de les acquérir !

Mais, disent certains, s'il est vrai que la monnaie remplit mal son rôle, on ne voit vraiment pas comment il serait possible de s'en passer. Nul n'en parle du reste, et aucun parti politique ne montre l'intention de la supprimer. Les bolcheviks, eux-mêmes, en usent, et ne se privent pas d'ailleurs de la triturer au profit de l'Etat et au préjudice des usagers, ce qui n'a pas réussi, pour autant, à débarrasser les peuples soviétiques de la misère.

Alors, que propose-t-on ? Eh bien ! certains préconisent de faire parmi les consommateurs des injections supplémentaires de monnaie. Et cela, non pas en formant de nouveaux salariés — qui viendraient accroître une production déjà encombrante — mais en distribuant, par exemple, des rentes substantielles aux vieillards et aux retraités, sous réserve qu'ils les dépensent au fur et à mesure. La consommation s'en trouverait stimulée et les affaires repartiraient. Mais où prélever les sommes nécessaires à cet effet, sans accroître dangereusement les impôts ou avoir recours à l'inflation ? On ne nous le dit pas, encore que quelques-uns croient avoir trouvé la solution en indiquant qu'il suffirait de faire ces versements sous forme de bons payables en nature. Mais ne voit-on pas que les fournisseurs ayant honoré ces bons en demanderaient aussitôt le remboursement, ce qui reviendrait finalement au même ?

D'autres disent ceci : la monnaie s'avilit en raison des émissions excessives. Et pourtant, il n'y en a pas assez, ou bien elle ne circule pas assez rapidement, puisque la totalité de la production est loin d'être absorbée. Remplaçons donc cette monnaie par une nouvelle, dont le volume sera calculé de façon à y réussir. Pour cela, faisons l'évaluation de la production annuelle, et émettons une quantité égale de monnaie dont chacun recevra mensuellement sa part, étant entendu que les billets seront détruits au fur et à mesure de leur usage, comme ceux de théâtre ou de métro. A première vue le système paraît simple et ingénieux. Mais est-il possible de faire une évaluation, même approximative, de la production de tout un pays ! Il ne le semble pas, pour cette raison que les récoltes peuvent être bonnes ou mauvaises, et les rendements industriels variables, pour toutes sortes de motifs imprévisibles. De plus, comment évaluer la production des innombrables artisans sans programmes, et qui, d'ailleurs, s'occupent surtout de réparations ?

Enfin, cette monnaie, comment en synchroniser l'emploi ? Si, munis de leur rente mensuelle, les acheteurs se ruent tous sur les poulets et méprisent les parapluies, les premiers atteindront des prix excessifs sous l'effet de la surenchère, et ceux des seconds s'effondreront sans remède. Ce serait retomber dans l'écueil que l'on a voulu éviter, puisque la stabilité ne serait pas assurée ni la production totalement absorbée.

Car il est bon de le souligner, la valeur d'un objet ne dépend pas forcément de son prix de revient ni de l'intention que nourrit le fabricant de réaliser sur sa vente un bénéfice. Encore faut-il que cet objet soit désiré par des consommateurs, que ceux-ci disposent du moyen de l'acquérir, et qu'il ne soit pas jeté en trop grande quantité sur le marché. Ainsi nous désirons bien l'air que nous respirons, puisqu'il nous est indispensable.

Mais comme il est surabondant, nous opposerions un refus catégorique à qui prétendrait nous en faire payer la consommation. Par contre, si on nous enfermait dans une boîte hermétique, notre désir d'air frais s'accroîtrait à proportion de sa raréfaction. Sous le coup de l'asphyxie, nous en arriverions même à accepter de donner tout nos biens pour retrouver la libre respiration.

Tant qu'il existera des monnaies, de quelque sorte qu'elles soient, les règles absurdes de la rareté, de l'accaparement, de la spéculation, s'opposeront à la distribution équitable des biens. Encore s'y ajoutera-t-il les inconvénients de la fantaisie capricieuse, et aussi la malfaisance de la fraude, de la corruption, de l'agressivité, de la convoitise, du vol, toutes choses ingouvernables et filles du hasard pernicieux. Or, si la science s'est donnée un but, c'est bien, par l'effet de ses recher-

ches et de ses découvertes, d'entreprendre sur ce hasard, et de lui arracher petit à petit son pouvoir tyrannique, dont les aveuglements nous persécutent.

Et justement, rien n'est plus dépendant du hasard que la stupide loi de l'offre et de la demande qui s'empresse de raréfier les biens dès qu'ils deviennent abondants, et qui les accumule lorsqu'on ne peut plus les acquérir ; ainsi organise-t-elle la misère dans l'abondance qui est bien le plus cruel non-sens dont nous ayons à souffrir. Seulement, nous ne devons pas feindre d'ignorer que le vrai responsable de ce désordre est le profit, lequel gouverne toute l'économie mondiale, en ouvrant partout des appétits démesurés pour l'acquisition monétaire, et ainsi entretient entre les hommes une agressive compétition.

Il convient donc de dénoncer la monnaie comme une abominable complice de ces deux tyrans associés que sont l'appétit de profit et la prétendue loi de l'offre et de la demande, puisque, si on venait à la supprimer, on rendrait du même coup impossible le fonctionnement de ces deux fléaux maléfiques. D'où cette certitude que la monnaie, loin d'être une servante zélée et bienfaisante, comme certains se l'imaginent, est en somme une insupportable persécutrice.

Reste à savoir par quoi il conviendrait de la remplacer, pour rendre possible une généreuse et méthodique distribution des richesses. En réalité, le problème consiste à instituer une économie mondiale ayant en vue la satisfaction toujours améliorée des besoins humains, et non plus l'enrichissement de quelques-uns. Et voilà qui suppose, évidemment, une organisation scientifique des échanges suivant une méthode entièrement nouvelle dont il est malheureusement impossible de donner ici une description, même abrégée, dans cet article déjà trop étendu.

L'économie, a dit Kropotkine, « tend de plus en plus à devenir une science vouée à l'étude des *besoins* des hommes et des *moyens* de les satisfaire en gaspillant le moins possible d'énergie ». On ne saurait mieux dire, ni mieux condamner la monnaie, cette féroce dévoratrice d'énergie, qui s'oppose si tragiquement et depuis si longtemps au bonheur des hommes.

Bernard MALAN.

Liste de souscription en faveur des abonnements gratuits

Merci aux donateurs qui n'oublient pas les camarades âgés ou malades et nous permettent ainsi de leur faire gratuitement le service de la revue.

Signalez-nous, amis lecteurs, tous ceux désireux de lire *Défense de l'Homme* mais dont la situation financière défavorable leur interdit de s'abonner — nous leur expédierons ce périodique tous les mois pendant une année.

Nous avons reçu :

René Labrégère, 100 francs ; Le Dizet, 100 ; Nicolas Faucier, 200 ; G. Departout, 200 ; Gaston Jannin, 100 ; Salmon Bernard, 100 ; Narcisse Juliot, 100 ; G. Noblet, 100 ; G. Suant, 200 ; Dugne Rémy, 200 ; Espinal, 100 ; Laillier, 250 ; anonyme, 150 ; A. Copetti, 100 ; Stien René, 50 ; un ami de l'art, 500 ; Digo, 750 ; Dufresne, 50 ; E. Bachelet, 250 ; E. et J. Charleux, 500 ; Georges Lalanne, 100 ; Bernard Pierre, 200 ; Marcel René, 50 ; Henri Boucharel, 50 ; Issert Jean, 200 ; Bettolo, Piacentino, Ribolini, Pieretta, Macario et Travaglio, 5.500.

La terre promise
ou
l'impossible réhabilitation

I

A la première page de son livre, M. Maurice Bardèche prend la précaution d'affirmer qu'il ne défend pas la cause de l'Allemagne ; pourtant, une lecture attentive permet de se rendre compte qu'il met en doute la plupart des crimes reprochés aux Allemands pendant la dernière guerre, ne retient que ceux qui sont abondamment prouvés, s'interdit de porter un jugement sur ceux qui ont frappé des victimes étrangères parce que, prétend-il, sa juridiction s'arrête à la limite de sa nationalité, et il discute encore ceux qui sont attestés, et souvent encore les excuse, les justifie, et lorsque les coupables ne peuvent présenter d'alibis, il leur cherche, semble-t-il, des raisons susceptibles d'atténuer leur culpabilité.

Qu'il nous soit permis d'inscrire ici une précaution identique à la sienne : ce n'est pas pour l'accuser, lui, personnellement, ni pour faire chorus avec ceux qui l'ont arrêté à cause de son livre (et dont les griefs ne sont pas de même nature que les nôtres) que nous entreprenons de réfuter ici sa plaidoirie. L'auteur a pris à tâche l'impossible réhabilitation des chefs nationaux-socialistes ; et les arguments que nous opposerons à sa thèse ne seront sans doute pas repris par le ministère public, ni par les autres réfutateurs émanant de partis ou de milieux avec lesquels nous n'avons aucune attache. Dans un autre organe, un rédacteur que nous ne connaissons pas a formulé des objections judicieuses contre la réhabilitation des chefs français de la Milice de Vichy tentée par M. Bruckberger ; ces objections, nous les faisons nôtres, et l'on verra que nous en présentons de semblables contre la réhabilitation des condamnés de Nuremberg audacieusement et imprudemment tentée par M. Bardèche.

Commençons par indiquer que tout ce que dit M. Bardèche n'est pas injuste. Il déclare réprouver les crimes de guerre ; nous aussi. D'ailleurs, « *crime de guerre* » est un pléonasme ; la guerre étant elle-même une espèce de crime global qui renferme tous les autres, une Somme du crime, en quelque sorte, nous condamnons les crimes de guerre en condamnant la guerre ; le fait que nous réprouvons la tuerie en bloc nous dispense de préciser que nous honnissons l'assassinat en détail.

Nous souscrivons volontiers à des phrases comme celle-ci, cueillie à la page 167 de ce *Nuremberg* auquel M. Bardèche a donné ce sous-titre inattendu : « *Ou la terre promise* », assez bizarrement juxtaposé au titre : « *Dans la mesure où l'armée allemande a commis des actes contraires aux lois de la guerre, nous condamnons ces actes et les hommes qui en sont responsables, mais sous la condition qu'on les produise avec les circonstances qui les ont accompagnés. qu'on en recherche les responsables sans esprit de parti, et que de tels actes soient condamnés chez tous les belligérants quels qu'ils soient.* »

De même, nous ne voyons rien qui nous heurte, bien au contraire, dans cette déclaration glanée un peu plus loin : « *... A condition que les officiers allemands poursuivis à ce titre seront punis des mêmes peines que les officiers français responsables d'actes analogues en*

Indochine, avant et après cette guerre, car enfin, pourquoi faudrait-il appeler crime l'incendie d'un pavillon de briques, et peccadille l'incendie de villages en bambous ? »

Le contenu de ces deux citations est fort judicieux, ce n'est pas nous qui y objecterons. Un meurtre et un incendie commis par un Français ne sont pas moins odieux qu'un incendie et un meurtre commis par un Allemand. Il n'y a pas de raison de s'indigner de la répression allemande en France si l'on approuve la répression française à Madagascar. Nous avons d'ailleurs été surpris qu'ayant admis cette comparaison et témoigné ainsi d'une égale commisération pour un Français et pour un sujet colonial M. Bardèche parle ensuite avec tant de dédain raciste des Juifs, des Noirs et des Asiatiques. Mais passons : le droit de critique peut faire manquer au devoir de charité sans que cela soit très grave ; ce n'est pas en cela que nous nous proposons de l'entreprendre.

Nous avons dit que M. Bardèche, encore qu'il s'en défende, a donné l'impression de vouloir innocenter les bourreaux, et son plaidoyer nous heurte surtout quand il s'attache à dénoncer le procès de Nuremberg comme une erreur judiciaire à l'égard des chefs nationaux-socialistes.

M. Bardèche use d'un procédé troublant dans son argumentation justificative. Quand il prend la défense des soldats ou des subalternes, il dit : « Ils ne sont pas coupables, car ils étaient couverts par les ordres reçus en exécution desquels ils ont dû commettre des atrocités qu'ils réprouvaient en leur âme et conscience » ; et quand il prend la défense des chefs, il dit : « Ils sont innocents, car ils n'ont jamais ordonné les atrocités commises à leur insu dans des camps dont ils ignoraient les horreurs. »

On voit que les deux termes de cet artificieux plaidoyer se contredisent et s'excluent ; ou bien les chefs ont commandé les crimes au corps défendant des exécutants malgré eux ; ou bien les subalternes les ont commis à l'insu des chefs. A la vérité, les deux cas se sont produits indépendamment les uns des autres. Il est probable que les destructeurs d'Oradour-sur-Glane ont agi sans consulter l'état-major du Führer, et que la plupart des crimes du même ordre furent improvisés ; mais quand des régions entières du front Est furent rasées et dépeuplées, quand des centaines de milliers, quand des millions d'hommes mouraient dans les camps, il est impossible que les dirigeants nationaux-socialistes ne l'aient point su, et même qu'ils n'aient point donné d'ordre autorisant l'accomplissement de ces massacres.

Certaines troupes ont sans doute obéi à regret à des chefs sanguinaires, de même que certains chefs ont été dans l'ignorance des excès commis par leurs troupes. Mais il ne pouvait s'agir à la fois des mêmes troupes et des mêmes chefs.

A la vérité, toutes les armées en guerre, tous les états-majors, tous les gouvernements belligérants, commettent des crimes dans la responsabilité desquels, ils sont quelquefois solidaires depuis le plus humble soldat jusqu'au généralissime le plus inaccessible. Cela, d'ailleurs, M. Bardèche le reconnaît.

Vouloir innocenter les gouvernants du IIIe Reich et leurs gauleiters est une erreur. Ils n'ont été les martyrs que de leur propre férocité. Nous ne sommes donc plus ici d'accord avec M. Bardèche ; et nous serons en désaccord avec lui sur quelques autres points que nous allons passer en revue.

II

M. Bardèche estime que le tribunal de Nuremberg n'avait pas qualité pour les juger, fussent-ils coupables ; et il lui dénie cette qualité pour différentes raisons. En voici d'abord deux :

1° Pour qu'un juge soit habilité à sévir contre un criminel, il convient que ce juge n'ait pas, lui aussi, quelque crime à se reprocher ; or, les gouvernements qui avaient délégué à Nuremberg des juges et des procureurs ont à se reprocher des crimes semblables à ceux qu'ils ont poursuivis et sanctionnés ;

2° La guerre étant une épreuve de force entre deux parties en désaccord, celui-ci se trouve tranché dès l'instant où l'une des parties a obtenu la victoire, et c'est un additif immoral et non convenu à la règle du jeu, un prolongement

inadmis du jeu lui-même, que le jugement forcément partial du vaincu par le vainqueur après que les armes ont décidé.

Ces deux raisons de répudier Nuremberg sont peut-être pleines de logique. Il se peut bien qu'on puisse mettre dans le même sac *...les juges, les jugés, les égorgeurs mêlés avec les égorgés...* (Victor Hugo, *Légende des Siècles.*) et il se peut bien aussi que de mettre à mort des têtes augustes, des gens ayant régné, des potentats hier habitués à commander au bourreau et aujourd'hui surpris d'avoir à passer par ses mains, rompe inopportunément, aux yeux de certains, avec l'ancien usage de mansuétude envers les tyrans disgraciés.

A ces deux raisons, nous ne répondrons pas par des arguments propres à les réfuter selon une dialectique rigoureuse. Nous dirons seulement ceci :

1° Les juges ne nous importent guère, car les jugés ne nous intéressent pas ; Ribbentrop et Goering auraient-ils été jugés par le Diable en personne, nous n'y prendrions pas garde ; les hommes d'Etat et les chefs d'armée qui furent condamnés à Nuremberg, même s'ils le furent parce que leur sort était fixé par d'autres chefs d'armée et d'autres hommes d'Etat aussi impurs, aussi nuisibles qu'eux, ne nous inspirent aucune pitié, et ce qui est advenu de leur personne nous laisse insensibles et froids ; en condamnant l'Etat, la guerre et l'armée, nous avons anticipé sur la sentence qui les a frappés ;

2° Nous ne voyons aucun inconvénient à ce qu'à l'issue d'une guerre les gouvernants vainqueurs fassent périr les gouvernants vaincus ; après une hécatombe de plusieurs millions d'innocents, cela ne fait en somme qu'un petit nombre de morts en plus, et généralement coupables ceux-là. Si l'incertitude de gagner la guerre, et la conviction de mourir pendus s'ils la perdent, pouvaient les faire hésiter avant, ce serait peut-être un salutaire répit qui nous en exempterait.

Si les meneurs de peuples deviennent aussi sévères les uns envers les autres qu'ils le furent dans le passé à l'égard de ceux qu'ils gouvernaient, la punition des majestés déchues pourrait être le commencement de la sagesse pour les majestés régnantes, encore que des précédents fameux n'autorisent que médiocrement cet espoir.

En effet, il est beaucoup plus fréquent que M. Bardèche ne feint de le supposer que les vainqueurs jugent les vaincus. Le général Franco fait mourir l'un après l'autre, en Espagne, les antifascistes qui lui ont résisté et qu'il a défaits ; les trotskistes ont été jugés en Russie après l'écrasement de leur faction ; les grévistes des mines du Nord sur qui M. Jules Moch a remporté une glorieuse victoire ont été poursuivis devant les tribunaux et incarcérés ; et sans remonter à Alexandre, qui fit passer au fil de l'épée les habitants de Tyr dont il venait de s'emparer, sans parler des Albigeois, sans rappeler la mise à mort de Vercingétorix et l'exil de Napoléon, combien de combattants, à qui le sort des armes avait été contraire, ont subi la loi du plus fort et le *væ victis*, que le verdict de Nuremberg, à l'instar de celui qui frappa Jeanne d'Arc, a seulement paré de solennité judiciaire et de procédurière hypocrisie ! Sommaire ou formaliste, c'est la même justice, et il n'y a entre ses deux manifestations que la différence qui paraît entre le jugement de Louis XVI et l'exécution de Nicolas II.

Donc, sur ces deux points-là, l'impossibilité où nous sommes de nous apitoyer sur le sort des comparants et des condamnés nous empêche d'objecter à l'appel de la cause, au réquisitoire et à la condamnation, quand bien même on nous prouverait qu'ils ne furent que manœuvre, vindicte et arbitraire — comme dans la justice de classe qui sert d'arme aux vainqueurs de la lutte sociale quotidienne.

III

Laissons de côté sans les discuter certains points qui nous entraîneraient trop loin. « Les millions de morts slaves ou juifs ne nous importent pas, explique en substance M. Bardèche, car, si malheureux que cela puisse être, ce n'est pas à nous, Français, de réclamer, pour ces morts qui ne nous sont rien, une réparation que ni le peuple juif, ni les nations slaves, ne paraissent disposés à demander, et nous n'allons pas, pour une cause qui regarde d'autres que nous, laisser s'aggraver un différend franco-allemand

que je considère comme déjà trop grave, et le laisser s'éterniser quand il n'a duré que trop. »

C'est en substance ce que dit M. Bardèche. Bien entendu, ce n'est pas nous qui proposerons d'élargir l'abîme que trois guerres ont ouvert entre le peuple allemand et le peuple français. Surtout, il faut éviter de nouveaux litiges entre eux ; l'Europe sera mal pacifiée, et son atmosphère irrespirable, et la paix précaire, tant qu'il subsistera entre eux une division savamment entretenue ; quelle erreur serait-ce, que de leur préparer une guerre éternelle dans l'avenir sous prétexte que les guerres du passé les ont dressés l'un contre l'autre ! Si l'oubli des offenses reçues est un sacrifice, je crains bien que ce ne soit précisément ce sacrifice-là qui doive être offert à la paix ; la paix mérite de très grands sacrifices, et celui-ci doit lui être fait, sinon aucune paix ne sera possible.

Admettons donc qu'il n'entrait pas dans le rôle du procureur français de demander justice pour les Juifs et pour les Slaves : admettons-le pour n'avoir pas à discuter plus avant ; mais admettrons-nous en même temps que les chefs nationaux-socialistes étaient innocents des crimes dont il s'agit, sous prétexte que, juridiquement, l'accusation n'avait pas qualité pour leur en demander raison ?

Il faut tout de même manifester un minimum de bonne foi. Comment se fait-il que M. Bardèche, si étroitement français qu'il refuse de s'intéresser aux victimes quand elles sont juives, consente à s'intéresser aux assassins, bien que ceux-ci soient allemands ? Si son nationalisme l'éloigne de toute pitié envers les innocents, d'où vient qu'il l'autorise à tant de compassion à l'égard des coupables, en dépit du fait que les uns comme les autres doivent être pour lui des étrangers ? Refusant de s'indigner des persécutions antisémites, parce que, Français avant tout, elles ne le concernent pas, comment peut-il s'indigner avec autant de véhémence du jugement de Nuremberg qui, rendu contre des Allemands, ne devrait pas — *de son point de vue propre, non du nôtre* — le concerner davantage ?

Adoptant sa manière de penser les choses et de présenter les faits, nous pourrions, nous, tout aussi bien, restreindre notre horizon à notre idéologie comme il a circonscrit le sien à sa nationalité, et nous permettre cependant les mêmes échappées de complaisance; rien ne nous empêcherait alors de dire : « De même que ces victimes nous indiffèrent parce qu'elles avaient le Talmud pour loi, de même ces inculpés nous laissent froids parce qu'ils avaient la croix gammée pour drapeau. Nous nous moquons de savoir si le ministère public était constitué régulièrement, s'il s'est abstenu de réclamer réparation de certains crimes ; s'il a, au contraire, réclamé réparation de crimes qui ne concernaient pas sa juridiction et n'étaient pas de son ressort, et même si tout cela n'était qu'une parodie de justice, ou qu'une espèce d'aventure de guerre arrivée en marge des champs de bataille ».

En nous refusant à considérer comme « étranger » quoi que ce soit « qui soit humain », nous nous plaçons sur le terrain, tout différent, où se plaçaient les antimilitaristes qui défendaient le capitaine Dreyfus ; pour nous, les étrangers, ce sont les bourreaux ; nos compatriotes, ce sont les victimes ; et la défense de l'homme, c'est la défense des victimes contre les bourreaux. Et c'est un abus de mots que vouloir nous faire considérer les chefs nationaux-socialistes, les compagnons d'Adolf Hitler, comme des victimes, sous prétexte que le bourreau les a pendus, ou sous prétexte que le bourreau lui-même, ou ses chefs, méritaient la corde, ce qui, pour l'instant, n'est pas en question.

IV

M. Bardèche combat le principe, appliqué à Nuremberg, de la responsabilité collective. Il consent à ce que soient jugés et punis individuellement les auteurs d'actes de cruauté qui ont été identifiés et confondus, et si ce désir est sincère, il a été en partie exaucé, puisque des nazis, des S.S., des feldgendarmes et autres tortionnaires ont expié ; mais il n'admet pas que la partie engage le tout et que la collectivité soit responsable pour l'individu.

Evidemment, c'est là correctement raisonner ; on ne peut reprocher un crime qu'à qui le commet ou l'ordonne ; un

crime commis par un vigneron, un nègre, un gymnaste, un titulaire de la médaille de sauvetage, un unijambiste, ne rejaillit point sur l'honnête communauté des vignerons, des nègres, des gymnastes, des sauveteurs médaillés et des invalides à jambe de bois. Dieu fut injuste en condamnant toute l'humanité pour la faute d'Adam et le crime de Caïn, et en 1949 aucun des gouvernements dont les soldats occupent l'Allemagne ne parle plus (c'était bon pour la propagande de Londres en 1943) de châtier ce pays du premier homme jusqu'au dernier et jusqu'à la consommation des siècles pour les abominations du sieur Himmler.

Toutefois, nous ferons observer à M. Bardèche que cette mesure, ce sang-froid qui président à notre jugement, et qui font que nous préférerions le suspendre sur une tête coupable plutôt que de le laisser s'abattre sur une tête innocente, les brutes sanguinaires qui ont fait tant de mal à l'Europe ne nous en ont pas toujours donné l'exemple. Certes, j'ai été témoin, pour ma part, d'occasions où les Allemands, ayant eu des hommes tués, ont renoncé à exercer des représailles qui eussent été conformes aux « lois de la guerre »; mais je sais aussi, et j'ai vu, des cas où ils ont massacré des malheureux sans défense. Cela est le fait de toutes les armées, soit, et il faudrait exterminer toutes les nations, si chaque nation devait payer pour tous les crimes de ses armées. La responsabilité collective, considérée sous cet angle, est inconcevable.

Tellement inconcevable que les préjugés chauvins tels que l'ostracisme envers les prisonniers allemands, se sont dissous progressivement, au point qu'en 1949, même dans des clubs très patriotes, des « travailleurs libres » jouent au football en compagnie de coéquipiers qui, en 1944, tiraient au coin des bois sur les territoriaux en débandade ; si ces Allemands étaient exempts de contagion nazie, ce n'est que justice à leur égard, et s'ils en avaient été contaminés, cette rééducation ne peut pas leur faire de mal, sans parler du profit qu'en peuvent tirer les Français de leur côté.

Raisonnerons-nous de même à l'égard des chefs, des personnalités influentes, des membres importants et agissants du parti national-socialiste allemand ? Nous y reviendrons tout à l'heure.

L'autre jour, j'ai vu passer un ménage allemand dans la rue ; il était sympathique et souriant ; une fillette le devançait en gambadant, appelant ses parents dans sa langue natale, et c'est toujours amusant d'entendre un enfant s'exprimer dans une langue étrangère. La fillette semblait heureuse, et les passants disaient :

— Ce sont des gens comme d'autres ! Comme c'est drôle !

Eh ! non, ce n'est pas là une chose singulière : c'est au contraire tout naturel. Il faut qu'une éducation inepte ait profondément perverti vos esprits pour que vous soyez surpris de trouver dans ces étrangers des gens semblables à vous. Que vous vous étonniez des différences qui vous apparaissent entre eux et vous, voilà ce que nous comprendrions sans peine ; et non pas que vous trouviez extraordinaires vos similitudes. Plus vous vous apercevrez que vous avez de points communs, plus vous serez prompts à rejeter la tentation ou l'offre de vous entre-exterminer. C'est là ce que nous vous dirons toujours au sujet des peuples qui vivent en d'autres contrées de la planète, qu'il s'agisse de ceux-ci ou de ceux-là, et sans nous dissimuler que ces peuples ne sont pas parfaits, qu'ils ont envers vous les mêmes préjugés que vous envers eux, qu'ils ont besoin, eux aussi, de faire le même effort sur eux-mêmes pour vaincre leurs préventions pareilles aux vôtres, et de reconnaître leurs erreurs et leurs crimes dont les vôtres sont quelquefois la réplique, et de faire un *mea culpa* qu'on pourrait aussi, en bien des cas, vous conseiller !

Le drame, c'est que tous, tant que vous êtes, vous ne faites jamais connaissance autrement qu'avec un uniforme sur le dos ; et à ce moment-là, il vaudrait beaucoup mieux pour vous que vous ne fissiez pas connaissance, car alors vous n'êtes plus des hommes, vous n'êtes plus « des gens comme d'autres », vous êtes devenus des monstres, ou des brutes, ou des imbéciles. Avec un uniforme sur le dos, vous êtes devenus, ou bien le robot automatique des froids calculateurs à l'âme polytechnicienne, ou bien l'exécuteur passif des avocats parlementaires appelés aux hautes destinées des républiques laïques, ou bien le soudard déchaîné des grands fanatiques de l'histoire.

Aucun aveuglement ne nous dissimule

les qualités du peuple allemand, que les autres peuples ont intérêt à connaître, ni ses défauts ni ses erreurs, que, dans son propre intérêt, le peuple allemand doit consentir à s'entendre énumérer. Dans la seconde guerre mondiale, les crimes reprochés à l'Allemagne ne sont pas imputables collectivement au peuple ; s'ils sont imputables à l'armée, c'est dans la mesure où l'on peut accuser une armée d'être criminelle (a-t-elle donc une autre mission que celle de tuer ?). Mais ils sont surtout, ils sont presque exclusivement imputables au Parti. C'est le Parti, sa mystique de la race, sa xénophobie exacerbée, son dogmatisme étroit, son messianisme illuminé, qui sont à l'origine des atrocités folles, de celles qui confondent l'imagination et plongent l'esprit dans la stupeur. Leçon tragique ! Papiste ou huguenot, guelfe ou gibelin, ou de quelque terminologie philosophique ou confessionnelle que vous vous réclamiez, c'est à ces excès morbides, à ces extravagantes aberrations, que vous conduira dans le crime le funeste esprit partisan, si vous vous laissez entraîner par les factions au nom d'un *credo* ancien ou nouveau, Talmud ou *Mein Kampf*, Kapital ou Koran, quand bien même serait pure et limpide la source qui a donné naissance à l'impétueux torrent d'intolérance et d'exaltation.

Cette responsabilité-là, elle appartient collectivement aux promoteurs du national-socialisme. Quand nous luttions, avant la guerre, pour le rapprochement du peuple français et du peuple allemand dans leur intérêt mutuel, nous n'avons jamais manqué de faire ressortir aux Allemands le danger que l'idolâtrie vouée à un dictateur pouvait faire courir au peuple qui s'y abandonnait. Le fait que ces puissants personnages d'un régime terrible sont morts ne nous réconcilie pas avec eux. Pourrions-nous les ressusciter que nous ne le ferions pas, et si, après la chute de Franco, quelqu'un prétendait l'absoudre et le réhabiliter, nous tiendrions le même langage, encore que la nocivité du potentat espagnol n'ait point débordé ses frontières et acquis l'envergure internationale comme celle des hommes de Berlin.

Empressons-nous de préciser que nous restreignons cette controverse au sujet particulier du livre de M. Bardèche et que nous nous abstenons d'élargir le débat tout à fait volontairement. En effet, si nous soutenons que les chefs nationaux-socialistes étaient coupables, nous n'entendons point par là qu'ils sont les seuls coupables; peut-être ne sont-ils pas même les principaux coupables. Les premiers responsables des crimes de guerre, ce sont les responsables de la guerre ; or, à moins d'adopter le point de vue unilatéral du vainqueur ou du vaincu, il est impossible, sans une documentation complète et impartialement recueillie, de procéder à l'établissement lumineux de ces responsabilités, et il est à peu près impossible également de réunir cette documentation et de faire ce procès, les belligérants n'ayant pas l'objectivité requise pour que leur intégrité soit hors de soupçon, et les neutres ayant intérêt à s'abstenir de tout jugement comme ils se sont abstenus de toute participation.

Dès qu'on essaie d'embrasser le problème tout entier des responsabilités de la guerre, le désaccord est général. L'un accuse le fascisme, l'autre le capitalisme, l'autre le matérialisme, un autre le judaïsme, un autre l'Eglise, un autre les trusts ; un autre accuse les gouvernants qu'il sépare de leurs sujets, tandis qu'un autre rétorque que ce sont ces sujets qui se sont donné ces gouvernants et plaide qu'il y a complicité et solidarité entre le peuple et ses maîtres, entre les exécutants et les chefs ; d'autres envoient promener les grues métaphysiques, les entités, les mythes, pour proclamer que la guerre est un phénomène humain qui ressortit à l'initiative humaine et, par conséquent, à l'humaine responsabilité, et donc qu'il faut chercher les hommes. Là, la difficulté se complique, car cette responsabilité, en admettant qu'on l'ait prouvée et identifiée, se partage la plupart du temps entre plusieurs foyers, puis s'émiette en une foule de responsabilités intermédiaires, pour se diluer finalement dans l'immense et formidable et séculaire responsabilité passive des collectivités soulevées par le dogme, ou conduites par la loi, ou poussées par le fouet, vaste abîme où elle tombe et se perd et devient négative, où elle se transforme en *irresponsabilité*, à la façon d'un fluide qui change instantanément de signe lorsqu'il se précipite à la masse et s'engloutit dans l'inconnu.

Nous ne saurions donc nous placer sur

le même terrain que les juges de Nuremberg pour discuter des responsabilités de la guerre ; mais nous ne pouvons nous placer sous le même angle que M Bardèche pour absoudre les hommes qu'ils ont condamnés. Ils étaient les chefs d'un parti qui détenait tout le pouvoir sur le peuple, et eux détenaient tout le pouvoir sur le parti ; qui dit pouvoir suppose acceptation de responsabilité. Diluée dans le peuple, émiettée dans les rangs du parti, partagée dans les cadres, cette responsabilité, à la tête, se cristallise et devient une chose évidente, presque visible, que les chefs ne peuvent pas nier.

Sans prétendre que tous ses membres, voire même tous ses chefs, ont une part égale, une solidarité sans nuance et sans degré dans les crimes du parti, il convient d'observer que le parti totalitaire est une organisation compacte, où tous les participants sont soudés avec une telle intégrité grégaire qu'il est à peu près impossible d'y discerner une responsabilité individuelle, chacune étant fondue dans une énorme et indivisible responsabilité commune. Quand la foudre s'abat sur une telle construction politique, elle ne peut choisir, elle ne peut dissocier : que ce soit un avertissement pour ceux qui seraient tentés d'en édifier de pareilles dans l'avenir !

Ayant lui-même exercé contre ses adversaires, et même contre des gens inoffensifs, des peines collectives pour des meurtres isolés, le parti national-socialiste avait donné, à son propre jugement et à sa propre condamnation, des précédents tels qu'on peut dire qu'il a subi sa propre loi, celle qu'il appliquait aux autres avant qu'elle lui fût appliquée.

Nous pouvons supposer sans invraisemblance que, si ce parti se reconstituait, il désavouerait les tueries de Ravensbruck et de Mauthausen, exactement comme l'Eglise catholique a désavoué les supplices de l'Inquisition. Que valent ces désaveux tardifs ? C'est du vivant d'Himmler, c'est du temps de Torquemada qu'il eût fallu les signifier.

V

Nous dédaignons aussi de considérer si l'on a fait jouer indûment une rétroactivité contraire à l'usage du droit romain. Quoi ! M. Bardèche s'indigne de ce qu'on ait condamné Keitel pour des actes qui étaient licites au moment où il les a commis, aucune loi internationale ne les interdisant alors, et cette loi ayant été créée pour les besoins du tribunal de Nuremberg ! Mais cette rétroactivité, contraire, certes, au droit romain, et au droit tout court, les nationaux-socialistes l'ont introduite dans le droit allemand dès leur accession au pouvoir, contre les militants de gauche, pour des actes commis par ceux-ci en pleine légalité sous la république de Weimar. Il est exemplaire que qui s'est servi du glaive meure par le glaive ; que M. Guillotin périsse par la guillotine, et M. Keitel par la rétroactivité.

Ni la rétroactivité des lois, ni la responsabilité collective n'est un concept romain, non plus qu'un concept chrétien ; à cette observation de M. Bardèche, nous ajouterons que nous ne les considérons pas davantage comme un concept démocratique. Et moins encore comme un concept libertaire ! Mais quand les chefs nationaux-socialistes ont-ils invoqué ces concepts, quand se sont-ils placés sous leur sauvegarde ? N'avaient-ils pas déclaré la guerre à l'idéologie traditionnelle pour substituer à ces concepts de nouveaux concepts relevant d'autres réalités ou d'autres mythes ? En définitive, si c'est une loi hitlérienne qu'on a appliquée à Nuremberg, si c'est une sentence hitlérienne qu'on y a prononcée, il est peut-être paradoxal qu'elles l'aient été par ceux qui ont vaincu Hitler, mais le fait qu'elles le furent contre les hitlériens enlève à cette critique la majeure partie de son importance. Ce nouveau droit qu'ils voulaient millénaire aura duré juste autant qu'eux.

Nous lisions, hier encore, le récit d'un survivant de Majdanek ; de tels témoignages n'ont pas obligatoirement le pouvoir de rendre prosémite un nationaliste occidental indifférent au sort des Juifs et des « Asiates » ; mais ils interdisent toute possibilité de réhabilitation des hommes qui ont été condamnés à Nuremberg.

Tous les hommes sensibles détestent, évidemment, ces mises à mort avec mises en scène, ces gibets, ces étalages de cadavres, même lorsque ce sont les cadavres de ceux devant qui, la veille, tout tremblait. Il faut d'ailleurs reconnaître que M. Bardèche cherche à convaincre,

mais renonce à émouvoir. Il a compris, probablement, que s'il n'emportait pas notre absolution, il ne devait pas essayer de requérir notre pitié. Il a bien fait. Quelque provision de pitié que nous eussions, et quelque désir que nous éprouvions de n'en refuser à personne, c'est la faute des grands dictateurs si nous n'en avons plus pour eux, car ils ont causé tant d'infortunes et de détresses que nous n'en aurons pas assez pour ceux qu'ils ont désespérés.

Si la procédure a été boiteuse, si la forme n'a pas été respectée, c'est bien regrettable ; mais combien il est plus regrettable que, sans forme aucune, sans nulle procédure, des millions d'hommes aient été abattus en rase campagne, réduits à mourir dans les parcs concentrationnaires, asphyxiés de la main des tueurs dans les chambres à gaz, sans avoir de juges pour les juger, de procureurs pour les mettre en accusation, ni d'avocats pour les défendre !

Enfin, si le procès des vaincus n'est, comme le soutient M. Bardèche, qu'une demi-justice, et si le procès des vainqueurs reste à faire, si la moitié des assassins demeurent en liberté, si le non-lieu dont bénéficient les gagnants de la guerre laisse l'équité insatisfaite, qu'y pouvons-nous ?

Ce n'est pas nous qui avons inventé Nuremberg ; nous n'y avons été ni législes, ni juges, ni avocats, ni accusateurs, ni témoins ; nous ne sommes que des membres obscurs du public international. Nous sommes là dans une jungle où les mœurs des fauves nous inquiètent, parce que notre vie et notre sécurité en dépendent, mais où nous n'avons pas à discuter les lois qu'ils s'appliquent entre eux et que nous n'avons point édictées. Si leurs lois évoluent, si leurs tribunaux ne sont pas réguliers, c'est bien déplorable pour le petit gibier que nous sommes et qui n'a que trop d'expérience de ces tribunaux et de ces lois ; mais, habitués à trembler pour nous, nous nous taisons lorsque ce sont les maîtres de la jungle qui s'appellent les uns les autres à la barre et qui constatent à leur détriment cette même injustice et cette même inflexibilité dont nous les accusons si souvent. Nous écoutons le verdict ; nous disons : « *Les tigres ont jugé les loups.* »

Nous ignorons si, un jour, on jugera les tigres, après quels horribles désastres, quelles nouvelles épouvantes sans nom, ce jugement interviendra, et nous ne savons pas qui le rendra. Mais d'ores et déjà nous nous posons la question de savoir où sera alors la « terre promise », et ce que les Bardèche de l'avenir pourront bien penser de ce nouveau Nuremberg.

Pierre-Valentin BERTHIER.

NOUS VOULONS SAVOIR

La nouvelle de l'exécution capitale de trois des condamnés à mort de Madagascar aurait été annoncée à la radio. Mais nous ne savons si des journaux l'ont évoquée ?

Le peu de bruit fait autour de cette « exécution » nous laisse à penser que la nouvelle serait inexacte, et nul plus que nous ne s'en réjouirait.

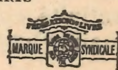
On chiffre, paraît-il, à 80.000 *le nombre des victimes lors des affreux événements qui se déroulèrent dans la grande île. N'est-ce pas déjà suffisamment abominable et serait-il juste, serait-il adroit, serait-il humain d'en ajouter d'autres de sang-froid ?*

Nous voulons croire que l'ancien compagnon de Jaurès n'a pas donné pareil blanc-seing.

Mais pourquoi ne dément-on pas ?

Directeur-Gérant : JEAN BÉRINGER.

LES IMPRESSIONS MODERNES
37, BD DE STRASBOURG - PARIS
Travail exécuté
par des ouvriers
syndiqués.



Ça va bien ! Ça irait mieux encore avec le dévouement de tous

JE m'entretiens ici, chaque mois, avec les camarades ; avec les lecteurs qui s'intéressent le plus à la revue, qui aiment à connaître tous les détails de son existence.

Je n'empièterais pas sur la place attribuée aux collaborateurs pour le faire, mais à cet endroit je ne gêne personne et plutôt que louer cette couverture, mettre ainsi le doigt dans l'engrenage de la publicité, je préfère vous parler de nos affaires de famille, vous mettre au courant des nombreux détails ayant trait à « Défense de l'Homme ».

Ça ne marche pas si mal, si ça ne marche pas encore aussi bien que je le voudrais.

En mai, nous aurons atteint grandement les deux mille abonnements, et tout laisse supposer que nous obtiendrons les trois mille d'ici octobre.

Il ne faut pas quand même vous endormir, car la saison d'été, celle des vacances, n'est guère propice à cette prospection.

Hâtez-vous donc, dès à présent.

Je constate avec regret que ce sont constamment les mêmes qui s'y collent, qui agissent. Qu'en dehors de la centaine de camarades qui ne se lassent point de recueillir de nouveaux abonnements, c'est l'apathie.

Pourquoi ? Pourquoi les centaines d'autres ne bougent-ils pas ?

J'ai pourtant la conviction qu'ils nous approuvent, à quelques exceptions près, et qu'ils sont satisfaits des pages que nous leur composons tous les mois. Aussi je m'explique mal qu'ils me laissent prêcher en vain lorsque de cette tribune je réclame des abonnements.

Ce n'est pas pour m'enrichir, ils le savent, mais pour donner des assises solides à cette revue. Pour qu'elle continue à paraître même si la maladie me terrassait. Pour qu'elle vive même si je mourais.

Je ne vous demande pas d'argent, amis lecteurs, seulement un peu de dévouement. Je vous demande de faire connaître « Défense de l'Homme » autour de vous, de prêter votre numéro, de talonner toute personne sympathique afin qu'elle s'y abonne.

Sans doute vous vous dites : « J'ai le temps et j'enverrai avant octobre à Lecoin, le nouvel abonné qu'il attend de moi. » Je le crois, mais je n'en suis pas sûr tout à fait. De là mes inquiétudes, et ces appels.

J'insiste donc pour que vous agissiez tous IMMEDIATEMENT en ce sens, si c'était déjà votre intention. Vous me rendrez service et me débarrasserez de cértains soucis.

Et vous pourrez prendre des vacances en toute quiétude : grâce à vous, ce périodique, ayant bâti ses fondations, élèvera toujours plus haut sa voix en faveur des temps nouveaux et de l'Homme libre.

Louis LECOIN.